



**Aide internationale, politique et développement à Port-Salut :
une analyse de la triangulation relationnelle des perspectives
locales.**

Nancy Marie Sherline Saint Louis

Universidade de Brasília



Instituto de Ciências Sociais
Departamento de Antropologia
Programa de Pós-Graduação em Antropologia Social

**Aide internationale, politique et développement à Port-Salut : une
analyse de la triangulation relationnelle des perspectives locales.**

Nancy Marie Sherline Saint Louis

Dissertation présentée au Programme de Maitrise
d'Anthropologie Sociale du Département
d'Anthropologie de l'Institut des Sciences Sociales
de l'Université de Brasília, pour l'obtention du grade
de Maitrise en Anthropologie Sociale.

Orientadora: Professora Andréa de Souza Lobo
Co-orientador: Professor Mark Schuller

Aprovada: 12 de Abril de 2022

Banca examinadora:

Profa. Andréa de Souza Lobo (PPGAS/UnB – Orientadora)
Prof. Mark Schuller (NIU- Co-orientador)
Profa. Kelly Cristiane da Silva (PPGAS/UnB)
Profa. Profa. Julia Goyatá (UFMA)
Profa. Sara Santos Morais (Suplente - PPGAS/UnB)

Brasília, Juin 2022

Sommaire

Remerciements	i
Résumé.....	iii
Liste des sigles.....	v
Liste des tableaux.....	viii
Liste des images.....	viii
Contextualisation de l'étude	1
Introduction	5
Chapitre I : Contextualisation de l'aide en Haïti : de la figure emblématique de la liberté à l'Etat dépendant ?.....	15
I. Haïti : crises permanentes et l'anarchie ?.....	16
1.1. Lês crises socio-politiques.....	18
1.2. Crises ou l'effondrement de l'Etat haïtien ?.....	20
1.3. Petro-Caribe : aide au développement partie en fumée ?	23
1.4. Les massacres dans les quartiers défavorisés : l'Etat « <i>pa wè oswa li pa tande</i> » ? ...	25
II. Haïti, ami juré des catastrophes naturelles	27
2.1. 12 janvier 2010 : la plus grande catastrophe de cette décennie	27
2.2. 12 janvier 2010 : un déferlement d'assistance ou une opportunité ratée ?	29
III. Analyse catégorielle des crises et des catastrophes	31
3.1. Les crises prolongées	31
3.2. Les crises récurrentes	32
3.3. Les crises naissantes	34
3.4. Nécessité d'une assistance permanente?	35
3.5. Analyse de la coopération internationale en Haiti : Nord/Sud et Sud/Sud	36
Chapitre 2 : Port-Salut et aide internationale : une ville, deux périodes et deux tendances	41
I. Cadre sociographique de la commune de Port-Salut	41
1.1. Port-Salut : histoire, géographie et démographie	41
1.2. Port-Salut : services sociaux et infrastructures de base	45
1.3. Réhabilitation de la plage Pointe-Sable : phobie ou question politique ?	49

II.	Organismes internationaux et actions périodiques	52
2.1.	Panorama des acteurs et interventions ?	52
2.2.	Caritas : entre économie sociale et solidaire et actions humanitaires	57
2.2.1.	<i>Caritas et interventions pré-catastrophes</i>	57
2.2.2.	<i>Caritas et actions post-catastrophes</i>	59
2.3.	UNOPS et infrastructures : interventions pré-catastrophes	60
2.4.	L'UNOPS et interventions post-catastrophes.....	61
III.	Perception locale des acteurs	62
3.1.	Représentation sociale de l'Etat haïtien	62
3.2.	Perception de la population des Autorités locales	63
3.3.	Définition de « ONGs » par la population	64
3.4.	Projection pour la ville : une utopie échappant à l'entendement des autorités.....	68
Chapitre 3 :	Analyse de l'aide internationale à Port-Salut	69
I.	Aide internationale et l'expérience d'Haïti	69
1.1.	Aide comme moyen de marketing et show médiatique	70
1.2.	Aide et domination des victimes	73
1.3.	Aide et débandade	74
II.	L'aide internationale à Port-Salut : aide ou clientélisme ?.....	77
2.1.	Aide, division géographique ou accessibilité ?.....	78
2.2.	Aide : un moyen d'ascension sociale et de pré-campagne politique ?	80
2.3.	Présence physique : symbole du leadership ou d'accroissement du capital symbolique ?.....	82
2.4.	Aide : politique de proximité ou rapprochement social ?	83
III.	Interventions de la Caritas et de l'UNOPS : entre « <i>senkant kòb ak degouden</i> » ?	85
3.1.	Aide et besoins de la commune : un regard critique.....	86
3.2.	Les interventions de Caritas de l'UNOPS et des considérations générales	87
3.3.	Quand l'aide internationale s'installe en dehors des actions de développement à Port-Salut : aide et attentes locales ?.....	91
IV.	Analyse de la triangulation relationnelle entre les acteurs.....	92
4.1.	ONGIs et Etat : une tendance à la suprématie des ONGIs au détriment de l'Etat ?	93
4.2.	Etat et Autorités locales : domination des Autorités locales par l'Etat ?.....	94

4.3. ONGIs : des organismes visibles et bienfaisants, et Autorités locales : des spectatrices de développement ?.....	97
4.4. Quand le lendemain de la population n'est plus prévu avec l'Etat.....	98
Conclusion et considérations générales.....	102
Références bibliographiques.....	107
Annexes : Quelques photos prises sur le terrain.....	ix

Remerciements

Ce travail de recherche a pu arriver à son terme grâce au support de nombreuses personnes et institutions à qui je voudrais exprimer toute ma gratitude.

Je remercie humblement mon infatigable directrice, Professeure Andréa de Souza Lobo pour son accompagnement inestimable, sa patience, sa disponibilité et ses conseils judicieux tout au long de ce processus de rédaction, lesquels m'ont permis d'alimenter et de peaufiner mes réflexions. Je remercie également mon co-directeur, Professeur Mark Schuller, avec qui j'ai travaillé depuis 2015, pour son support, son ouverture d'esprit et ses suggestions.

Je désire exprimer ma gratitude au Décanat de la Pós-Graduação de l'Université Brasília pour l'accueil digne et chaleureux qui m'a été réservé. Merci au Département du Programme d'Anthropologie et au Secrétariat, spécialement Professeur Carlos Emmanuel Sautchuk et Monsieur Jorge Maximo de Oliveira Barros Filho pour leur support et accompagnement incommensurable.

Je témoigne toute ma reconnaissance et ma gratitude aux professeurs-res du DAN particulièrement ceux et celles avec qui j'ai eu cours durant tous les trois semestres : José Antonio Vieira Pimenta, Luis Abraham Cayón Durán, Wilson Trajano Filho, Cristina Patriota de Moura, Henyo Trindade Barreto Filho, Kelly Critiane da Silva, Andréa de Souza Lobo et Vinícius Venancio De Sousa. Je leur suis extrêmement reconnaissante pour leur compréhension, leur support, leur encouragement et leur humanisme. Ils m'ont fourni les outils nécessaires pour la réussite de mes prochaines études universitaires et ma carrière professionnelle.

Un grand merci aussi aux Professeures Kelly Silva de l'UnB, Julia Goyatá de l'UFMA et Sara Santos de l'UnB pour avoir accepté de faire partie des membres de la banca pour évaluer mon travail.

Je tiens à remercier ces institutions : l'OEA, le PAEC-GCUB, l'UnB, le CNPQ qui ont respectivement organisé le concours, m'a sélectionné et donné le support économique durant toute la période de l'étude. Merci aussi à la DDS et la FOKAL (en Haïti) pour leur support additionnel.

J'exprime ma reconnaissance envers mon inlassable époux Jackson Vertus. Il a été toujours pour moi une source de motivation depuis le jour où je l'ai croisé sur mon chemin jusqu'aujourd'hui.

Merci à ma famille, particulièrement ma mère Roselène Didier pour son amour infaillible, lequel m'a donné la force d'aller jusqu'au bout ; mon père Geno Saint Louis, ma sœur Guerline Flancia Saint Louis et mon frère Stanley Reginald Pierre Ernst, pour leur encouragement. Merci aussi à mes familles élargies pour leur attention soutenue.

Un grand merci à mes collègues du DSD en Haïti et ceux du DAN, de qui j'ai énormément appris et je suis fier de les avoir eus comme camarades. Merci à tous mes amis-ies, spécialement mes compatriotes que j'ai croisés à l'UnB : Dubick Banatte, Kenderlourde Siméon, Jacky Mathieu, Alexandre Morency, Jean Gardy Mathieu, Jean-Baptiste Marc Evens. Je remercie Truyi vivement pour son support incommensurable.

Je remercie de mon cœur toute la communauté de Port-Salut pour son accueil chaleureux et son hospitalité. Merci de m'avoir ouvert les bras pour me fournir les informations nécessaires concernant ce travail de recherche durant plus de quatre années. De ce fait, je dédie cette dissertation en signe de reconnaissance : aux notables, leaders, responsables d'organisations et d'associations, les autorités locales, la population de toutes les sections communales. J'espère que le jour viendra où leurs attentes seront comblées comme ils l'ont toujours souhaité.

Enfin, je tiens à témoigner toute ma gratitude à toutes celles et tous ceux dont j'ai oubliés de mentionner leurs noms.

Merci infiniment ! *Ayibobo ! Chapo ba pou nou tout !* Muito obrigada a todos vocês!

Résumé

Ce travail de recherche s'inscrit dans la compréhension des enjeux de l'aide en Haïti à partir des conjonctures post-catastrophiques. Ainsi, la période de 2010 a été considérée comme un point de repère pour réétudier les nouvelles dynamiques générées par l'aide internationale dans différentes communautés haïtiennes. En effet, Port-Salut constitue un miroir qui laisse comprendre, décrire et analyser la relation triangulaire existant entre l'aide internationale, la politique et le développement à partir des perspectives locales. En tant qu'une zone de potentielle touristique, elle offre la possibilité de mieux décomposer les différentes formes de coopération internationale qui s'ensuivent. De cette coopération qui favorise l'implémentation de nombreux projets à Port-Salut, naît tout un flux de perceptions socio-culturelles à propos des acteurs humanitaires et l'aide au développement, des Autorités locales et de l'Etat dans un champ inégalitaire et de rapport de force. De plus, l'aide s'inscrit dans une dynamique polarisante qui engendre une sorte de clientélisme traduit par « *moun pa m, zòn pa m* : ma population, ma zone », la mobilité sociale, l'exclusion sociale et le clivage « citadins et campagnards : *moun an deyò ak moun lavil* ». Enfin de compte, le texte structuré en trois chapitres présente et analyse d'abord une contextualisation générale de l'aide en Haïti ; ensuite atterrit sur le terrain de Port-Salut pour décortiquer les interventions des acteurs de l'aide et sa relation avec les acteurs locaux ; et au final déduit une étude approfondie des différents aspects découlant de l'aide sur ce terrain particulier.

Mots clés : Aide internationale, aide humanitaire, développement, politique, Port-Salut.

Resumo

Este trabalho de pesquisa objetiva à compreensão das questões relacionadas à ajuda no Haiti com base em circunstâncias pós-catástrofes. Assim, o período de 2010 foi considerado como um ponto de referência para (re)estudar a nova dinâmica gerada pela ajuda internacional em diferentes comunidades haitianas. De fato, Port-Salut constitui um espelho para compreender, descrever e analisar a relação triangular entre ajuda internacional, política e desenvolvimento a partir de perspectivas locais. Como uma área de potencial turístico, oferece a possibilidade de decompor melhor as diferentes formas de cooperação internacional que se seguem. Desta cooperação, que favorece a implementação de numerosos projetos em Port-Salut, nasce todo um fluxo de percepções socioculturais sobre os atores humanitários e a ajuda ao desenvolvimento, as autoridades locais e o Estado em um campo desigual de relações de poder. Além disso, a ajuda é parte de uma dinâmica de polarização que gera uma espécie de clientelismo traduzido por "*moun pa m, zòn pa m*: minha população, minha área", mobilidade social, exclusão social e a divisão "habitantes da cidade e do campo: *moun an deyò ak moun lavil*". Finalmente, o texto, estruturado em três capítulos, apresenta e analisa uma contextualização geral da ajuda no Haiti; depois aterrissa no campo de Port-Salut para dissecar as intervenções dos atores da ajuda e sua relação com os atores locais; e finalmente deduz um estudo aprofundado dos diferentes aspectos decorrentes da ajuda neste campo particular.

Palavras-chave: ajuda internacional, ajuda humanitária, desenvolvimento, política, Port-Salut.

Liste des sigles

ABC : Agence Brésilienne de Coopération

ACF : Action contre la Faim

ACTED : Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement

APD : Aide Publique au Développement

ASEC : Assemblée de Section communale

AVSI : Association des Volontaires pour le Service International

BCEN : Bureau du Contentieux Electoral National

BINUH : Bureau intégré des Nations Unies en Haïti

BMPAD : Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement

CAD : Children Aid Direct

CARICOM : Communauté des Caraïbes

CASEC : le Conseil d'Administration de la Section communale

CDM : Caribbean Disaster Management

Ce-Jilap : Commission épiscopale nationale Justice et Paix

CEP : Conseil Electoral Provisoire

CIAT : Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

CIDH : Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme

CIRH : Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti

CSCCA : Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif

CRS : Catholic Relief Services

CSI : Christian Solidarity International

CVCE : Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe

DCP : Direction de la Protection Civile

DGI : Direction Générale des Impôts

DINEPA : Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement

ECHO : Bureau de l'aide humanitaire de la Commission européenne

EDH : Electricité d'Haïti

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FJKL : Fondasyon Je Klere

FONDAM : Fondation Dallas Monnin

FONDEFH : Fondation pour le développement et l'encadrement de la famille haïtienne

FONKOZE : Fondasyon Kole Zepòl

GADES : Groupe d'Appui au Développement du Sud

GPS : Global Positioning System

IBESR : Institut du Bien-Etre Social et de Recherches

IHSI : Institut Haïti de Statistique et d'Informatique
IMA : Inter Mutuelles Assistance
LAPEH : Ligue Alternative pour le Progrès et l'Émancipation Haïtienne
MDM : Médecins du Monde
MEF : Ministère de l'Économie et des Finances
MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti
MOPROPS : Mouvement progressiste Port-Salutain
MPCE : Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MSF : Médecins Sans Frontières
MTI : Medical Teams International
NIU : Northern Illinois University
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OCHA : Coordination of Humanitarian Affairs
ODD : Objectifs de Développement Durable
OEA : Organisation des Etats Américains
OIM : Organisation internationale pour les migrations
ONG : Organisation Non-Gouvernementale
ONGI : Organisation Non-Gouvernementale internationale
ONU: Organisation des Nations Unies
OPRE: Office of Planning, Research, and Evaluation
ORE: Organization for the Rehabilitation of the Environment
OSC : Organisations de la Société Civile
OXFAM: Oxford Committee for Famine Relief
PADF : Fondation Panaméricaine de Développement
PADI : Programme d'Action pour le Développement Intégré
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PDNA : Plan d'action pour le développement national d'Haïti
PDVSA : Petróleos de Venezuela SA
PHTK : Parti Haïtien Tèt Kale
PIB : Produit intérieur brut
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRODEP : Projet de Développement Communautaire Participatif
RNDDH : Réseau National de Défense des Droits Humains
TSE : Traité de sécurité énergétique
UE : Union Européenne
UEH: Université d'Etat d'Haïti
UMCOR: United Methodist Committee on Relief

UNEP : United Nations Environment Program

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

UNOPS: United Nations Office for Project Services

USAID: United States Agency for International Development

UTE : Unité Technique d'Exécution

VSF : Vision Sans Frontière

Liste des tableaux

Tableau 1. Instances et domaines d'intervention en 2016.....	53
Tableau 2. Instances et domaines d'intervention en 2017.....	54
Tableau 3. Instances et domaines d'intervention en 2019.....	54
Tableau 4. Instances et domaines d'intervention selon OCHA en 2016,2017 et 2019.....	55

Liste des images

Fig.1 : Carte géographique d'Haïti.....	17
Fig.2 : Images du Palais National après le séisme de 2010... ..	28
Fig.3. Carte géographique d'Haïti montrant la position de Port-au-Prince (en jaune) à Port-Salut (en vert).....	43
Fig.4. Carte de Port-Salut avec ses sections communales	44
Fig.5 : Image d'une <i>bòdègèt</i> prise dans une section communale.	48
Fig.6 : Images respectives de la route menant à la plage Pointe-Sable et un petit marché de produits artisanaux après le cyclone Mathieu	50
Fig.7 : Images distinctives d'un petit kiosque de contrôle située à la sortie de la plage et d'un bloc sanitaire sur la plage portant des messages de revendications.	51
Fig.8 : Image du premier compartiment de l'abri provisoire en construction en 2019 dans la 4 ^{ème} Section.....	56
Fig.9 : Images de quelques réalisations de l'Unops (marché de poisson et un petit pont métallique).....	61
Fig.10 : Image du premier ministre actuel entouré de l'aide sanitaire.....	71
Fig.11 : Image du directeur de la BMPAD recevant de l'aide alimentaire	71
Fig.12 : Image d'un sceau de l'aide humanitaire personnalisée	72
Fig.13 : Image d'une distribution d'aide humanitaire à Port-Salut après le cyclone Mathieu.....	73
Fig.14 : Image d'une distribution à Port-Salut après le cyclone Mathieu... ..	75
Fig.15 : Images de pillage des camions d'aide sur la route menant à Jérémie	76
Fig.16 : Image d'une zone rurale à Port-Salut.....	78
Fig.17 : Image des gens qui rentraient chez eux après une distribution au centre-ville	79
Fig.18 : Image de l'ancien président Aristide distribuant de l'aide après le cyclone	82
Fig.19 : Image d'un petit kiosque personnalisé portant le nom du dernier député de Port-Salut... ..	83
Fig.20 : Image du marché de poisson de Port-Salut endommagé après le cyclone Mathieu.	86
Fig.21 : Image de la route menant à la plage Pointe-Sable endommagée	90
Fig.22 : Image des maisons endommagées dans l'entrée du centre-ville	91
Fig.23 : Image des gens dans une église endommagée qui priaient après le cyclone.....	99

Contextualisation de l'étude

Avant de commencer d'emblée avec les discussions théoriques et empiriques dans le cadre de ce travail, j'ai jugé utile de contextualiser un peu l'ensemble des processus ayant conduit à la matérialisation de cette recherche. En 2015, un jour pendant que je m'apprêtais à me rendre chez moi, mon directeur de mémoire m'a appelé pour m'aviser que j'étais invité à une réunion concernant un projet de recherche. Je dansais de joie car je savais que j'allais connaître quelques zones de plus. J'étais dans l'enceinte de la Faculté d'Ethnologie à Port-au-Prince et je me suis rendue tout de suite au local où devait avoir lieu la réunion. En y arrivant, il y avait déjà des participants-es et je complétais l'effectif au nombre de dix dont cinq étudiants, trois étudiantes, et deux professeurs. La réunion a débuté par une séance de présentation ; ensuite, l'un des professeurs, un anthropologue américain Mark Schuller, le directeur du projet, qui enseigne à Northern Illinois University et à la Faculté d'Ethnologie, a exposé le contenu et les objectifs visés par cette étude. Cette dernière consiste à étudier sur une période quinquennale l'impact à long terme des ONGs dans huit zones¹ dans le Grand Sud² d'Haïti. Financé par la Fondation Nationale de la Science aux Etats-Unis, ce projet fut un partenariat entre l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) et Northern Illinois University (NIU). Ce partenariat consistait à intégrer dans le projet, des étudiants-es provenant des universités américaines et ceux et celles d'Haïti pour la formation des équipes de deux individus par zone.

En effet, au début du mois d'Août 2015, l'équipe d'Haïti accompagnée du Professeur Schuller avait laissé Port-au-Prince un après-midi en direction du Sud pour une visite dans les huit zones de la recherche. Le minibus démarrait pour Camp-Perrin, et après plus de quatre heures de temps, nous (l'équipe) sommes arrivés dans un hébergement, Mazenod, situé à Haut-camp. Arrivés très tard dans la nuit, nous avons dû prendre le souper et nous coucher. Le lendemain matin, après le déjeuner, nous sommes partis pour Port-Salut où nous avons rencontré un informateur sur la petite place devant la Paroisse Saint-Dominique au centre-ville, puis le bus a repris la route nationale numéro

¹ Cette étude a été aussi réalisée dans deux zones : un camp construit après le 12 janvier 2010 et Ça-Ira, à Léogâne (commune du département l'Ouest mais située sur la route Sud) ; deux zones : un camp construit après le 12 janvier dans la ville de Jacmel et Marbial (département du Sud'Est) ; Pestel et Abricots (département de la Grand'Anse) ; Camp-Perrin et Port-Salut (département du Sud).

² Cette appellation de « Grand Sud » est une nouvelle notion de regroupement pour désigner toutes les zones se situant dans le bloc Sud, Sud'Est et Sud'Ouest du pays. Le Grand Sud comporte au moins quatre départements (Sud, Sud'Est, Nippes et Grand'Anse). Mais une partie du département de l'Ouest (quelques autres communes : Léogâne, Petit-Goâve et Grand-Goâve) se situant sur la route nationale 2, est aussi considérée comme faisant partie.

7 pour se rendre à Pestel et Abricots, dans la Grand'Anse. Le bus n'étant pas adéquat pour des routes rocailleuses, il n'a pas pu arriver au centre-ville d'Abricots. Celui-ci a déposé l'équipe à plus d'un kilomètre à proximité d'une autre localité où une petite agglomération d'individus y vivent tranquillement sous la bise des vagues de la mer, et nous avons marché à pied pour s'y rendre. De là, nous avons dialogué avec quelques notables. Puis nous sommes repartis pour rejoindre le bus. Ensuite, nous avons rebroussé chemin en reprenant la nationale 7, puis la nationale 2 et nous nous sommes rendus à Jacmel où nous avons visité un camp situé non loin du centre-ville. Comme le bus ne pouvait pas encore emprunter la route de Marbial, nous avons dû retourner et nous nous sommes arrêtés à Léogâne où nous avons eu une rencontre avec des notables. Enfin, nous avons repris la route nationale 2 pour rentrer à Port-au-Prince. Cependant, ce qui paraît commun dans tout ce parcours ce sont les mauvais états de certaines routes qui nous empêchaient de visiter toutes les zones de l'étude comme prévu, parce qu'il nous fallait un véhicule adapté aux routes difficiles.

La deuxième phase de la recherche correspond avec une sorte de familiarisation plus rapprochée avec le terrain respectif. Les huit étudiants-es d'Haïti formaient quatre équipes pour retourner à Jacmel, Léogâne, Camp-Perrin et Port-Salut, Pestel et Abricots dans le but de prélever des points de GPS afin de construire une cartographie. Avec le collègue de Camp-Perrin, j'ai travaillé simultanément à Camp-Perrin puis à Port-Salut durant une semaine. Camp-Perrin, est surnommé « *yon ti kote apa* » qui peut être traduit par un endroit réservé, parce qu'il est situé dans les hauteurs par rapport aux Cayes, capitale du département du Sud. Son paysage plus moins boisé et verdoyant détient l'une des grandes rivières du pays, la ravine du Sud qui la traverse ; et également en raison de sa fraîcheur venue du Pic Macaya³, l'un des points culminants d'Haïti. Quant à Port-Salut, elle est reconnue pour sa belle plage sablonneuse, Pointe-Sable, son paysage plus ou

³ Sandra, Jean-Louis. « Pic Macaya : le géant endormi qui pourrait faire renaître la péninsule Sud-ouest d'Haïti ». Pic Macaya est situé dans la péninsule sud-ouest d'Haïti, sur le « Massif de la Hotte » – la deuxième plus grande chaîne de montagnes du pays – qui s'étend sur trois départements dont le Sud, la Grande-Anse et les Nippes. Avec une superficie de plus de 8, 500 ha, c'est l'une des rares réserves forestières d'altitude d'Haïti. En 2016, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) a nommé Macaya une réserve de biosphère. En tant que tel, il abrite un trésor inhabituel de vie végétale et animale comprenant plus de mille espèces de fougères, d'orchidées, de mousses, de plantes à fleurs, de mammifères terrestres et d'oiseaux dont environ 30 pour cent sont endémiques à Haïti. En outre, le parc est le château d'eau de la péninsule, alimentant ses sept principales rivières [...], Mars 2018. Voir plus dans : <https://haitiprogres.com/news/2018/03/28/pic-macaya-le-geant-endormi-qui-pourrait-faire-renaitre-la-peninsule-sud-ouest-dhaiti/>.

moins verdoyant surtout tout le long de la route nationale 2. Un citoyen de la ville, avec fierté et beaucoup de force, m'a dit : « C'est moi qui avais pris l'initiative de planter tous ces arbres que tu vois tout le long de la route (qui est aussi l'extension de la nationale 2) de Port-Salut dans le but de rendre la commune verdoyante, belle, agréable et accueillante ». De ce fait, il est intéressant de mentionner deux aspects importants qui ont attiré mon attention dans les lignes précédentes, ce sont la problématique des routes, la fierté et la participation citoyenne dans de bonnes actions locales.

Bref, après cette expérience à Camp-Perrin et Port-Salut, en été 2016, quand l'enquête systématique devait commencer, j'avais choisi Port-Salut, parce que je la connaissais mieux que les autres zones de l'étude⁴. Durant les périodes de terrain, j'ai travaillé chaque année avec trois collègues différentes venues de trois universités américaines. De 2016 à 2019 (sauf 2018⁵), avant de se rendre sur le terrain, les équipes se réunissaient à la Faculté d'Ethnologie pour une petite séance de connaissances et de familiarisation (avec les étudiants-es venus-es des Etats-Unis et nous autres en Haïti), de formation, de discussion sur la méthodologie de la recherche, de simulation et de reformulation de certaines questions qui nous paraissaient ambiguës. Après cette séance de formation, suivant le calendrier établi, avec le minibus, les équipes de Léogâne, Camp-Perrin et Port-Salut laissaient Port-au-Prince à destination du terrain, et les équipes de Jacmel, Pestel et Abricots, un pickup Toyota tâchait de les emmener le lendemain.

Après quatre heures de temps et quelques minutes sur la route nationale 2, mon collègue et moi fûmes déposés à l'auberge où nous devions passer près de deux mois, ensuite, nous avons mangé et puis reposé. Le lendemain matin vers 8h30, nous nous sommes rendues à la Mairie de Port-Salut pour nous présenter et déposer notre lettre (qui explique la raison de notre présence sur le terrain), et profiter pour demander à consulter

⁴ En 2011 je devais me rendre à Port-à-Piment (commune du département du Sud) pour visiter la grotte Marie-Jeanne (une des meilleures destinations touristiques et une des plus grandes grottes du pays) dans le cadre d'un cours d'initiation à l'Anthropologie, de là, j'avais fait une escale sur la plage Pointe-Sable à Port-Salut et après continué la nationale 2. La deuxième raison concerne une seconde visite de loisirs et de détente avec un groupe en 2014. Mais, la raison cruciale de ce choix par le professeur Schuller, c'est parce qu'il y avait un projet de développement touristique en 2008 financé par le gouvernement de Taïwan. Ce projet favorisait la construction de la route nationale 2, laquelle traverse Port-Salut.

⁵ L'année de 2018 manque en raison des troubles sociaux politiques qui régnaient en Haïti, et je ne pouvais pas me rendre sur le terrain. J'habite dans une ville à proximité de Port-au-Prince (dans le département de l'Ouest), et Port-Salut (dans le département du Sud). Je ne pouvais pas prendre le risque d'y aller et de ne pas pouvoir retourner chez moi au terme du terrain, puisqu'il y a eu le blocage des routes, les manifestations, le pays *lock*, etc. Cette expression de pays *lock* fait référence à l'annonce de l'arrêt total de toutes les activités au niveau de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince sous l'égide de certains leaders politiques qui se réclament membres de l'opposition politique.

les archives qui détiennent les ONGs et leurs champs d'action, les contacts de toutes les organisations locales enregistrées dans la commune. Après nous sommes rendues au commissariat de Police Nationale d'Haïti, puis j'ai appelé quelques connaissances que j'avais faites en 2015, pour leur annoncer que j'étais sur le terrain et cette fois avec une autre collègue qu'elles verront bientôt. J'ai également commencé à établir de nouveaux contacts avec quelques ledears ou autorités habitant dans les périphéries de ma résidence en leur présentant ma collègue. Durant la première semaine de terrain, nous avons visité toutes les sections communales pour saluer les anciennes connaissances, et nous avons profité pour en faire de nouvelles et participé dans des activités culturelles et de loisirs. Cette minuscule description sert à donner aux lecteurs-lectrices un bref aperçu (qui sera complété dans la méthodologie) comment furent les dynamiques de cette recherche de terrain.

Introduction

Je reviens à la nature du projet qui est d'étudier les actions humanitaires et développementales des ONGs avant et après 2010 dans le Sud d'Haïti. Ce bloc Sud a été le récepteur de certains projets relevant de l'aide humanitaire et de l'aide au développement avant ou après des catastrophes naturelles. Ainsi, dans ce contexte, il faut souligner que le concept aide a pris naissance dans un contexte post-guerre au 20^e siècle, plus précisément après la seconde guerre mondiale dans les années 1940, (Thérien, 2001). Mais l'échange ou le troc existait depuis toujours dans les premières sociétés. D'ailleurs, Mauss (1924) a largement expliqué comment fonctionne ce système d'échange, qui aujourd'hui donne un cadre général pour comprendre la doctrine de l'aide et ses deux grands volets : aide d'urgence ou assistance humanitaire⁶ et aide au développement⁷. Par aide humanitaire, il faut entendre la forme d'aide apportée à certains pays après la guerre, des catastrophes naturelles, des conflits et des crises sociales ou sanitaires.

La première forme d'aide humanitaire a été apportée par les Nations Unies aux pays européens ravagés après la seconde guerre mondiale, (Document de CVCE⁸, 2021). Etant donné que cette aide était une réponse temporelle et limitée aux pays victimes, les Etats-Unis allaient mettre sur pied un plan de relèvement plus structurel, systématique,

⁶ L'assistance humanitaire a été définie et contextualisée au regard de la résolution sur l'assistance humanitaire adoptée par l'Institut de droit international à sa session de Bruges en 2003. Elle a été définie comme suit : « Opération menée par un ou plusieurs Etats, organisations intergouvernementales ou organisations non gouvernementales, tendant à procurer, dans le respect du principe de non-discrimination, des secours aux victimes, principalement civiles, de conflits armés internationaux ou non internationaux, de catastrophes naturelles ou de situations d'urgence du même ordre », (Robert Kolb, 2003 : 855).

⁷ L'Aide publique au développement (APD), selon le Comité d'aide au développement (CAD), est constituée par tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires qui figurent sur la liste de bénéficiaires de l'APD, ou à des institutions multilatérales. Le but de l'APD consiste à créer tant au niveau national que mondial, un climat propice au développement et à l'élimination de la pauvreté par un partenariat entre les pays en développement et les pays développés (Lahens, 2014 : 57-58). Lavagnon (2011 : 2), rejoint la définition du CAD cité par Lahens, quand elle estime que l'aide au développement a d'abord été conçue comme « *un apport de ressources supplémentaires pour faire face aux besoins d'investissement nécessaire pour permettre aux pays pauvres de combler le retard technique mais aussi pour suppléer l'épargne nationale insuffisante des jeunes pays : c'est du transfert de technologie et de l'avance de capitaux* ». Dans cette optique, le projet a été considéré, tout au moins jusqu'au milieu des années 1990, comme l'instrument privilégié de l'aide au développement, le moyen le plus efficace pour la livraison de l'aide (investissement en capital) et la meilleure structure pour minimiser le risque de détournement des fonds et garantir aux contribuables des résultats concrets (Rondinelli, 1976 ; Crawford et Bryce, 2003 ; European Commission, 2007).

⁸ Le CVCE est un centre de recherche et de documentation interdisciplinaire de l'Université du Luxembourg qui travaille sur le processus de la construction européenne ayant pour mission la création, la publication et la valorisation de la connaissance dans un environnement numérique innovant. Voir plus dans CVCE : Le plan Marshall et la création de l'OECE, disponible en ligne sur le http://www.cvce.eu/obj/le_plan_marshall_et_la_creation_de_l_oece-fr7cbc25dd-0c8d-49b1-924c-53edb2a59248.html, 11 novembre 2021, pp.2-3.

bureaucratisé, progressiste avec toute une batterie de marketing connu sous le nom de *Plan Marshall*⁹, enveloppé des objectifs bien précis : créer de nouveaux marchés d'échanges pour écouler leurs produits ; protéger la prospérité américaine et éloigner le spectre de la surproduction nationale ; et freiner l'expansion du communisme, Deschamps (1997), Maier (1998) , Valantin (1962), Hirschman (1998).

Par ailleurs, ce système d'aide allait être répandu dans le monde dans une logique expansionniste de l'impérialisme, du capitalisme et du néolibéralisme. De ce fait, les tenants du courant marxiste comme (Laban, 2006), (Henstch et al, 1993), Mende (1972), Louis-Juste (2009) qui sont hostiles à ce système, soutiennent que celui-ci crée la dépendance, l'assistanat, l'infantilisation des Etats et l'appauvrissement des pays qualifiés de 'pays du Tiers-Monde'. Cependant, la première république noire du monde (Haïti) fait partie de cette catégorie classifiée comme « pauvre » et qui est beaucoup assistée durant ce demi-siècle. En effet, si l'aide a aidé les pays de l'Europe à se relever, mais pourquoi se heurte-elle contre l'iceberg du développement modelé dans certains pays d'Afrique et en Haïti ?

Cette question a été répondue en grande partie par des analyses provenant de nombreux auteurs. Pour Smith (2011), Seitenfus (2010) et Séguy (2014) : l'aide internationale est un échec et une arme tranchante ; Moyo (2009) la voit comme un facteur de désordre et de blocage ; Sogge (2003) : elle est bénéfique pour les donateurs et maintient un rapport de force entre dominants et dominés ; Schuller (2015) déduit qu'elle est un moyen de domination, de destruction des structures et infrastructures locales ; Etienne (1997) la voit comme un : instrument d'influence ; Thérien (2001) la définit comme un modèle dominant, génératrice de détournements et de corruption ; et pour Louis-Juste (2009), l'aide est une forme de modernité coloniale et destruction des civilisations locales. Dans ce champ de jeu, à qui profite l'aide ?

⁹ « Ainsi, le plan Marshall s'accompagnait d'ailleurs d'une intense propagande. A titre d'exemple, un "train pour l'Europe", rempli de vivres et de denrées alimentaires, sillonnait les pays bénéficiaires pour y exposer les projets entrepris et les résultats engrangés. La presse et les médias audiovisuels étaient également mis à contribution. Car le plan de relèvement européen fut bien une arme de la Guerre froide, en d'autres termes un outil " de faire de l'intéressant" face à son ennemi farouche l'URSS et leurs alliés, car les USA embrassait le capitalisme libéral et démocratique, et l'URSS, un système communiste, souvent qualifié de "totalitaire". Ce plan Marshall marquait aussi l'entrée de l'Europe occidentale dans la société de consommation, symbolisée, par exemple, par le Coca Cola et les films hollywoodiens, un processus vers la mondialisation, (Document CVCE, op.cit., p.2-3).

Silva (2008) expose clairement la fonction de l'aide : les politiques d'assistance internationale sont comme 'expediente' pour la construction de l'hégémonie des donateurs dans différents pays. Schuller (idem) déduit que les ONGs employées comme acteurs exécutifs de l'aide, sont des instruments utilisés à des fins autres qu'humanitaires, plus rentables pour les donateurs et que dans beaucoup de cas, le protocole des donateurs encourage au contraire les ONG à ignorer l'autorité de l'État. Dans ce cas, Pierre (et al, 2018) affirme que les bailleurs et institutions financières internationales, poussés par un changement de paradigme néolibéral, ont, durant les années 80, canalisé leur financement plus directement vers les ONGs au détriment de l'État, des organisations locales et des OSC. Maurepas (2018) cite Hayter (1971) qui affirme que l'aide fournie par la Banque mondiale et les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) sert avant tout les intérêts des pays occidentaux et de leurs entreprises transnationales.

Donc, ces facteurs problématiques, d'ordre structurel et systémique, sont légitimés par le système néolibéral impérialiste s'imposant comme un empire, dont Michel (2003) a largement expliqué à travers le paradoxe 'main gauche, main droite de l'empire'. Dans ce cas, l'aide peut-elle favoriser le développement ? Quel type de développement engendre-t-elle ? Dans la littérature occidentale et impériale, Rostow (1960) a proposé une recette de développement unilatéral (la croissance économique) en cinq étapes. Par contre, quant aux anthropologues, ils s'intéressent à comprendre et analyser comment le développement impacte-t-il la vie de l'homme. Ainsi, une vague de critiques sont toujours adressées aux économistes et aux idéalistes du développement (comme Rostow) qui ne s'accrochent que sur la croissance économique pour appuyer leur thèse. Dans ce cas, le concept de développement apparaît comme un paradoxe¹⁰ suivant les champs d'études. Brum (2011) questionne ce concept paradoxal dans son essence qui est profitable à une catégorie et en même temps détruit l'autre. Un documentaire brésilien¹¹ montre comment certaines ethnies indigènes de l'Amazonie ont été dépossédées au profit des nantis capitalistes ; et une chanson¹² remet en question la notion du droit, à qui profite-il ? En dehors de l'aspect paradoxal du concept de développement,

¹⁰Eliane, Brum. 2011. A pequenez do Brasil Grande. Revista Época. Disponible sur: <http://elianebrum.com/opiniao/colunas-na-epoca/a-pequenez-do-brasil-grande>.

¹¹ Documentário À Sombra de um Delírio Verde (29'; 2011). Direção de An Baccaert, Cristiano Navarro e Nicola Mu. Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=2NB61WU1WfM>.

¹² Canções No Yankee com Brô Mc's e Fase Terminal; e Direito pra quem? com Marina Peralta - em seu serviço de streaming de música preferido.

certain auteurs que je viens de mentionner l'ont critiqué pour ses multiples impacts, et d'autres pour son inefficacité, en termes d'amélioration de la qualité de vie dans certains pays et de certaines catégories sociales.

En effet, en Haïti, à travers la critique du système de l'aide, un panorama est dressé tant pour l'aide humanitaire que l'aide au développement. Ainsi, dans mon analyse je considérais le tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a détruit à Port-au-Prince et les zones avoisinantes comme une opportunité ratée ; le cyclone Mathieu des 4 et 5 octobre 2016, une opportunité classée dans l'oubliette et les tremblements de terre des 14 août 2021 et 22 janvier 2022 dans la péninsule Sud, une promesse de plus à suivre. Car, en dépit des aides octroyées et des promesses faites, la population continue de faire face à de nombreuses difficultés sociales, infrastructurelles et environnementales. Mais, Thomaz (2010 ; 2011) dans ses analyses apporte de nouvelles réflexions qui aident à comprendre catégoriquement le revers de l'aide internationale après le tremblement du 12 janvier 2010. Cette fois, il dénonce l'ignorance de l'international et son racisme à l'encontre d'Haïti.

Plus loin, je vais exposer les arguments de Thomaz. Mais, ceci n'empêche pas de souligner ces questionnements : Qu'est ce qui explique ces faits ? Quel est la nature et le mode opératoire de la coopération Nord-Sud et celle Sud-Sud dans le cas d'Haïti ? Comment décortiquer ces diverses conceptions ? Une analyse superficielle pourrait dénombrer ces différents facteurs, lesquels expliqueraient la vulnérabilité et la dépendance d'Haïti de l'aide internationale, ce que je considérerais comme un "construit" vers un processus de démonstration d'auto-détermination négative lié à des faits socio-historiques par la communauté internationale, et dont Neiburg (2019) appelle de l'ingérence internationale. De plus, l'absence d'un projet de société, la mauvaise gouvernance, la corruption généralisée, le blanchiment et détournement de fonds, la vulnérabilité environnementale, socio-économique, l'instabilité politique, le non-investissement à grande échelle, et les catastrophes naturelles fréquentes qui font empirer les problèmes préexistants. Ces problèmes systémiques et cette dépendance de l'international engendrent-ils des changements d'ordre structurel, comportemental, imaginaire, dans les communautés haïtiennes ?

Les actions humanitaires en Haïti, après le passage des catastrophes naturelles, restent un miroir exploratoire pour l'étude de nouveaux enjeux par rapport à la gestion de l'aide sur le plan micro et macro, le mode planification, d'organisation et de distribution. En

dehors des catastrophes, les actions entreprises par ces mêmes instances humanitaire ou développementale génèrent un système de relations interconnectées entre les acteurs locaux. Ceci dit, cette relation intrinsèque constitue un ciment dans l'entendement de la dynamique des interventions qui se sont produites au fil du temps à Port-Salut. Cette étude loin d'être une alerte aux résultats quantitatifs ou qualitatifs des différentes actions effectuées par les organismes internationaux, visent à comprendre et faire une analyse critique des enjeux existant entre les acteurs impliqués dans ce champ.

L'analyse triangulaire et relationnelle mettra en évidence des aspects réversibles : entre l'Etat et instances internationales, Autorités locales et instances internationales, l'Etat, instances internationales, autorités locales et développement à partir des données empiriques provenant des perspectives locales. Pour ne pas me perdre dans un univers trop holiste, j'ai limité mes analyses autour des actions de deux organismes internationaux : UNOPS (axe d'infrastructures) et CARITAS (axe d'activités de format d'économie solidaire). Ce choix découle en raison de leur permanence sur le terrain de Port-Salut par rapport aux autres acteurs. De ce fait, les objectifs priorisés consistent à : expliquer comment l'aide humanitaire et l'aide au développement peuvent constituer un laboratoire de transformations sociales profondes au sein de la communauté de Port-Salut ; décrire les caractéristiques émanant des formes de distributions, d'organisation, des quantités et qualités d'aide reçue ; démontrer que l'aide internationale peut être un outil d'expansion de visibilité et d'augmentation du capital politique et symbolique pour les acteurs locaux ; décrire et analyser la notion de fanatisme, de clientélisme, et du sentiment d'appartenance ; décortiquer la relation triangulaire existant entre l'aide internationale, Autorités locales et développement.

Par ailleurs, le conflit interindividuel généré par l'aide internationale, et la notion de visibilité ont été des facteurs ayant éveillé ma curiosité intellectuelle. Dans un premier temps, avant le passage de l'ouragan Mathieu, la question du clientélisme ou de fanatisme a été plutôt une affaire relevant du dynamisme de la politique locale et de la représentation sociale construite à partir de l'origine sociale des principaux élus locaux. Mais, après l'ouragan, ce fossé conflictuel et interindividuel s'est agrandi davantage à partir de la présence de l'aide humanitaire. De là, survient une forme d'échange entre les autorités locales et la population. Pour mieux comprendre ce dynamisme réversible, il est important d'évoquer Mauss, qui décrit les formes de don comme une chose réciproque et non gratuite. Par conséquent, les actions des instances internationales et des autorités sur le

terrain seraient-elles une forme d'échange de biens matériels contre la construction de leur capital social, symbolique et politique ?

A Port-Salut, nombreuses sont les institutions internationales ayant travaillé dans divers domaines. Pourtant, depuis 2016 une série de besoins identifiés comme primordiaux apparaissent dans les données collectées. Cela induit-il que la population locale reconnaît que les actions entreprises dans sa communauté n'ont pas résolu les problèmes qui la tracassent, et que l'enjeu politique jouerait un rôle majeur dans la gestion de l'humanitaire et de l'aide au développement ? Pourtant, il y a eu toujours l'omniprésence des organismes internationaux sur le terrain dont l'objectif théorique est de favoriser le développement¹³. A cet effet, j'émetts une série de questionnements, lesquels vont constituer les fils directeurs de ce travail.

Dans cette dynamique, quelle est la lecture faite par la population et les autorités locales de Port-Salut par rapport à l'ensemble des actions humanitaires ou développementales des instances internationales ? Quelles sont les analyses découlant des actions des instances internationales ? Comment analyser leurs impacts sociaux ? Une ville touristique comme Port-Salut, quels avantages adéquats bénéficient-elle des instances ayant intervenu ? Ses priorités ont-elles été prédéfinies par l'Etat ou les Autorités locales ? Quels sont les besoins nécessaires de la commune ? Quel est le rapport analytique entre les besoins préexistants et les actions des instances ? Dans l'imaginaire collectif, comment la population conçoit-elle l'Etat, les Autorités locales, et les instances internationales ? Ces multiples interrogations peuvent être groupés autour d'une question centrale : Comment comprendre et analyser cette relation triangulaire existant entre l'aide internationale, la politique locale, et le développement à Port-Salut ?

Les approches théoriques adoptées donnent des outils pour une meilleure appréhension la fonction jouée par chacun des acteurs dans le système de l'aide. Dans le décret de 1989 régissant les ONGs en Haïti, celles-ci devraient être des auxiliaires de l'Etat Haïtien dans le processus du développement national, régional et municipal. L'approche fonctionnaliste de Malinowski (1970), Radcliffe-Brown (1972), Merton (1965), et le structuro-fonctionnalisme de Parsons (1973), Evans-Pritchard (1993)

¹³ Le développement, ici selon la perception de la population de l'étude (Données de l'enquête 2016-2019), pourrait être défini comme un ensemble de manques liés aux problèmes infrastructurels et socio-économiques auxquels font face leur communauté. (Par exemple, certains disent : *isit la pa devlope, paske pa gen wout, lopital, dlo, kouran...* La zone n'est pas développée, car il n'y pas de routes, centres hospitaliers, eau potable, électricité...).

conçèdent des outils pour saisir l'enjeu de chaque acteur dans le système d'aide et les différentes relations existant entre eux et la perception locale de ces acteurs par rapport à leurs modes d'actions et de fonctionnement. Sans ignorer les approches marxistes sur la question de l'aide et du développement, lesquelles fustigent l'impérialisme, le système capitaliste et néolibéral et l'assistance mortelle, il est important de considérer les approches développementales. Ces dernières mettent évidence la participation locale dans le concept de développement, par l'adoption d'une politique d'intégration communautaire (Goussault, 1962), ce que Massamba (2007) appelle la participation communautaire, et que la banque mondiale (1998) considère comme très riche et très significatif et varie selon son mode d'emploi et du contexte. De plus, j'appuie l'approche transformative de Freire (1967) qui croit dans l'éducation comme arme de développement de l'exercice de la conscience critique et de libération, et comme engagement social. Cette approche pragmatique, opposée de la théorie spectatorielle et du déterminisme social, constitue un processus d'action culturelle vers l'émancipation par des manifestations pratiques.

Par ailleurs, toute recherche scientifique pour être efficace doit s'inscrire dans une démarche méthodologique qui permet d'atteindre les résultats, les analyser et les interpréter. La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude est assez complexe et basiquement riche. Les bases empiriques de cette étude découlent de plus de trois années de terrain en 2016, 2017 et 2019. Durant l'été de 2016, je m'étais installée durant deux mois. Je devais selon les directives de l'étude, m'intégrer dans la communauté, faire des observations, réaliser une centaine de questionnaires, et cinq entrevues avec des autorités locales, notables ou des leaders (avec une collègue venant des Etats-Unis). Mais en octobre 2016, le cyclone Mathieu avait frappé sévèrement la péninsule Sud, les équipes du Sud et de la Grand'Anse étaient retournées deux semaines après le passage de l'ouragan pour observer les dégâts et rencontrer certains leaders. En décembre 2016, je suis retournée pour une troisième fois pour une mini enquête durant deux semaines, j'ai passé une trentaine de questionnaires et cinq entrevues. En 2017, j'ai été aussi sur le terrain dans le cadre de suivi et de l'évolution des données, cela m'a permis de faire une comparaison entre deux périodes : pré-catastrophe et post-catastrophe. En été 2019, j'étais présente ; et en 2021, je devrais me rendre sur le terrain, mais à cause de restrictions sanitaires liées au Covid-19 et des troubles socio-politiques intenses qui régnaient en Haïti, je n'ai pas pu y aller. Mais le professeur Schuller y a été en janvier 2022, donc j'ai utilisé les données nouvelles collectées dans les interviews et ses notes de terrain.

En outre, la première étape consiste en une documentation sur les sources théoriques concepts sur la coopération internationale, largement élaborée par l'anthropologue Silva (2008) à travers des cas relevant de son terrain de recherche, les enjeux et les analyses faites autour de l'aide. Quant à la seconde étape, elle constitue un ensemble de stratégies intelligentes mises en place dans l'objectif de s'intégrer dans la communauté et collecter les données empiriques, dont l'observation (Raymond et Campendhoudt, 1995 ; Peretz 2004). Ces stratégies surviennent des changements comportementaux de la population locale accueillante, hospitalière, mais réticente, méfiante, fatiguée de toujours fournir des informations, et qui pour elle n'a aucune retombée positive. Ainsi, j'ai dû utiliser mon savoir-faire, ma stratégie et ma gentillesse afin d'expliquer le bien-fondé de la recherche et convaincre les natifs. Dans les premiers moments, j'ai contacté les Autorités locales¹⁴ : la Mairie et le Commissariat de police ; et les responsables des organisations, les dirigeants et les notables de la communauté. Ensuite, j'ai visité quelques localités faisant partie de la communauté pour observer l'environnement, trouver des indices de projets et me familiariser avec les gens. J'ai participé à la vie de la communauté (assister aux cérémonies religieuses, visiter le marché communal, assister les activités de pêche...) et aux activités éducatives et culturelles (camp d'été pour les enfants, festivités sur les plages, championnat de football, combat de coqs, combat de taureaux). Ces deux premières étapes consistaient à informer et à expliquer à ces personnages la raison de ma présence dans la communauté, une tactique également pour établir la confiance¹⁵ et garantir ma sécurité pendant mes séjours.

¹⁴ Les autorités locales constituent l'ensemble des organes de l'État local qui dirigent et contrôlent la municipalité. Ils sont les auxiliaires de l'État central et sont composés de trois membres à la tête de la municipalité (le maire principal en tant que premier citoyen de la ville et deux autres membres), trois délégués de ville, trois membres dans les Sections communales), et un représentant dans chaque grande localité. Le commissariat de Police comme force de sécurité légitime et répressive étatique est aussi un organisme étatique présente dans les communes du pays. Chacune de ces structures a un rôle à jouer pour le bon fonctionnement de la municipalité. Mais certains considèrent aussi le député comme faisant partie des autorités locales, non seulement il est élu par la municipalité et aussi souvent ses actions se coïncident dans certaines communautés avec celles des Maires. Parfois, il est même considéré comme un agent de développement au lieu de législateur.

¹⁵ Ces stratégies sont un moyen de réduire la mauvaise perception que la population haïtienne des chercheurs. Certaines personnes sont très réticentes à parler pour au moins trois raisons : 1- elles ont peur de ce que ces données ou réponses personnelles peuvent devenir ; 2- elles sont fatiguées parce qu'après une catastrophe, de nombreuses personnes passent chez elles pour collecter diverses données et ensuite rien n'est fait pour elles ; 3- certaines pensent qu'elles ne peuvent pas parler d'un sujet parce qu'elles ne savent ni lire ni écrire.

La troisième étape a débuté par le questionnaire (Moscovici et Bushchini, 2003), (avec des questions ouvertes et fermées) sur les réseaux de relations sociales, les réseaux d'informations, les activités collectives, les actions de l'État, des autorités locales et des organismes internationaux, et la représentation sociale de ceux-ci. Et au final, j'ai sélectionné cinq personnages les plus répétés comme leaders dans le questionnaire pour un entretien ouvert sur les doutes, les clarifications de certaines questions et d'autres aspects non saisis (par le questionnaire). Ceci dit, cette enquête s'étendant sur une période de trois ans est constituée d'une population de trois cent (300) individus et plus d'une quinzaine d'entrevues semi-dirigées, en raison de cent (100) individus et plus de cinq (5) entretiens chaque année.

Quant aux données, j'ai procédé à une analyse des discours des autorités locales et messages voilés véhiculés dans les différentes activités au sein de la communauté (Berelson, 1952 ; Bardin, 1989). J'ai tenu compte aussi des expressions verbales et non-verbales durant l'administration du questionnaire, des entrevues et de l'observation participante, des graffitis, des formes de protestations de groupes ou individuels, lesquels permettent de comprendre la dimension socio-politique de la communauté, leur appréciation, leur frustration. Quant aux projets réalisés, ils constituent un miroir d'analyse profonde à partir des approches développementalistes et progressistes d'une multitude d'anthropologues, lesquels aident à mieux comprendre certaines pratiques. Cette compréhension permettra de mettre en corrélation une analyse triangulaire à partir des descriptions ethnographiques découlant des actions de chaque acteur et de leur axe d'intervention.

Ce travail de recherche en plus de sa consistance empirique pertinente, contient aussi des limites indépendantes de ma personne. La première limite est spatio-temporelle, cette étude tient compte uniquement d'une seule municipalité. Et en raison de la pandémie et des crises socio-politiques qui règnent en Haïti, je n'ai pu aller sur le terrain en personne. Les lisières dues au temps, sur une échelle de trois (3) années de terrain limitent un peu les analyses. En dépit de tout cela, ce travail ouvre la voie à d'autres chercheurs qui s'intéressent aux thématiques aide, politique et développement d'explorer d'autres aspects ou d'approfondir de nouvelles réflexions.

Par conséquent, le travail comporte trois chapitres. Le chapitre I est un panorama du contexte de l'aide en Haïti. Au cours de celui-ci, une analyse de la position géographique d'Haïti est présentée, incluant les différentes formes de crises et de

catastrophes dont elle est victime, ce qui la rend vulnérable et fragile. Ainsi, ce chapitre tâche aussi d'étudier les types de coopération : Nord-Sud et Sud/Sud, afin de d'évaluer leurs impacts et leurs enjeux en rapport avec le développement local. Le deuxième chapitre constitue une suite de mise en contexte, lequel permet d'avoir une meilleure appréhension de la dynamique de l'aide internationale à Port-Salut. Il décrit le terrain de l'étude dans ses différents aspects et structures ; présente et analyse les organismes internationaux et leurs actions dans la commune au cours de deux périodes. Ceci permet d'analyser en profondeur la nature et la consistance de leurs interventions dans un espace de temps. Enfin, le dernier chapitre analyse dans un premier temps, l'aide à travers divers paramètres ; en second lieu une analyse limitée et centrée autour de deux organismes favorise de meilleurs outils pour mieux comprendre la représentation sociale faite par la population locale de ces acteurs : Etat, ONGIs, Autorités locales ; et dernier lieu, j'établis une analyse triangulaire et relationnelle entre ces différents acteurs. De plus, j'utilise de nombreuses expressions créoles, lesquelles résument et traduisent certaines réalités particulières en Haïti.

Chapitre I

Haïti : de la figure emblématique de la liberté à l'Etat dépendant de l'aide internationale ?

Le contexte de l'aide en Haïti est multiple. Il dépend d'une conjoncture normale et/ou d'un contexte post-catastrophe. Mais, durant ces dernières décennies, l'analyse sur l'efficacité de l'aide pullule. De nombreux auteurs déjà mentionnés au cours de l'introduction ont donné leur point de vue. Les nombreuses crises, qui surviennent dans le pays surtout ces derniers temps, n'insinuent pas que Haïti est une république de crises ou une république chaotique, mais ces crises ont des incidences majeures sur l'ensemble des aspects de la vie des citoyens-citoyennes. Les crises, n'étant le fruit d'un hasard, mais d'un ensemble de facteurs externes matérialisés à l'aide des faits internes, contribuent à la fragilité de cet Etat souverain et symbole du triomphe de la liberté sur l'esclavage. Neiburg (idem) a invoqué cette notion d'ingérence internationale comme une forme de participation liée à la politique néolibérale visant à étendre l'étendard du capitalisme.

Bersani (2015) a tenté de donner une lueur d'explication anthropologique à la problématisation du rôle de l'Etat et des actions de l'aide humanitaire réalisées par les organisations internationales présentes dans le pays. Hurbon (1988) dans son ouvrage « Le barbare imaginaire » a essayé de renverser le regard du monde construit par l'Europe de l'opposition barbare/civilisé, comme l'a fait Anténor Firmin pour réfuter la thèse raciste de Gobineau. Ces points de vue seraient des contre-arguments du modèle occidental qui voudraient réduire à un paradigme imaginaire les différentes problématiques qui fragilisent Haïti.

Dans cette optique, je vais procéder à une analyse fonctionnelle de l'aide en soulignant quelques événements lesquels ayant marqué ces décennies en Haïti : 12 janvier 2010¹⁶ où l'aide promise s'engageait à la reconstruction du pays ; les 4 et 5 octobre 2016 où l'ouragan Mathieu avait dévasté le Grand Sud du pays ; le 14 août 2021, par un tremblement de terre ; et le Petro-Caribe, une forme de coopération Sud-Sud qui s'est

¹⁶ « Le 12 Janvier 2010, en plus d'être un évènement catastrophique, a été une conjoncture pour analyser la solidarité et la générosité du peuple haïtien dans la Grand'Anse », Bersani (2015 ; 2020). Son analyse s'est concentrée sur les multiples actions déployées par des gens pour accueillir, aider et supporter ceux et celles qui fuyaient Port-au-Prince après le tremblement de terre. En autres, il faut aussi souligner que ce sentiment d'entraide est réciproque quasiment dans tout le pays. Quel que soit les évènements malheureux qui surviennent, les zones non affectées apportent leurs soutiens en espèce ou en nature aux zones affectées. Par exemple, après le cyclone Mathieu en 2016, des collectes de dons, dans des institutions publiques et privées, par des particuliers ont été recueillis pour aider les victimes du Grand Sud. Ce même élan de solidarité et de générosité a été aussi constaté après le tremblement du 14 août dans le Sud.

transformée en l'un des plus grands scandales de corruption que le pays ait connu au cours de cette décennie. Par ailleurs, cette mise en contexte aidera à comprendre plus ou moins le jeu, les conjonctures, la nature des coopérations et les enjeux « sur un terrain de va-et-vient entre les ces différentes périodes et non de façon chronologique ».

I. Haïti : crises permanentes et l'anarchie ?

Evans-Pritchard (1940), dans son ouvrage « les Nuer » a étudié la structure politique de ce groupe social dans lequel il a fini par déduire qu'il y existe une anarchie ordonnée parce que le peuple a une structure politique construite sans chef et sans hiérarchie. Selon Guérin (1965), le vocable anarchie est vieux comme le monde. Il dérive de deux mots du grec ancien : *an* et *arkhé*, et signifie quelque chose comme absence d'autorité ou de gouvernement. Dans ce cas, en Haïti, c'est l'absence d'autorité en termes d'applications des lois pour l'équilibre des choses dans la cité qui y manque. A part cela, tout l'appareillage étatique existe : la structure politique haïtienne a un chef et des chefs (élus ou nommés dans les institutions étatiques) et est hiérarchisée. Donc, Comment comprendre la situation d'Haïti, par rapport à la vision des auteurs ci-dessus ? La réponse à cette question ne devant pas être mécanique, je voudrais présenter et analyser quelques faits.

Historiquement Haïti, dans une lutte acharnée contre l'armée française a gagné la dernière bataille pour son indépendance le 18 Novembre 1803. L'indépendance a été célébrée le 1^{er} Janvier 1804. Ainsi, la République d'Haïti, la première république noire, figure emblématique et symbole d'anti-esclavagisme et de la liberté. Mais, au lendemain de l'indépendance, le pays se trouvait dans une situation difficile où la France lui avait réclamé de payer une indemnisation. Cette dernière marquait un début épineux pour la jeune république, qui devait payer à la France une indemnité de 150 millions de francs, une somme qui équivalait au budget d'une année de la France à l'époque¹⁷. Depuis lors, le destin d'Haïti s'avérait incertain. Cette indemnisation s'inscrivait dans une logique de dédommagement aux colons. Et les noirs africains arrachés de force dans leur culture, et soumis à l'esclavage pendant plus de deux siècles, combien ont-ils été dédommagés ?

¹⁷ Selon l'ordonnance du Roi de France concernant l'indépendance de l'île de Saint -Domingue, le 17 avril 1825, dans l'article 2. Disponible sur le site : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/htl825.htm>.

Du point de vue géographique, s'étendant sur une superficie de 27 750 km², la République d'Haïti dont sa capitale est Port-au-Prince, fait partie de la Caraïbes et est membre de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de l'Organisation des Etats Américains (OEA). Sa monnaie nationale est la Gourde et la langue parlée et comprise par tous les haïtiens et toutes les haïtiennes est le créole (héritage ancestral et résultante d'une forme de communication commune ayant vu le jour dans la colonie entre les différents nègres venus d'Afrique). Mais la constitution haïtienne de 1987 amendée reconnaît que le pays a deux langues officielles : le créole et le français. Administrativement, le pays est divisé et subdivisé en départements, arrondissements, communes, quartiers et sections communales¹⁸. A cet effet, il existe 10 départements, 42 arrondissements, 145 communes, 64 quartiers et 570 sections communales¹⁹. Selon l'Institut Haïti de Statistique et d'Informatique (IHSI), la population haïtienne est estimée à environ 11 905 897 d'habitants, dont 6 709 743 vivent en milieu urbain et 5 196 154 en milieu rural (IHSI, 2021).

Fig.1 : Carte géographique d'Haïti



Source : Annik Chalifour, 2020.

¹⁸Haïti : Divisions territoriales. Disponible sur le site : <https://www.haiti-reference.com/pages/plan/geographie-et-tourisme/divisions-territoriales/>.

¹⁹ Le schéma d'organisation des différentes unités territoriales haïtiennes selon le Décret du 1er février 2006, définissant le cadre général de la décentralisation, les principes d'organisation et de fonctionnement des collectivités territoriales haïtiennes, est le suivant : L'État haïtien est représenté dans chaque département par un délégué départemental qui supervise les différentes directions départementales des ministères. Ce délégué est secondé dans chaque arrondissement par un vice-délégué. La commune est dirigée par un Maire (appelé aussi Magistrat). La collectivité territoriale de la section communale constitue la plus petite entité administrative de la République. Elle est dirigée par un organe exécutif, le CASEC (Conseil d'Administration de la Section Communale) et un organe délibérant, l'ASEC (Assemblée de la Section Communale), Ciat et al, 2017. Atlas des menaces naturelles en Haïti, p.8. Disponible sur : <http://ciat.gouv.ht/sites/default/files/articles/files/ATLAS%20HAITI%20FRENCH%2005032017LR.pdf>.

Culturellement, Haïti est un pays avec un patrimoine historique et symbolique très significatif dans la compréhension de la révolution contre l'esclavage auquel a été soumis certains peuples. Pourtant, le colonel Robert Heintz et son épouse dans leur ethnocentrisme a dressé une description sensationnaliste de l'histoire haïtienne dans *Written in Blood* par une fiction de l'exceptionnalisme haïtien, Trouillot (1990). Après avoir analysé cette prétention exceptionnelle d'Haïti fait par le colonel et son épouse, Trouillot (1992) apporte de nouveaux arguments anthropologiques, lesquels expliquent pourquoi l'unicité et l'étrangeté d'Haïti. En ce sens, Thomaz rejoint Trouillot pour défendre Haïti du racisme blanc, comme l'a fait Anténor Firmin pour défendre la race noire. Par ailleurs, les dynamiques de crises relevant d'une société mouvementée dont Haïti fait face mérite d'être souligné, car elles apparaissent comme des raisons justificatives de l'omniprésence de l'aide internationale. Comme quoi, l'instabilité politique provoquée qui règne en Haïti serait le moteur de sa fragilité. Ces quelques crises décrites aideront à comprendre de façon superficielle les dynamiques sociétales, et je n'ai pas l'intention de m'éterniser dans leur analyse profonde, puisque cela ne relève pas de mes compétences, et de plus ce n'est l'objectif de ce travail.

1.1. Les crises socio-politiques

Les problèmes de tout genre auxquels, le pays fait face aujourd'hui, ont été un cumul. En plus de l'interférence assidue de la communauté internationale dans les affaires d'Haïti Neiburg (idem), les crises sociales, économiques, politiques, environnementales persistantes sont en autres des fléaux qui rongent la société haïtienne. Pierre-Louis (2018) admet dans ce cas que plus l'urgence s'impose en Haïti, plus la souveraineté de l'État revêt la forme d'une souveraineté mendicante. Cette mendicité constituant une forme d'assistance mortelle²⁰ selon Peck (2013). Et, bien avant le séisme du 12 janvier 2010, Haïti dépendait majoritairement de l'aide internationale pour financer les projets et programmes du gouvernement ainsi que son budget (Pierre-Louis, idem). Cette dépendance permanente est le fruit de la politique néo-libérale adoptée, qui aussi a favorisé l'urbanisation relativement rapide. Cette dernière s'explique par la concentration dans l'espace urbain des activités économiques, commerciales et administratives. Ce n'est

²⁰Assistance mortelle, un documentaire "tourné sur deux années après le séisme en Haïti, un constat implacable sur la gestion calamiteuse de l'après-catastrophe par la communauté internationale. Disponible sur : <https://www.facebook.com/ContemporaryHaitianArt/videos/assistance-mortelle-un-documentaire-tourn%C3%A9-sur-deux-ann%C3%A9es-apr%C3%A8s-le-s%C3%A9isme-en-ha/2513075932311506/>.

pas par hasard que c'est dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince - qui renferme la quasi-totalité de ces services - qu'on retrouve la plus importante concentration humaine. Un organisme étatique, le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), a été créé, par décret - paru dans le Journal Officiel "Le Moniteur", le 19 mars 2009 - présidé par le Premier Ministre ou son délégué, chargé de définir une politique d'urbanisation, (Ciat, 2013). Mais, la grande question est : quelles ont été les avancées de ce comité sur ce plan d'aménagement ? Depuis 2009 à 2021, au moins treize premiers ministres ont défilé à la primature et se sont démis de leur fonction suite à une crise avec un bilan quasiment négatif.

A cet effet, le développement économique et social d'Haïti continue d'être entravé par l'instabilité politique, les problèmes de gouvernance et la fragilité. « Le PIB réel a connu une baisse de -1,8 % en 2021 après celles de -3,3% en 2020 et de -1,7 % en 2019. Il est passé de 625.6 à 614.3 milliards de gourdes²¹ constantes. Le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) en volume a contracté de 1,8% durant l'exercice fiscal 2020-21 par rapport à l'exercice 2019-20 », (Rapport de l'IHSI, 2021). Ainsi, elle est considérée comme le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde. L'économie haïtienne est aussi confrontée à de multiples chocs depuis le second semestre de 2018. Même avant la pandémie de COVID-19, elle se contractait et faisait face à d'importants déséquilibres fiscaux. Les modestes progrès enregistrés dernièrement en matière de réduction de la pauvreté ont été atténués par les récents chocs, les estimations actuelles indiquant un taux de pauvreté de près de 60% en 2020 par rapport à la dernière estimation nationale officielle de 58,5% en 2012. L'économie repose essentiellement sur l'économie rurale (23 %), avec une gestion non durable des ressources, et sur le commerce. Elle est à 80 % informelle et les aliments sont en majorité importés (principalement des Etats-Unis et de République Dominicaine) ou proviennent de l'aide alimentaire. Un secteur manufacturier manque largement à l'exception de quelques entreprises de sous-traitance dans les textiles. L'écart de bien-être entre les zones urbaines et rurales est largement dû aux conditions défavorables de la production agricole, (Banque Mondiale, 2021).

Toutefois, l'urgence est structurelle. Le pays fait partie des pays les plus inégaux de la région. Les 20% les plus riches de la population détiennent plus de 64% du revenu total du pays, contre moins de 2% détenus par les 20% les plus pauvres. La mortalité infantile

²¹ La gourde est la monnaie nationale.

et maternelle reste à des niveaux élevés et la couverture des mesures de prévention (y compris la vaccination et les suppléments en vitamine A) stagne ou diminue, en particulier pour les ménages les plus pauvres. Selon l'indice du capital humain, un enfant né aujourd'hui en Haïti ne deviendra que 45% aussi productif qu'il pourrait l'être s'il avait bénéficié d'une éducation et d'une santé complètes, (Idem, 2021). Ces données provenant de la Banque Mondiale ne peuvent pas être prises pour des évangiles mais analyser avec recul dans l'appréhension des problématiques socio-politiques en Haïti. Car plus sa description d'Haïti est dramatique de façon évidente, plus son y règne perdure. En d'autres termes, il faudrait toujours y avoir de quoi justifier leur intervention impériale.

1.2. Crises ou l'effondrement de l'Etat haïtien ?

Les causes de l'effondrement de l'Etat haïtien relèvent de la géopolitique, de l'impérialisme et de la politique interne. Celle-ci a été incontournable dans l'étude de toutes les crises qui sévissent dans le pays. Après plus d'un siècle d'indépendance, la souveraineté d'Haïti allait être souillée par la géopolitique et l'impérialisme. Le 28 juillet 1915, Haïti fut occupée par les Etats-Unis d'Amérique militairement, lesquels y restaient jusqu'en 1934. Depuis lors, cet Etat fragile n'a connu que des périodes récurrentes de crises de toutes sortes et de tout genre et des coups d'état. En 2004, le président Jean Bertrand Aristide, élu en 2001 a été forcé de laisser le pouvoir et de prendre l'exil²² ; et le 7 juillet 2021, l'ex-président Jovenel Moïse, a été assassiné au pouvoir. Il y eut aussi des émeutes de la faim en 2008 sous la présidence du défunt René Garcia Préval (Document du MC–Capitalisation 50^e, 2014 : 1-5) ; et quatre ouragans : Fay, Gustav, Hanna et Ike ont dévasté le pays, en particulier la ville des Gonaïves, ce qui a augmenté considérablement les problèmes déjà graves, (CIDH, Rapport annuel 2008).

De plus, les années de 2015 et 2016 marquaient le début d'une nouvelle catégorie de crises. Dans un premier temps, c'était les crises électorales qui constituaient un amalgame :

« Le premier tour du scrutin présidentiel, tenu le 25 octobre 2015, a été annulé en raison de fraudes. Les résultats du premier tour avaient été largement contestés par l'opposition qui avait condamné un « *coup d'Etat électoral* » au profit de l'ancien président Michel Martelly. Le candidat du pouvoir Jovenel

²² Depuis 2004, la France et les États-Unis sont accusés de supporter le coup d'Etat contre le président Aristide, et son départ jusqu'à son enlèvement dans la nuit du 28 au 29 février 2004. Voir plus dans : Perspective monde, Démission du président haïtien Jean-Bertrand Aristide, 29 février 2004. Disponible en ligne sur : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/393>.

Moïse avait recueilli 32,76 % des voix contre 25,29 % pour Jude Célestin. Les 54 candidats en lice lors du vote d'octobre dernier ont jusqu'au 22 juin pour confirmer au CEP leur participation à la nouvelle élection présidentielle », (Journal Le Monde, 2016).

Dans un second temps, ce furent les élections présidentielles réorganisées où plus d'une vingtaine de potentiels candidats y avaient pris part. Cette fois, elles ont été de nouveau contestées, mais les irrégularités présentes et enregistrées par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) lors de ces élections ne sauraient impacter les résultats :

« Suite à la décision du Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) déclarant après délibération qu'après l'analyse des 12% de Procès-verbaux « il ne relève aucune fraude massive mais des irrégularités qui ne peuvent affecter le processus électoral, le résultat définitif de l'élection présidentielle du 20 novembre a été publiée : avec Jovenel Moïse, « Parti Haïtien *Tèt Kale* » (PHTK) - 590,927 votes 55.60% ; Jude Célestin, « Ligue Alternative pour le Progrès et l'Émancipation Haïtienne » (LAPEH) - 207,988 votes 19.57% ; Jean-Charles Moïse, « *Pitit Dessalines* » - 117,349 votes 11.04% ; Maryse Narcisse, « *Fanmi Lavalas* » - 95,765 votes 9.01% ... », (Journal Haïti Libre, 2017).

Cette fois-ci, ces élections donnaient la victoire du candidat Jovenel Moïse, dès le premier tour ; ce qui allait de nouveau enorgueillir l'opposition haïtienne qui estime que les résultats ne reflétaient pas le vote de la population. Depuis lors, le président Jovenel Moïse n'était pas le bienvenu dans la suprématie de l'Etat par les opposants de la classe politique opposante haïtienne, parce qu'il était choisi par l'ex-président Michel Martelly, qui est accusé d'avoir dilapidé le fonds Petro-Caribe. Ainsi, les 5, 6 et 7 juillet 2018, le président Jovenel allait prendre son premier baptême de feu, suite à l'annonce de la hausse des prix du carburant :

« Il y a de cela deux ans, le pays se réveillait de trois jours d'émeutes dans la région métropolitaine. Nos fameux 5, 6, 7 juillet 2018. L'objectif des émeutiers n'était pas de réclamer le départ du président Jovenel Moïse. Ils protestaient en majorité contre une augmentation drastique et brusque des prix des produits pétroliers introduite subrepticement pendant le match de Coupe du monde de football Brésil-Belgique. Ce week-end de juillet 2018, ce ne fut pas seulement l'équipe de Neymar²³ qui sortit par la petite porte de la Russie mais aussi le premier ministre de l'époque Jack Guy Lafontant qui perdit l'essence de son mandat. Après les émeutes de l'essence, suivirent des

²³ Cette coïncidence avec la défaite de la sélection brésilienne est soulignée, parce qu'une grande majorité de la population haïtienne est fan du football brésilien. Quand l'équipe gagne dans les grandes compétitions c'est la joie, c'est la fête ; des bandes de *rara* (un rythme musical haïtien caractérisé par la prédominance des percussions du vaudou, ou forme de festival de musique utilisé pour des défilés de rue ...) défilent pour célébrer. Quand elle est vaincue, c'est la tristesse, le désordre si cela coïncide avec un évènement politique. J'oserais dire que les haïtiens-nes sont des super fans de l'équipe brésilienne que même les brésiliens-nes.

manifestations, des massacres, des épisodes de « *peyi lòk*²⁴, pays lock, pays verrouillé » des négociations inabouties et tout un tas de turbulences. Le pays paie encore le prix du déraillement du quinquennat Moïse qui commença avec ce communiqué sur les produits pétroliers. Depuis lors, le gouvernement haïtien n'a pu ajuster les prix des produits pétroliers ni introduire de nouvelles taxes. Juillet 2018 a laissé des traces profondes », (Journal Le Nouvelliste, 2018).

Ces crises seraient les résultantes des dernières élections contestées par l'opposition politique avec le chanteur *Sweet Micky* (Michel Joseph Martelly) et l'entrepreneur Jovenel Moïse successeur de Martelly, les deux imposés²⁵ par la communauté internationale. Cela aurait à voir avec l'oligarchie haïtienne qui sent son intérêt menacé surtout avec Jovenel Moïse qu'elle a financé sa campagne²⁶ et par la suite commençait à se démarquer une partie de cette classe. D'ailleurs, durant les derniers instants de M. Jovenel, il a été vu comme un dénonciateur farouche de certaines catégories de la bourgeoisie en Haïti.

Durant les mois d'octobre et novembre 2021, le pays a connu une crise de carburant, ce qui a favorisé le ralentissement de toutes les activités de la vie sociale et économique, et a paralysé les secteurs : scolaire, transport, banquier, sanitaire, industriel, etc. Les crises auxquelles la nation haïtienne fait face sont spontanées. La fin de ces calamités s'annonce-t-elle pour quand ? Et ce, en plus des crises sociales, économiques, politiques,

²⁴ « *Peyi lòk* » ou pays lock est une expression créole née en 2018 qui traduit le blocage, la paralysie de toutes les activités économiques et sociales pendant un certain nombre de temps en signe de protestations contre certaines décisions du gouvernement en place.

²⁵ Le président Jovenel Moïse vit sous le dictat de l'ambassadrice des États-Unis, Michèle Sison. Malgré toutes les accusations, le président Jovenel reçoit toujours le soutien sans faille des États-Unis sous n'importe quelle forme : soit par le biais l'ambassadrice en poste à Port-au-Prince, soit à travers des sous-secrétaires d'État : David Hale, Jon Piechowski, et Kenneth Merten. Ce dernier a été « décoré de la Grande Croix d'Honneur et Mérite » sous la présidence de Michel Martelly pour son bon travail en Haïti en tant qu'ambassadeur, et c'est grâce à lui que Martelly est devenu président de la République. Pour tous les Haïtiens, c'est la communauté internationale qui a imposé Michel Martelly. Un petit rappel de l'histoire : Kenneth Merten a été parmi les premières personnes ayant déclaré que l'élection organisée en 2011 par l'ancien chef d'État René Préal était remplie de fraudes. Le dauphin de Préal, Jude Célestin, était arrivé en deuxième position et Mirlande Manigat en première position ; par contre Michel Martelly était en troisième position. Après un arrangement en coulisse effectué par des ambassadeurs occidentaux, notamment Kenneth Merten, à l'époque ambassadeur des États-Unis à Port-au-Prince, Michel Martelly a été propulsé en deuxième position suite à des scènes de violence orchestrées par certains de ses partisans. Il est devenu en deuxième position grâce à un recomptage de vote de l'OEA. Et Martelly a tout fait pour les récompenser. Voir plus dans Journal Le Nouvelliste : Jovenel Moïse soutenu par les États-Unis contre le peuple haïtien, Publié le 2019-12-04. Disponible sur : <https://lenouvelliste.com/article/209679/jovenel-moise-soutenu-par-les-etats-unis-contre-le-peuple-haitien>.

²⁶ Germina, Pierre Louis. Jovenel Moïse s'attaque à ceux qui ont financé sa campagne et qui veulent le contrôler, 7 septembre 2020. Disponible sur : <https://haiti24.net/jovenel-moise-sattaque-a-ceux-qui-ont-finance-sa-campagne-et-qui-veulent-le-controler/>.

démographiques, sanitaires, pétrolières, s'ajoutent des catastrophes naturelles imprévisibles comme des "abse sou klou"²⁷, tumeur sur furoncle ».

1.3. Petro-Caribe : aide au développement partie en fumée ?

Les tendances, comme celles des néomarxistes, voient la question de l'aide sous un angle proche de celui de Bajoit, mais ils mettent davantage l'accent sur l'aide au développement comme étant un instrument de domination des pays industrialisés sur les pays pauvres (Maurepas, 2018). Ce rapport dominant-dominé, Nord-Sud est soutenu par Charnoz (et al, 2007 : 38) qui soutient que l'aide favorise la mainmise sur les ressources des pays en développement par la classe dirigeante des pays occidentaux et contribue à maintenir les pays pauvres dans une relation de dépendance envers l'Occident. Mais, qu'en est-il de la coopération Sud-Sud ?

Le processus du projet de Petro-Caribe²⁸ a débuté en juin 2005 dans le cadre de l'alliance entre les pays de la Caraïbe et le Venezuela, une coopération Sud-Sud. Les fonds Petrocaribe que gère Haïti proviennent de l'accord signé entre la République bolivarienne du Venezuela et la République d'Haïti le 15 mai 2006 et ratifié par l'Assemblée Nationale le 29 août 2006. Le programme a donc démarré le 11 août 2007 lorsqu'Haïti a signé avec le Venezuela et d'autres pays membres le traité de sécurité énergétique (TSE) Petrocaribe. Cet accord, à l'origine, prévoit la fourniture à Haïti d'au

²⁷ Expression créole qui voudrait dire ajouter des problèmes à ceux déjà préexistants, ou ne pas finir de résoudre un problème quand un autre s'y pointe sans préavis. Mais littéralement, cette expression fait référence à une sorte de furoncle (mycose) dans un endroit quelconque sur la peau qui n'a pas encore fini de cicatriser quand une autre fait surface au même endroit, ce qui aggrave ou retarde la guérison du précédent.

²⁸ A travers l'Accord de Coopération Énergétique PetroCaribe, le Venezuela s'est engagé à garantir aux pays de la Caraïbe et de l'Amérique Centrale un approvisionnement pétrolier à des conditions préférentielles. Le 15 mai 2006 la République d'Haïti s'est jointe aux treize (13) pays qui avaient souscrit audit Accord lors de la création de PetroCaribe le 29 juin 2005. La mise en œuvre de l'Accord PetroCaribe permet à l'Etat haïtien, à travers le Bureau de Monétisation Programmes d'Aide au Développement (BMPAD), d'acquiescer avec des facilités de paiement des produits pétroliers du Venezuela, principal fournisseur du marché local depuis plus de 20 ans, pour être revendus aux compagnies pétrolières locales, en vue de satisfaire la consommation interne du pays (14,000 barils par jour). À la faveur de cet Accord PetroCaribe démarré en octobre 2007, l'État haïtien bénéficie de facilités de paiement pour l'achat de gazoline, de diesel, de kérozène, de mazout et d'asphalte du Venezuela, principal fournisseur du marché local depuis plus de 20 ans. Le Bureau de Monétisation joue, en fait, un rôle d'intermédiaire entre le fournisseur vénézuélien PDVSA Petroleo S.A. et les compagnies pétrolières haïtiennes. Les facilités s'appliquent seulement au paiement, lequel est conditionné par un délai allant de 30 à 90 jours maximum à partir de la date de chargement du bateau. Une partie du montant facturé est payée "cash" : sans intérêts jusqu'aux 30 premiers jours et avec 2% d'intérêts annuels du 31ème jour au 90ème. La balance est payable sur 25 ans avec 1% d'intérêts annuels : Le Petrocaribe. Disponible sur : <http://bmpad.gouv.ht/ct-menu-item-22/ct-menu-item-23.html>.

moins sept mille (7 000) barils de pétrole par jour ou leur équivalent énergétique destiné à la consommation locale. Ainsi, les ressources provenant de la vente des produits pétroliers en provenance du Venezuela ont constitué un levier financier non négligeable pour les gouvernements successifs entre 2008 et 2016 et même au-delà. En particulier, elles ont permis de financer différents programmes et projets de développement.

Pour rendre opérationnel l'accord Petrocaribe, les États parties s'engagent à créer et à renforcer les sociétés mixtes binationales pour faciliter la gestion du secteur énergétique dans les différents États. Ainsi, le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) sert d'interface entre le fournisseur vénézuélien PDVSA et les compagnies pétrolières locales en Haïti (Rapport 1 de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, 2019 : 25-28). Enfin, les principales utilisations des fonds Petrocaribe concernent principalement : le financement des projets, le remboursement de la dette, le financement des centrales électriques et les frais de gestion du BMPAD, (idem, p.29).

Mais, en 2014, l'endettement de l'Etat haïtien auprès de ce projet Petrocaribe s'élevait à 1.54 milliard de dollars. Or, 10 ans après la gestion de cet argent, certains projets ont été réalisés, mais d'autres ont jusqu'à date les chantiers inachevés, car une bonne partie de l'argent s'est avéré des occasions de détournement de fonds, de stratagèmes et de pots-de-vin. La plupart des contrats ont été donnés de gré à gré, des factures sont introuvables, des centaines de millions de dollars se sont évaporés. De ce fait, cette situation très inquiète a suscité de nombreuses vagues de protestations débutant sur les réseaux sociaux. Le mouvement *petro challenger* a pris naissance à Montréal, pendant l'été 2018. Le producteur de films et scénariste Gilbert Mirambeau Jr., se trouvait dans la métropole québécoise lorsqu'il a eu l'idée de mettre sur Twitter une photo exprimant son indignation et demandant, en créole : « *Kot kòb Petro Karibe a ?* » : Où est l'argent du Petro-Caribe?, (Chartrand, 2020).

Ceux qui se sont lancés dans ce mouvement soutiennent qu'il s'agit d'un prêt que Haïti doit remettre à tout prix et c'est l'avenir des prochaines générations qui est en jeu. C'est comme les effets du changement climatique, qui hypothèque le futur de la Terre. Ces générations vont payer pour quelque chose qu'elles n'ont pas bénéficié et profité, ce

qui traduirait en créole « Nou *pa manje pwa, men nou pral bay lapire*²⁹ : nous n'avions pas mangé le haricot, nous serons obligés de donner de la purée ». Jusqu'à date, les rapports indexant les présumés dilapidateurs sont publiés par la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA), mais la démarche pour procéder au procès dort encore dans les tiroirs, à cause que le système judiciaire haïtien, est corrompu et dans les poches des politiciens. Le scandale de corruption du Petrocaribe, est considéré comme l'un des plus grands scandales de corruption ayant marqué cette décennie de politique économique du pays. Les noms de plusieurs personnalités politiques et celui du Président Jovenel Moïse ont été cités comme étant des dilapidateurs de ce fonds (CSCCA, idem). De ce fait, l'aide est devenue une source de corruption et de gaspillage.

1.4. Les massacres dans les quartiers défavorisés : l'Etat « *pa wè oswa li pa tande*³⁰ : l'Etat est aveugle ou sourd » ?

Jadis, il y a eu toujours des massacres en Haïti, mais depuis 2018 les quartiers défavorisés de l'aire métropolitaine allaient être la scène de la criminalité à répétition. Ce qui a causé de nombreuses pertes en vies humaines, des maisons brûlées, des femmes et filles violées, des déplacés, selon les rapports de la *Fondasyon Je Klere* et du Réseau National de Défense des Droits de l'Homme (RNDDH). Depuis novembre 2018, il y a eu au moins « 18 massacres de civils avec un bilan combiné d'au moins 515 morts et plus de 1,5 million de personnes déplacées ou prisonnières des zones de conflit ³¹ ». Les gangs deviennent de plus en plus puissants en remettant en question l'autorité étatique. Ils contrôlent quasiment toutes les zones stratégiques de l'aire métropolitaine, des routes nationales et certaines provinces du pays. Dès juin 2021, Martissant et Fontamara (deux quartiers de Port-au-Prince), contrôlés par des gangs armés qui se livrent une guerre sans fin, sont inaccessibles. Les énormes pertes humaines et matérielles enregistrées lors de ces attaques ne sont pas encore quantifiées. Et, quatre (4) départements géographiques savoir le Sud-Est, les Nippes, le Sud et la Grand'Anse ainsi qu'une partie du département de

²⁹ L'expression originale c'est « *M pa manje pwa, m pap kaka pwa* ou du moins *m pa manje pwa, m pap bay lapire* » comme pour refuser de payer pour quelque chose qu'on n'a pas fait. En réalité, si cela signifie si une personne n'a pas mangé du haricot, ce sera difficile que ces excréments en contiennent.

³⁰ L'Etat fait la sourde oreille, n'intervient pas et ne dit rien comme si rien ne s'était jamais passé ou si tout allait bien. Cette expression est utilisée quand quelqu'un est négligent et fait semblant de rien voir, comprendre ou entendre.

³¹ RNDDH et al, Document soumis au Conseil des Droits Humains des Nations Unies L'Examen Périodique Universelle 40e session du Groupe de Travail sur l'EPU (Janvier – février 2022), Les défis du secteur de la justice en Haïti Présenté par la Coalition, p.2. Disponible sur : <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/07/Updated-Justice-Sector-Challenges-in-Haiti-UPR-Submission-FR-1.pdf>.

l'Ouest, sont coupés du reste du pays. Et du 1^{er} au 31 janvier 2022, au moins cinquante (50) personnes ont été assassinées parmi elles, cinq (5) policiers et deux (2) journalistes. D'autres ont été soit blessées par balles, soit enlevées et séquestrées par des bandits armés pour être libérées contre rançon³².

Ceci dit, le pays n'a connu un jour sans un drame durant ce quinquennat. En d'autres termes, la situation du pays peut être résumé par: le parlement a cessé de fonctionner en janvier 2020 (sauf un tiers de sénateurs (soit 10) y restent encore), les droits humains bafoués, le système judiciaire quasi-dysfonctionnel, des massacres à répétition, le covid-19, la gangstérisation du pays, le kidnapping devient un business pour les gangs armés avec la complicité de l'Etat haïtien, la cherté de la vie, l'insécurité, la fuite des capitaux et des cerveaux, la migration, la déportation massive des haïtiens de la République Dominicaine, des Etats-Unis, des Bahamas, et autres, l'assassinat du président Jovenel Moïse dans sa résidence privée, l'inflation galopante, la politicaillerie, la criminalité, l'impunité, l'inégalité sociale, les pénuries, les manifestations à répétition, etc. Les crises que connaissent Haïti sont aussi nombreuses que tout un chapitre pourrait lui être consacré.

Quant aux manifestations qui s'étaient multipliées contre l'administration de Jovenel, selon un rapport de Madame Helen La Lime, qui est aussi la Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), elle a fait état de la situation socio-politique du pays :

« Les troubles civils entre septembre et novembre 2019 se sont greffés à l'impossibilité pour les pouvoirs exécutif et législatif de trouver un accord, le Gouvernement n'ayant pas été confirmé par le parlement. De plus, une crise constitutionnelle est survenue le 13 janvier 2020 avec l'expiration des mandats de tous les membres de la Chambre basse du Parlement, d'au moins un tiers des membres du Sénat et de tous les élus municipaux. Le rapport signale aussi 1 341 manifestations, barrages routiers et barricades, entre le 1er septembre et le 30 novembre 2019, (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020) ».

En revanche, comment serait-il possible de penser et planifier le développement dans une telle conjoncture, quand l'instabilité est à l'ordre du quotidien ; l'Etat Haïtien est entre complicité ou dépassé par les événements ; et l'Etat de droit : une illusion ?

³² Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) Violation systématique des droits humains en Haïti : Le RNDDH presse l'Etat à reconnaître la gravité de la situation 3 février 2022. Disponible sur : https://www.haitilibre.com/docs/3_Rap_Droit_Humains_EPU_et_Janvier_2022_03Fev2022_FR.pdf.

II. Haïti, ami juré des catastrophes naturelles ?

L'ethnographie des crises en Haïti est récidiviste. Je viens de présenter quelques faits qui fragilisent tout le fonctionnement du pays. Dans cette section, les catastrophes naturelles constituent un autre élément dans ce cycle de fragilité. Selon l'indice mondial de risque, Haïti possède l'un des indices de prédisposition (probabilité qu'une société ou qu'un écosystème donné soit endommagé en cas de catastrophe naturelle) les plus élevés au monde, (Ciat et al, 2017 :1). Avec un climat tropical, le pays connaît une saison pluvieuse s'étendant de mai à novembre, caractérisée par des pluies torrentielles et parfois d'ouragans cycloniques, (Rapport National de la République d'Haïti, 2008).

La situation géographique de la République d'Haïti l'expose à des événements exceptionnels de nature géologique (séismes, mouvements de terrain), hydrologique (tsunamis, submersion marine, inondations par débordement de cours d'eau), et météorologique (cyclones, sécheresse). Durant ces dernières années, plusieurs cyclones, notamment Jeanne (2004), Fay, Gustav, Hanna, Ike (2008), Sandy (2012), et Matthew (octobre 2016), ont touché le pays. Ils ont été la cause de phénomènes tels que des vents violents, des inondations, des mouvements de terrain, à l'origine de nombreux décès, de maladies, de destructions d'habitations et de pertes agricoles. Des tremblements de terre survenus le 12 janvier 2010, le 14 août 2021 et 24 janvier 2022 ont engendré aussi d'énormes dégâts.

2.1. Le 12 janvier 2010 : la plus grande catastrophe de cette décennie

Ce mardi-là, il était 4 h 53 de l'après-midi, quand un séisme de magnitude 7,2 s'est produit et dévasté la capitale. Et après, soixante-dix répliques ont été enregistrées dans les heures et les jours suivants. Déjà, deux séismes avaient déjà détruit la ville en 1751 et en 1770, mais leur souvenir s'était effacé de la mémoire collective. La mauvaise qualité des constructions, l'absence de normes parasismiques, l'importance de l'agglomération de Port-au-Prince, qui regroupe au moins 3 millions d'habitants, expliquent le nombre de victimes : plus de 220 000 morts, 300 000 blessés et plus de 2 millions de sans-abri. Ces chiffres font de ce séisme, avec le tsunami de l'Asie du sud-est en 2004 et le séisme qui a affecté le nord de la Chine en 1976, l'une des plus importantes catastrophes naturelles connues, et la plus meurtrière dans une zone géographique restreinte. L'ensemble des dégâts matériels et des pertes économiques est évalué à 7,8

Md USD, soit 120 % du PIB haïtien. Plus de 100 000 maisons d'habitation ont été complètement détruites et 4 000 écoles ont été fermées, (Rapport de L'aide française à Haïti, 2013 :11)³³.

Fig. 2 : Image du palais National après le séisme de 2010.



Source : LaPresse.ca, 2010.

Ce « *Goudougoudou*³⁴, tremblement de terre » a imposé de nombreux défis au gouvernement, qui s'est trouvé dans l'incapacité de répondre seul aux dimensions énormes des destructions causées. Ainsi, les Nations unies ont donc lancé un appel international en faveur des victimes. Dans ce cas, les promesses d'aide d'urgence et humanitaire des Etats-Unis, de la France, du Canada et de diverses ONG (Médecins Sans Frontières, Croix Rouge Internationale) avaient une seule destination dans les Caraïbes : Haïti. En plus de l'aide militaire et humanitaire des États-Unis, un certain nombre d'autres institutions internationales étaient présentes : Médecins Sans Frontières (MSF), Action Contre la Fin (ACF), CARE, le Comité International de la Croix Rouge et les agences des Nations

³³ L'aide française à l'aide française à Haïti après le séisme près le séisme du 12 janvier 2010 du 12 janvier 2010 Rapport public thématique Janvier 2013. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/134000035.pdf>.

³⁴ Surnom donné au tremblement de terre du 12 janvier de 2010 par rapport au bruit que les gens ont entendu lors des secousses.

Unies : Programme Alimentaire Mondial (PAM), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Union Européenne (UE), (Ryfman, 2010).

Par cet effet, les pays du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Angleterre) ont pris la décision d'annuler les dettes bilatérales d'Haïti en signe de solidarité, et ont promis de collecter pour reconstruire Haïti (Idem, p.59-67). La Fondation de France a collecté 34 millions d'euros. En trois ans, la quasi-totalité de cette somme a été attribuée par la Fondation de France à 73 projets et quatre Fonds d'initiatives locales, qui ont bénéficié à 830 000 personnes. 400 000 donateurs ont permis de collecter 34 millions d'euros, qui ont bénéficié à 830 000 personnes au travers de 273 projets. En 3 ans, 33 millions d'euros ont été engagés, soit 95% des ressources collectées. 89 % de cette somme finance des projets menés par des ONG. Les frais de 11% se répartissent à parts égales entre le traitement des dons et la gestion du programme : suivi, évaluation, capitalisation, contrôles, missions sur le site, (Fondation France, 2010).

Le tremblement de terre de 2010 en Haïti fut l'un des pires désastres naturels qui n'aient jamais frappé l'hémisphère occidental. Ses effets furent exacerbés par une conjonction de dégradations environnementales, de vulnérabilités sociales, et d'expériences répétées de déstabilisations en série. Les ressources financières reçues par Haïti au cours de l'année qui suivit le séisme étaient sans commune mesure avec l'aide humanitaire qui lui avait été destinée par le passé. Les acteurs humanitaires incluaient des organisations multilatérales et bilatérales traditionnelles, des organisations non-gouvernementales d'envergure très variable, voire des individus issus du monde entier – dont certains se rendirent en Haïti, alors que d'autres agissaient à distance, en exploitant l'univers digital, y compris les nouveaux médias³⁵.

2.2. 12 janvier 2010 : un déferlement d'assistance ou une opportunité ratée ?

Le tremblement de terre a déclenché une vague de solidarité internationale. Ainsi, la crise humanitaire en Haïti est devenue au plan mondial, la situation d'urgence pour la maîtrise de laquelle les plus importants moyens financiers ont été mis à disposition. Le 19 janvier 2010, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé d'augmenter de 3 500

³⁵ Evaluation de l'aide humanitaire en Haïti sous l'angle de la résilience Tulane University's Disaster Resilience Leadership Academy En collaboration avec Université d'Etat d'Haïti, Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UEH%20Tulane%20DRLA%20Haïti%20Humanitarian%20Aid%20Evaluation%20FRENCH%20May%202012.pdf>.

personnes, soldats et policiers, sa mission de maintien de la paix. Les Etats-Unis ont envoyé aussitôt 6 000 soldats et de nombreux bateaux et avions chargés de matériels d'aide. Pimenta (2019) soutient que l'aide humanitaire peut être une occasion pour justifier les actions militaires. Le gouvernement américain et la Banque mondiale ont libéré 100 millions de dollars d'aide financière. Le 31 mars, sur invitation des Nations Unies, s'est tenue une conférence ministérielle à New York intitulée « Vers un nouvel avenir pour Haïti ». A cette conférence, Haïti a présenté un plan d'action pour la reconstruction nationale et le développement. De très nombreux pays ont annoncé des contributions.

Le 21 avril a été créée la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) placée sous la direction commune du premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive et de l'ex-président Bill Clinton comme représentant spécial de l'ONU pour Haïti. Seuls les gros donateurs qui avaient annoncé une contribution d'au moins 100 millions de dollars pour les deux prochaines années siégeaient autour de cette table, d'où la Suisse, par exemple, (40 millions de dollars) avait été écartée. Silva (idem) voit cette attitude comme une compétition dans le système de l'aide. Les donateurs avaient promis 4.56 milliards de dollars pour 2010 et 2011. Ils ont en outre effacé la totalité de la dette d'Haïti, soit 972.2 millions de dollars. 760.5 millions de dollars supplémentaires ont été promis en dehors de la conférence ministérielle. Le Fonds Clinton Bush pour Haïti a également réuni des moyens, ainsi que de nombreuses ONG internationales, des fondations, des sociétés de mission et des privés, des acteurs et des artistes ont apporté de l'argent.

En 2004, Régis Debray écrivait qu'Haïti, à ce qu'on dit, serait un enfer, mais c'est aussi un paradis pour les ONG. Et en 2011, on surnommait Haïti « la République des ONG ». Après les catastrophes se heurtent sur le terrain des tensions géopolitiques et à des rivalités entre les grands acteurs. Les ONG ont-elles assuré depuis longtemps à la population la disponibilité des services de base ? Ont-elles repris ainsi le rôle de l'Etat ? Dans toutes les crises humanitaires, il y a le risque de contradiction entre le financement de l'aide humanitaire et de la reconstruction d'une part, et le financement des activités de coopération au développement d'autre part. En Haïti, cela était évident. Beaucoup d'ONGs humanitaires ne disposaient pas de financements à plus long terme et ont plié

bagage après deux ans pour s'orienter vers d'autres crises humanitaires dans le monde ; souvent il s'agissait d'un autre contexte fragile comme le Soudan ou le Mali³⁶.

III. Analyse catégorielle des crises et des catastrophes

Vokral (2016) a essayé de catégoriser les crises multiformes omniprésentes en Haïti énumérées ci-dessus en trois séries. Je les considère avec beaucoup de distance car celles-ci sont le résultat d'un amalgame géopolitique concurrentiel de la doctrine impérialiste, des conflits politiques internes et locaux ou autres.

3.1. Les crises prolongées

Vokral (idem), définit les crises prolongées comme étant des situations où « une proportion importante de la population est vulnérable à la mort, aux maladies ou aux perturbations de ses moyens d'existence sur une longue période. Ces crises créent la dynamique d'une « urgence quotidienne », où des besoins humanitaires élevés deviennent habituels en raison de la longue durée des crises. En effet, les crises sanitaires récentes qui rongeaient le pays sont multiples. Je souligne qu'en octobre 2010, l'épidémie de choléra est apparue dans le pays, dans le centre où les premiers cas ont tué près de 10 000 habitants en sont morts, et 820 300 personnes affectées par des diarrhées cholériques (Unicef, 2019). Le point de départ se situe au bord du fleuve Artibonite. Renaud Piarroux, épidémiologiste connaissant bien le choléra, débarque, invité par le gouvernement local, il est tout de suite au fait de la rumeur désignant le point de départ, la proximité des latrines du camp des soldats de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de la rivière incriminée³⁷. Quant au covid-19, depuis le 19 mars 2020 jusqu'à ce début du mois de décembre 2021, environ 25 463 personnes ont été infectées, 21 547 rétablies, 747 décès, et plus 5 425 ont déjà reçu au moins la première dose. Il faut souligner que la campagne de vaccination contre le Coronavirus a commencé très tardivement en Haïti, et il a fallu un don de 500 mille doses de vaccin Moderna du gouvernement américain pour débiter avec la campagne de vaccination, (Bulletin du Ministère de la santé, 2021).

³⁶L'aide dans des contextes fragiles-Le cas d'Haïti Edita Vokral. Disponible sur : https://fgc.federeso.ch/system/files/attachments/article_e_vokral_laide_dans_des_contextes_fragiles_haiti_-_traduction_francaise_21-8-2016.pdf. Texte original en allemand par Edita Vokral, publié sous le titre Hilfe in fragilen Kontexten. Der Fall Haïti (dans le livre Humanitäre Hilfe Schweiz. Eine Zwischenbilanz – Walter Rüegg, Christoph Wehrli (Hrsg) - Editions NZZ, Zurich - janvier 2016).

³⁷Renaud, Piarroux. Choléra, Haïti 2010-2018 Histoire d'un désastre. Disponible sur : https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/full_html/2019/09/msc190183/msc190183.html.

Les crises prolongées empirent avec la diminution de la capacité des gens à supporter les chocs à venir ou toute nouvelle dégradation des crises qu'ils vivent et aussi par la misère engendrée par la politique néolibérale. Au fil du temps, la résilience des communautés s'amenuise et les conséquences à long terme du manque de protection, d'éducation et de nourriture s'intensifient. L'extrême vulnérabilité des personnes qui vivent dans des crises prolongées fait de ces communautés quelques-unes des plus à risque au monde. Avec la gangstérisation et l'insécurité qui sévissent dans la capitale du pays, les autres départements souffrent énormément. Même s'il est écrit que Haïti est un pays décentralisé, cette décentralisation est loin d'être effective dans la réalité. Tout tourne autour de « la République de Port-au-Prince », et dès qu'il y a des problèmes, tout est quasi paralysé et les prix des produits de premières nécessités grimpent sur tout le territoire.

3.2. Les crises récurrentes

La deuxième catégorie de crises concerne celles qui apparaissent assez souvent comme les catastrophes naturelles. Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a tué le plus de personnes au cours de ce siècle dans le pays et a décimé 120% du PIB du pays. Selon le document officiel Plan d'action pour le développement national d'Haïti (PDNA), elle a fait plus de 220 000 morts et plus de 300 000 blessés. Environ 1,3 million de personnes vivent dans des abris temporaires dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et plus de 500 000 personnes ont quitté les zones sinistrées pour trouver refuge dans le reste du pays. Environ 105 000 maisons ont été totalement détruites et plus de 208 000 ont été endommagées. Plus de 1300 établissements scolaires, plus de 50 hôpitaux et centres de santé se sont effondrés ou sont inutilisables", (PDNA, 2010). De ce fait, même si les changements climatiques risquent d'augmenter la fréquence, l'intensité et les impacts des événements météorologiques extrêmes, le pays fait toujours face à un manque de mécanismes de préparation et d'adaptation adéquats.

Les crises récurrentes sont celles qui réapparaissent régulièrement avec une dynamique similaire, bien que leur ampleur et leur intensité puissent varier, comme les catastrophes soudaines causées par des aléas naturels ou des épidémies. Bien que les effets des crises récurrentes puissent se prolonger et miner la résilience des communautés, elles créent une courte période de besoins urgents. La perte immédiate de vies humaines et de moyens d'existence lors de crises récurrentes à grande échelle peut créer très rapidement des besoins importants. De ce fait, la position géographique d'Haïti, fait

de lui, un pays à risque. Plus de 96% de la population est exposée à ces types de chocs. Quand ce ne sont pas les tremblements de terre, ce sont des cyclones, des inondations, des glissements de terrain. Ces dernières années, plusieurs cyclones ont touché le pays.

Si le 12 janvier 2010, la capitale Port-au-Prince et ses environs, ont été détruits par un tremblement de terre de forte magnitude (Document CIAT, 2017 : 1), tout récemment soit le 14 août 2021, un autre violent séisme pareil à celui de 2010 a dévasté la péninsule Sud. L'évaluation des dommages causés par les catastrophes naturelles dans le pays devient une routine fade. Pourquoi faire des bilans ? Pour garder dans les tiroirs, les archives ou pour pouvoir prendre de nouvelles mesures économiques, sociales, et politiques prospectives ? Après le cyclone Mathieu en octobre 2016, soit moins de cinq ans après, un tremblement de terre survenu le 14 août 2021 de magnitude 7.2 a causé 2 248 morts, 53 000 maisons détruites, 83 000 endommagées, 127 écoles, 60 bâtiments religieux, 25 structures sanitaires et des hôtels détruits, (Journal Le Nouvelliste, 2021). Le lundi 24 janvier 2022, selon un bilan provisoire de la Direction de la Protection Civile (DPC), un tremblement de terre d'une magnitude 5.3 sur l'échelle de Richter a été enregistré dans le Sud à nouveau, et a fait 2 morts, 52 Blessés, 191 Maisons détruites, 591 maisons endommagées et 834 Familles sinistrées (Journal Haïti libre, 2022). Ces dernières années, Haïti est devenu la scène des catastrophes en séries.

Pourtant, le constat général après toutes ces catastrophes, est la même sur tout le territoire national : peu de temps après, on oublie tout, on recommence avec le même train de vie, on va se souvenir du jour où le drame s'était passé, on met des posts sur les réseaux, le gouvernement fait un discours routinier, les politiciens se taisent, les constructions sont toujours les mêmes et aucune mesure drastique par l'Etat. Finalement, Haïti est comme une république de la providence. Je me souviens quand le premier cas de covid-19 s'était déclaré dans le pays, le gouvernement dans une adresse à la nation prévoyait de creuser une fosse pour enterrer plus de 1.500 personnes par jour. Mais à leur grande surprise, le drame prévu a été un « bien compté, mal calculé », et quelques mois après, ce même premier a dit : « Jusqu'à présent l'Eternel nous a secourus ». Il faut souligner qu'en dépit de tout, jusqu'à date l'insécurité a causé plus de morts que le covid-19. Seulement de janvier à décembre 2021, la Commission épiscopale nationale Justice et Paix (Ce-Jilap) a enregistré au moins 893 cas de mort violente dans le pays, quoique le bilan ne soit pas exhaustif, puisque les personnes tuées à l'entrée sud de la capitale ne sont pas comptabilisées (Journal Le Nouvelliste, 2022) ; alors que selon le Ministère de la Santé

Publique, depuis le premier cas confirmé le 19 mars 2020 jusqu'au 22 janvier 2022, il n'y a eu que 783 décès, (Journal Haiti Libre, 2022).

Les derniers rapports sur les dommages causés par le tremblement de terre du 14 août 2021 indiquent que les dommages économiques causés par ce tremblement de terre est estimé à 1,11 milliard de dollars, ce qui équivaut à 7,8% du PIB d'Haïti en 2019, (Banque Mondiale, 2021). L'ouragan *Matthew*, qui a frappé le pays les 4 et 5 octobre 2016, a causé des pertes et des dommages estimés à 32% du PIB de 2015. De catégorie 5, *Matthew* a dévasté la péninsule du pays et produit des effets globaux (dommages et pertes) de l'ordre de 2 778 milliards de dollars US. Le secteur le plus touché a été celui du logement, étant donné le grand nombre d'habitations qui y ont été construites. La destruction de logements provoquée. Le montant total des dommages et des pertes s'élève à 856,28 millions de dollars US. Elle est suivie par l'agriculture, qui représente 573,53 millions de dollars US de dommages et de pertes, (PNDA,2016).

Mais, aucun effort n'a été fait pour s'adapter à ces aléas naturels, les mêmes modalités de construction, aucune mesure d'interdiction de construire sur les rives des rivières et mers. Aucune stratégie et de plan pour éduquer la population en conséquence. En ce sens, Haïti n'a jamais appris de ses erreurs. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, donc les aléas naturels causent toujours les mêmes dégâts, et aucune mesure préventive pour les épargner. Un exemple frappant, cela concerne les constructions anarchiques, lesquelles ont causé la mort de plusieurs citoyens-nes haïtiens-nes lors du tremblement de terre du 12 janvier, ainsi que le 14 août 2021. Loin de pailler à ces nombreux problèmes, le pays est en panne de mesures drastiques capables de rompre avec le laisser-aller et le laisser-faire. En d'autres termes, les politiques laxistes continuent de perdurer et les notions de planification, d'organisation et de prévoyance n'existent pas dans le répertoire des dirigeants haïtiens.

3.3. Les crises naissantes

Les crises naissantes prennent une importance croissante et risquent d'avoir un impact plus important à l'horizon de la période envisagée, en raison du changement des dynamiques du risque mondial. Les changements de la dynamique des populations, les effets du changement climatique et les risques associés à l'intégration des économies mondiales et régionales, qui dépendent toujours davantage de la technologie, peuvent accroître les vulnérabilités présentes et poser les bases de vulnérabilités nouvelles. La

combinaison de multiples types de risques peut créer un cercle vicieux de vulnérabilités qui empirent. La dynamique des crises naissantes est extrêmement variable, mais le fait que chaque dynamique peut entraîner une défaillance du système aux niveaux local, national ou régional est un facteur rémanent.

Ceci dit, les haïtiens migrent beaucoup, à la recherche d'une vie meilleure, ce qui leur a coûté la vie dès fois au cours de route, donc « *chèche lavi, detwi lavi*³⁸ : *chercher la vie, détruire la vie* ». La caravane qui sortait de l'Amérique Latine pour se rendre aux Etats-Unis durant l'année 2021 est un cas particulier suscitant de nombreuses réflexions sur les raisons d'un tel flux migratoire. L'instabilité politique et le chômage régnant en Haïti font d'eux des oiseaux sans nid ou des errants. Du 1^{er} septembre au 2 octobre 2021, au moins 7 285 haïtiens en situation migratoire irrégulière en République Dominicaine ont été interceptés à la frontière et renvoyés en Haïti via la Direction Générale des Migrations, (Journal Haïti libre, 2021). Pour la période allant du 19 septembre au 19 octobre 2021, les États-Unis, à eux seuls, ont rapatrié en Haïti un peu moins de 8 000 migrants, annonce l'Organisation internationale pour la migration (OIM) révélant avoir fourni un accueil et une assistance post-arrivée à un total de 10 831 migrants (6 586 hommes, 2 456 femmes, 920 garçons et 869 filles) de retour non seulement des États-Unis (73%), mais aussi du Mexique (2%), de Cuba (11%), des Bahamas (10%) et des îles Turques et Caïques, (Journal Le Nouvelliste, 2021). Il faut aussi souligner, les effets des changements climatiques sur l'environnement, sur le rendement de la production agricole, en plus de l'absence d'une politique protectionniste de l'Etat, les paysans sont en train de constater la disparition de certaines espèces ayant constitué des ressources économiques locales et familiales comme le petit-mil, le café, le cocotier, etc.

3.4. Nécessité d'une assistance permanente ?

Vokral (idem) énumère toute une panoplie de faits pour justifier la dépendance permanente d'Haïti de l'aide internationale. Cette logique d'assistanat à long terme ne saurait résoudre les problématiques qui rongent le pays, vu que le poids de l'impérialisme constitue une entrave à la souveraineté nationale. Les dirigeants haïtiens ne peuvent prendre aucune décision politique si ce n'est que celles émanant des Etats-Unis. D'ailleurs, leur politique envers Haïti est une politique d'autodestruction. Même si

³⁸Se dit de quelqu'un qui fait tout ce qui est en pouvoir à la recherche d'un mieux-être ailleurs ou chez soi, mais paradoxalement ce quelqu'un va connaître un sort fatal. Par exemple, un migrant qui est mort au cours de route sur le chemin du Brésil-Mexique.

l'ensemble des crises qui fragilisent le pays et fait de lui un Etat dépendant constamment de l'aide internationale, la politique néo-libérale impérialiste et dominatrice à son égard marque la volonté de l'occident de réduire ce peuple courageux, travailleur et combattant à l'insignifiance. En 2004, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) était présente dans le pays après le coup d'état contre le président Aristide. Ce n'était pas la première Mission, et depuis 1993, il y en a eu sept.

Ensuite, il a énuméré plusieurs causes ou plusieurs aspects qui justifient la fragilité structurelle d'Haïti : la concentration du pouvoir et de la richesse répartis de manière très inégale ; une faible légitimité des institutions étatiques et un cadre légal suranné : les nombreuses crises socio- politiques et la faible capacité de l'Etat à assurer les prestations sociales de base ont entamé la légitimité des institutions étatiques. Celles-ci n'ont ni les ressources en personnel, ni les moyens d'assumer leur rôle, c'est pourquoi les ONGs et diverses fondations les remplacent, un processus vers la dépendance. De ce fait, le besoin d'assistance constitue un élément majeur dans l'ADN du pays tant sa vulnérabilité est énorme. En 2020, pas moins de 4,6 millions de personnes, soit environ 40% de la population haïtienne, avait besoin d'une assistance humanitaire, ce qui représente une augmentation de près de 80% au cours des douze derniers mois, (Plan de réponse humanitaire, 2020).

Par rapport à tous ces évènements malheureux, il faut souligner que la légitimité des ONGs de réaliser des projets socio-économiques et de développement dans le pays découle du décret du 14 septembre 1989 modifiant la loi du 13 décembre 1982 régissant les ONG, sous le gouvernement militaire de Prosper Avril, lieutenant-général, Forces Armées d'Haïti et Président à l'époque. Cette légitimité dans une logique critique (Louis-Juste, 1993) montre que les ONG représentent un gouvernement non choisi par le peuple.

3.5. Analyse de la coopération internationale en Haïti : Nord/Sud et Sud/Sud

Haïti représente une priorité de la politique étrangère des Etats-Unis. Hillary et Bill Clinton sont engagés en Haïti depuis des décennies. Pour le Canada aussi, Haïti représente une priorité - surtout à cause de l'importante diaspora haïtienne. La France également, en tant qu'ancienne puissance coloniale, continue à s'intéresser à Haïti et ces temps, cette position est aussi celle de l'Espagne et de l'Union Européenne. Ricardo Seitenfus qualifie

les Etats-Unis, le Canada et la France de troïka³⁹ impériale, qui déterminerait tous les aspects de la vie politique. De nos jours, cette troïka impériale est représentée par le Core Group⁴⁰. La Suisse, dès le début, n'a pas exécuté seulement des actions bilatérales mais elle a collaboré avec des acteurs multilatéraux de l'aide humanitaire comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'UNICEF, l'organisation internationale des migrations (OIM), le bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), financièrement et avec du personnel. Ce point est à mettre en relation avec le fort engagement sur le terrain et la faible présence de la Suisse dans les mécanismes de coordination qui étaient dominés par les grands donateurs comme les Etats-Unis, le Canada et l'Espagne et aussi par le bureau de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO).

Haïti entretient des relations diplomatiques et des coopérations avec beaucoup d'Etats et pays de la planète notamment ceux de l'Europe, d'Asie et de la Caraïbes et d'Amérique latine. A ce sujet, les différents types de coopération internationale peuvent être catégorisés en coopération : Nord-Nord, Nord-Sud, Sud-Sud. Dans ce cas, celles qu'entretiennent Haïti sont celles des pays du Nord (G8), et ceux du Sud comme le Vénézuéla, Cuba, le Brésil, le Chili, le Mexique et d'autres. Les relations d'Haïti avec les pays de l'Amérique Latine ont marqué son histoire diplomatique au cours de ces dernières décennies. Avec le Vénézuéla et Cuba, celles-ci sont fortement historiques, puisque Haïti a soutenu au 19^e siècle les luttes pour l'indépendance en Amérique latine. Les relations avec la République Dominicaine sont étroites à cause des dépendances socioéconomiques réciproques. L'influence de pays latino-américains comme le Brésil, l'Argentine, le Chili et plus récemment le Mexique augmente en raison de leurs intérêts régionaux. Cela se voit depuis 2004 dans la forte présence des troupes latino-américaines au sein de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) dont le haut commandement était assuré par le Brésil qui a répondu promptement à l'appel des Nations Unies pour participer aux efforts de la communauté internationale afin de « stabiliser le pays ».

³⁹ Selon le dictionnaire français Larousse, Troïka désigne un groupe de trois personnes assumant conjointement la direction d'un Etat ou d'une entreprise. Disponible sur in <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/tro%C3%AFka/79878>.

⁴⁰ Le Core Group est un ensemble de personnalités très influentes dans la politique haïtienne regroupant les Ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union Européenne, le Représentant spécial de l'Organisation des États Américains et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies.

L'Agence Brésilienne de Coopération (ABC), conjointement à ses partenaires brésiliens, haïtiens et d'autres pays, ont aussi intervenu en Haïti sur des projets de profil structurant qui concernent les domaines de l'agriculture (en incluant la sécurité alimentaire et nutritionnelle), la formation professionnelle, l'éducation, la justice, les sports, la santé, l'environnement, la technologie de l'information, le travail, le développement urbain et la bioénergie. De plus, après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, sous la présidence de Lula, le Brésil a envoyé de la nourriture, des médicaments ainsi que du personnel spécialisé dans les opérations de sauvetage. Afin de reconstruire le pays, le Brésil a consenti à une aide d'urgence de 350 millions de dollars américains dont bénéficiera le peuple haïtien surtout à travers de travaux d'infrastructure et d'actions menées dans le domaine de la santé et de la sécurité alimentaire, (Document BRESIL-HAÏTI/Programme de Coopération Sud-Sud, 2010 : 9). Aussi après le tremblement de terre 14 août dans le Sud, le Brésil et d'autres pays avaient envoyé de nouveau leur support en Haïti. Cuba soutient Haïti par une coopération sanitaire aussi.

Enfin, les analystes de l'efficacité de l'aide ont exprimé leurs préoccupations dans une perspective critique. Seitenfus (2010), estime que Haïti est la preuve de l'échec de l'aide internationale ou un prototype d'échec. L'évaluation de l'aide a été aussi faite par certains auteurs qui estiment qu'elle est un « *bwote dlo nan panyen* : porter de l'eau dans un panier », du temps perdu en Haïti. Donc, il est plus facile pour les auteurs de constater l'échec de l'aide internationale en Haïti car les faits sont visibles et observables. Ainsi, Smith (2011) et Elliot (2015) ont dénoncé respectivement et catégoriquement, le gouvernement américain et l'aide humanitaire, et la corruption de la Croix-Rouge américaine.

En effet, certains ont aussi analysé la nature et la dépendance de l'aide. Plusieurs en ont une position radicale. Cela peut être compris comme une frustration face aux flux d'aide reçus par Haïti et les conditions de vie de la population qui ne s'améliorent pas. Dans ce cas, Séguy (in ORSI, 2014) estime que l'aide est "une pluie de mensonges" et un bluff, car elle comporte de nombreuses promesses qui n'ont pas été respectées. Ceci est soutenu par Charles (2019) qui estime que la majorité des ressources est canalisée par les agences gouvernementales et les ONG. Je pense que cette situation a constitué un obstacle au renforcement de l'État haïtien et entraîne une dépendance permanente à l'égard de la coopération avec les États-Unis, l'UE, la CARICOM et les pays d'Amérique latine. Mais dans la logique de l'aide règne des principes comme "Qui finance commande" et la notion

de compétition entre les bailleurs (Silva, idem). Schuller (2015), estime que l'assistance est une " charité qui tue ". Cette charité tue lentement les réseaux de relations sociales qui relient les personnes vivant dans une même communauté. Elle favorise la division des structures familiales, infantilise les victimes, et engendre une déresponsabilisation collective. Celle-ci s'explique par Etienne (1997) par le fait que pour implanter un projet quelconque dans un milieu, les ONGs exigent l'existence au sein de la population cible, d'une structure organisée, capable de participer à l'exécution de ce projet. Et quand ces ONGs partent, les associations pour la plupart deviennent dysfonctionnelles ou attendent qu'elles soient réénumérées pour un travail communautaire.

En fin de compte, par rapport à toutes ces formes de crises que je viens de présenter, lesquelles font apparaître Haïti comme une république de chaos, Thomaz, l'anthropologue-historien brésilien à la lumière d'une analyse critique faite à partir du tremblement de terre, décortique un peu la provenance de ce chaos qui y sévit. Dans deux de ses textes écrits sur le tremblement de 2010, il a pris sa distance par rapport à ce que l'International écrit et dit sur Haïti. Ainsi, dans : "*O terremoto no Haiti, o mundo dos brancos e o Lougawou*", il a mis en évidence le poids de l'international dans les affaires d'Haïti, et ce que révèle pertinemment le tremblement du 12 janvier 2010 :

"O que o terremoto, sim, revelou foi que por trás da arrogância do "mundo dos brancos" não existe uma proposta de reconstrução do país, mas apenas as diretrizes que devem reproduzir as bases de sua própria arrogância. Revelou também que, ao contrário daquilo que se assistiu na grande imprensa, e que percorre argumentos pseudo-hobbesianos de politólogos que não sonham em por os pés no Haiti, foram as instituições haitianas as únicas capazes de responder à catástrofe nos dias que sucederam aos grandes terremotos", (Thomaz, 2010: 23-39).

De plus, il déduit que « Hoje percebo que com estas instituições estabeleceram uma relação de exterioridade que não ad-mite nem a espera, nem a esperança », (Thomaz, idem). Plus loin, il évoque la notion de racisme dans: « *Eles são assim: racismo e o terremoto de 12 de janeiro de 2010 no Haiti* ». Il souligne également l'ignorance internationale d'Haïti et sa perception péjorative racisée :

"O ponto de partida (e o de chegada) de sua atuação é geralmente constituído por uma série de lugares comuns sobre como "eles", os haitianos são desorganizados, dependentes, caóticos e perigosos. Parte da ignorância se revela ainda no fato de a esmagadora maioria dos cooperantes e da imprensa internacionais estabelecidos no país não fala nem compreende o "créole", única língua efetivamente falada e compreendida pela totalidade dos haitianos. Sua compreensão da realidade haitiana é forçosamente limitada e condicionada por intermediários (os facilitateurs) ou membros da elite haitiana, conhecedores do francês, do inglês ou do espanhol (e atualmente até do

português), eles mesmos interessados na veiculação de determinadas informações sobre o Haiti e os haitianos”, (Thomaz, 2011: 273-284).

Cette ignorance a une base historique et constitue une stratégie de nier le poids symbolique d’Haiti dans la lutte contre système esclavagiste féroce. Comment un peuple noir a-t-il osé faire la révolution pour chambarder ce système esclavagiste ? Omar explique que:

“[...] O Haiti é um país de história, a qual foi ignorada e jogada no ostracismo nos últimos duzentos anos. [...] Como um país de negros ousa querer revelar alguma coisa ao mundo e armar a lembrança de fatos que ocorreram há mais de dois séculos? Os haitianos de todos os grupos sociais transformaram-se em objeto de discursos e políticas, jamais sujeitos, mesmo quando o terremoto revela o fracasso de um mundo que os brancos inventaram por ali, o mundo da ajuda internacional. Tudo isto, insisto, porque são negros”, (Thomaz, idem).

Ce chapitre loin d’être un tableau exhaustif des faits sociaux, économiques, politiques et environnementaux d’Haïti, constitue un bricolage d’un ensemble de conjonctures existentielles et un miroir permettant de comprendre l’enjeu des crises et de l’aide au développement dans le pays. Les théories de la politique néolibérale, de la dépendance et de la crise évoquent dans cette dynamique de nombreuses interrogations, compte tenu de l’instabilité politique défavorable au développement comme processus ininterrompu. Les problèmes structurels et la géopolitique montrent l’énormité de la complexité de résoudre les problèmes d’Haïti sans que plusieurs autres surgissent de manière spontanée. Le chapitre suivant présentera la sociographie de la zone d’étude (Port-Salut), quelques projets implémentés et leur contexte. Enfin, il analysera les actions humanitaires et l’APD au regard des problématiques du développement. Celui-ci est considéré par Maurepas (idem) comme l’état d’un pays qui présente un équilibre entre la croissance et la production et l’amélioration de la qualité de la vie. Comment analyser l’équilibre entre les biens fournis par l’aide en relation à cette qualité de vie tant espérée par les communautés haïtiennes ?

Chapitre 2

Port-Salut et aide internationale : une ville, deux périodes et deux tendances

Le chapitre précédent mettait l'emphase sur la coopération internationale (aide au développement et aide humanitaire) et les crises survenues en Haïti d'une manière générale. Ce deuxième chapitre chargera de présenter et décrire le terrain de l'étude dans ses différents aspects et structures ; présenter et analyser les organismes internationaux et leurs actions dans la commune durant deux périodes différentes : pré-catastrophes et post-catastrophes. Pour cela, j'ai priorisé deux d'entre eux (UNOPS et Caritas) à cause de leur permanence à Port-Salut par rapport aux autres. Enfin, un glossaire émanant de la représentation sociale faite par la population locale de ces acteurs : Etat, ONGIs, Autorités locales ; et des graphes seront arborés, lesquels permettront de mieux appréhender l'interrelation qui existe entre eux.

I. Cadre sociographique de la commune de Port-Salut

Cette section comprend un ensemble d'informations clés qui permettent davantage de cerner le terrain de l'étude, l'ensemble des problématiques de la commune et l'enjeu politique caché derrière l'une de ses principales ressources. De ce fait, ce premier paramètre constitue une vue générale de la commune de Port-Salut.

1.1. Port-Salut : histoire, géographie et démographie

Port-Salut est une ville touristique très reconnue tant au niveau national qu'international dans la diaspora haïtienne. Historiquement, Port-Salut avait un nom ancien appelé *Pointe d'Habacuc*, qui est une déformation d'un mot indien, *Bacao*, (Ardouin, 1832). Elle a vu naître certaines personnalités politiques comme Rivière Hérard, Jean B. Aristide, et Jean Marie Cherestal, selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, 2015). Fondée en 1788 et élevée au rang de commune en 1917, la ville avait célébré en 2017 son centenaire. A cette époque, j'étais sur le terrain et avais assisté aux festivités, lesquelles coïncidaient aussi avec la fête patronale⁴¹ de la commune, Saint Dominique célébrée chaque première semaine du mois d'août.

⁴¹ La fête patronale, au sens étroit du mot, célèbre chaque année la consécration de l'église, qui coïncide souvent avec la fête du saint auquel elle a été dédiée au patronage (qui représente le lien de protection qu'un saint entretient avec une église, un diocèse, une ville, un groupe ou une personne). Au Moyen-Age et durant les Temps modernes, ce fut l'une des principales fêtes locales, se mélangeant ensuite avec d'autres festivités ou réjouissances. Disponible sur : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/030206/2007-08-13/>.



Enfin, Port-Salut est aussi connue comme la première ville d'Haïti ayant mis dehors la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), à cause d'un scandale de viol perpétré par un agent de cette dite mission sur un mineur. D'où la non gratuité de l'aide.

Source : WordPress.com, 2013.

Cette aide militaire était présente dans pays depuis 2004, comme je l'avais décrit dans le chapitre précédent. Les casques bleus ont été accusés de nombreux cas de viol, et aussi ont laissé derrière eux de nombreux enfants sans père que certains appellent « bébés de la paix⁴² ». Cette image illustre la statue du jeune sur une des places publiques de la ville (Place Résistance) avec le drapeau haïtien piétinant un casque portant le nom de « Minustah *kolera*⁴³, Minustah choléra » sur de nombreux crânes humains, lesquels

En Haïti, sur le territoire, il existe des chapelles ou paroisses catholiques qui célèbrent annuellement leur saint patron ou patronne. A Port-Salut, toutes les sections communales ont des chapelles ou paroisses dédiées à des saints ou saintes catholiques. Mais, le Saint patron de la ville est Saint Dominique, célébré chaque 4 août. Cette fête ecclésiale occasionne des festivités populaires que les gens appellent aussi fêtes champêtres, en créole « *fèt chanpèt* ».

⁴² Après-séisme : voici comment des enfants haïtiens ont été abandonnés par leur père Casque bleu, 9 janvier 2020. Disponible sur : <https://theconversation.com/apres-seisme-voici-comment-des-enfants-ha-tiens-ont-ete-abandonnes-par-leur-pere-casque-bleu-129118>. En 2017, un groupe d'étudiants était venu à Port-Salut pour faire des études sur ce phénomène. Ce groupe partageait la même auberge que moi. Un soir, après le terrain, ils partageaient leur expérience, à savoir ils arrivaient à retrouver les parents de ces enfants. La méthode était simple : il suffit de rencontre une maman de " *baby peace* ", celle-ci leur a référé une autre, ainsi de suite. Je crois ce serait intéressant de réaliser une étude socio-anthropologique sur ce phénomène, dont couramment aussi certains considèrent en Haïti comme améliorer la race dans le cas d'une femme qui entretient des relations avec un homme blanc, et comme venger la race dans le cas où c'est un homme avec une femme blanche. L'audiencier de Maurice Sixto en donne un exemple de « venger la race ». Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=8-zbruNzQ5s>.

⁴³ « *Kolera* » en français choléra : En 2010, six mois après le tremblement de terre, une nouvelle catastrophe s'abat sur Haïti, une épidémie de choléra, qui, avec une violence inouïe et une rapidité sans précédent, fait en quelques jours des centaines de morts et galope dans l'île. Le point de départ se situe au bord du fleuve Artibonite, à proximité des latrines du camp des soldats de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de

symbolisent les gens tués par l'épidémie de choléra. Les cas de viol perpétrés par les soldats de cette mission et le choléra représentent deux conséquences néfastes de l'aide militaire donnée à Haïti depuis 2004 à 2017.

Géographiquement, Port-Salut est une ville côtière située dans le département du sud d'Haïti. Elle est à une distance de 174,61 km par vol d'oiseau et 217,47 km en voiture de Port-au-Prince. Elle est à environ quarante-cinq minutes de la ville des Cayes, capitale du département. Avec une superficie de 177,37 km² et une densité de 379 hab./km². En effet, quant à ses subdivisions, il existe fait paradoxal. Auparavant, la commune était divisée en cinq sections communales : 1^{ère} section : Lazar, 2^{ème} section : Anse-à-Drick, 3^{ème} section : Arniquet, 4^{ème} Section : Barbois et 5^{ème} section : Dumont.

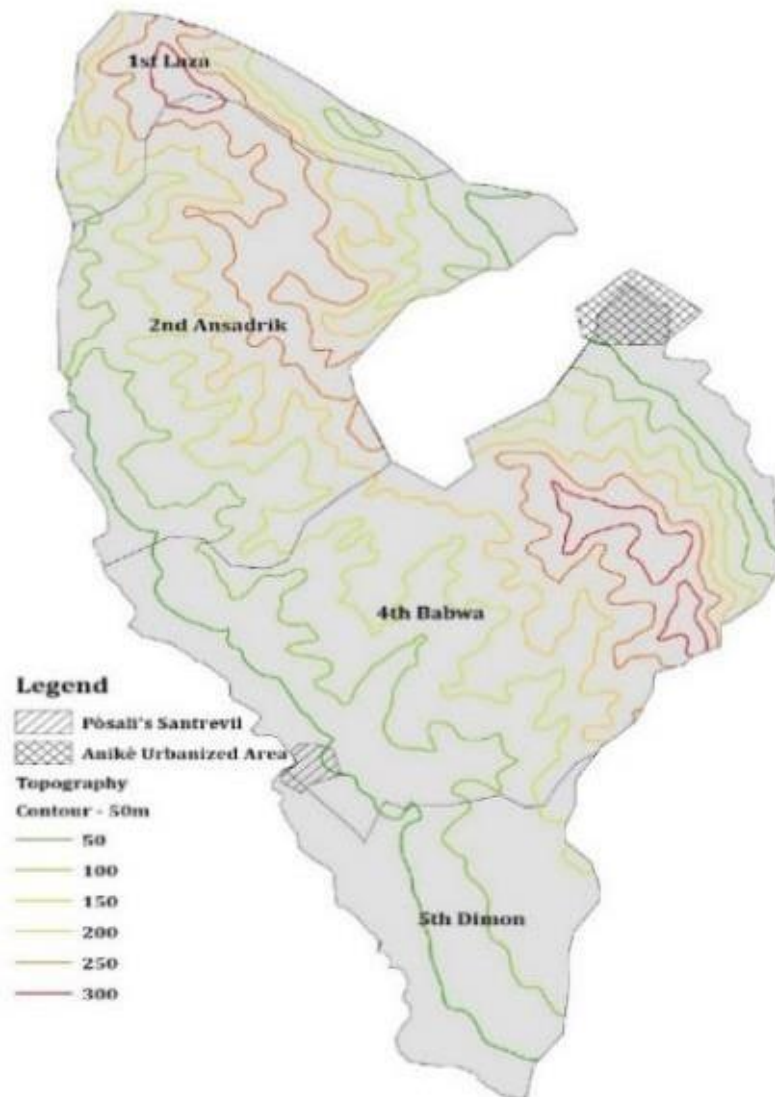
Fig.3. Carte géographique d'Haïti montrant la position de Port-au-Prince (en jaune) par rapport à Port-Salut (en vert).



Source : CNGIS, 2017

la rivière incriminée (Voix plus dans Piarroux R. Choléra, *Haïti 2000–2018, Histoire d'un désastre*. Paris : Éditions du CNRS, 2019). Depuis octobre 2010, l'épidémie sévit. Près de 10 000 habitants en sont morts, et 820 300 personnes affectées par des diarrhées cholériformes. Disponible sur : <https://www.unicef.org/haiti/recits/cholera-la-derni%C3%A8re-ligne-droite>. Mais alors, pourquoi soudainement une épidémie de choléra dans un pays où la maladie n'existait pas, et si éloigné des foyers habituels africains et asiatiques ? L'épidémiologiste français ne tardera pas à se convaincre que la rumeur dit vrai : le choléra semble bien avoir été apporté par des Casques bleus de l'ONU venus du Népal, où sévit alors une épidémie. Disponible sur : <https://sante.lefigaro.fr/article/cholera-en-haiti-le-douloureux-recit-d-un-scandale/>. Plusieurs études ont démontré que l'épidémie avait été introduite en 2010 par des Casques bleus népalais. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/2013/10/09/01003-20131009ARTFIG00659-haiti-des-victimes-du-cholera-porte-plainte-contre-l-onu.php>.

Fig. 4. Carte de Port-Salut avec ses sections communales.



Source : Joseph Sophonie M, 2021

Cependant, étant donné qu'il y a eu dans les années 1980, la ville d'Arniquet fut élevée au rang de commune et plus tard avec le décret portant amendement de la loi du 18 septembre 1978 sur la délimitation territoriale de la République⁴⁴, la commune de Port-Salut est amputée de ses deux premières sections communales (Lazar et Anse-à-Drick) qui sont ajoutées à la commune d'Arniquet. Donc, la population locale et les dirigeants considèrent encore le Port-Salut avec quatre sections (1^e, 2^e, 4^e et 5^e). De ce fait, l'enquête a été faite à partir de ces considérations locales. Aussi, jusqu'à date la cartographie de

⁴⁴Décret identifiant et établissant les limites territoriales des Départements, des Arrondissements, des communes et des Sections Communales de la République d'Haïti, Journal Officiel de la République d'Haïti, Le Moniteur, no. 147, 2015. Disponible sur : http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/396_20150722.pdf.

Port-Salut dans la mairie montre uniquement l'omission d'Arniquet. Donc, j'ai considéré celle-ci pour collecter les données de terrain. Les données officielles relevant l'IHSI (2015) sur la population estimée par commune prend en compte la modification du décret. De ce fait, Port-Salut, a une population estimée à plus de 19 098 personnes dont 10 076 hommes et 9 022 femmes dont 11 569 ont 18 ans et plus ; 2 326 vivent en milieu urbain et 16 772 en milieu rural⁴⁵. De ce fait, la majorité de la population vit en milieu rural, soit plus de 87%. La population rurale en Haïti se réfère à une catégorie marginalisée où les services de base sont précaires ou quasiment absents.

1.2. Port-Salut : services sociaux et infrastructures de base

La commune est administrée par un ensemble de structures : la mairie, un bureau de CASEC dans chaque localité, un commissariat de police avec 3 ou 4 policiers, un tribunal de paix, un bureau office d'identification nationale, un bureau d'impôts, un bureau de vice-délégation⁴⁶, un bureau d'officier d'état civil, et le bureau du député. De plus, il existe des représentants de la Croix-Rouge haïtienne, et de la protection civile. Toutefois, les services sociaux de base relèvent des politiques publiques. Par politique publique, il faut entendre « *le processus au cours duquel des élus décident d'une action publique sur un enjeu pour lequel certains acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux exigent une intervention* », (Turgeon et al, 2012). L'action publique

⁴⁵ L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), 2015. Population Totale, Population De 18 Ans Et Plus Ménages Et Densités Estimés En 2015. A date, la réalisation du Ve Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) pour l'obtention de nouvelles informations n'a pas pu se concrétiser. En dépit des activités préparatoires réalisées jusque-là, des difficultés de tous ordres rencontrés n'ont pas pu permettre la réalisation de la collecte générale des données sur le terrain. Donc, en l'absence de données de base récentes, l'IHSI a dû se servir des données existantes pour pourvoir établir de nouvelles estimations pour les plus petites unités géographiques du pays, à savoir les sections communales.

⁴⁶ Le Délégué est l'homme politique du Département qui représente chaque membre de l'Exécutif. Il a la responsabilité de la mise en œuvre locale des politiques d'action gouvernementale. C'est donc un maillon essentiel dans le dispositif de la machine étatique nationale. Le Délégué ou le Vice-Délégué, au terme de l'article 6 du Décret du 17 mai 1990, est le pivot de la vie administrative et politique dans son ressort territorial. Il est à la fois : premier responsable du suivi des décisions gouvernementales, animateur ou coordonnateur attitré des activités publiques dans son aire d'intervention et enfin gardien vigilant de l'intérêt général. La Constitution de 1987 définit les deux principaux organes de la Délégation placés sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur : Article 85 : « Dans chaque Chef-lieu de département, le Pouvoir Exécutif nomme un Représentant qui porte le titre de Délégué. Un Vice-Délégué est également nommé dans chaque Chef-lieu d'arrondissement. » Article 86 : « Les Délégués et Vice-Délégués assurent la coordination et le contrôle des Services publics et n'exercent aucune fonction de police répressive... Voir plus dans : <http://www.mict.gouv.ht/delegation-et-vice-delegation/>.

défini par Vincent (2009) met l'accent sur la production des services, la légitimation politique des réponses qu'elle apporte à des problèmes sociaux, et des ressources qu'elle distribue ou des formes d'organisation sociale qu'elle promeut. Ainsi, les politiques publiques regroupent un ensemble de problématique qui sera matérialisée grâce à des actions publiques. Cette sous-section présentera l'ensemble des problématiques de la commune de Port-Salut et les réponses qui ont été apportées.

En premier lieu, la ville de Port-Salut dispose des établissements scolaires, des écoles de formation professionnelle, des infrastructures sanitaires précaires dont un seul hôpital de référence pour desservir la population port-salutaine et les communes avoisinantes. Elle fait face également à un problème d'électricité. En 2016, 46.46% de la population de l'étude estime que l'électricité était un manque contre 47 % en 2017. C'est-à-dire, après le cyclone Mathieu⁴⁷ la situation était encore plus alarmante, j'avais remarqué que les installations (câbles et poteaux électriques) ont été endommagées et traînaient au sol ; et le courant électrique, totalement absent, constituait une énième fois, un manque à gagner dans la commune. En 2019, en prélude à la fête patronale de la ville une diligence a été faite par l'Electricité d'Haïti (EDH) pour commencer à rétablir le courant dans une partie du centre-ville.

Quant à l'eau potable à Port-Salut, elle est un véritable luxe, la distribution à domicile de l'eau potable est très limitée et le réseau existant avant Mathieu était déjà défaillant. Pourtant, il y avait un projet exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui consistait à construire pour quelques ménages dans les sections communales une citerne pour recueillir l'eau de pluie. Ceci n'a pas tout à fait résolu le problème, car en période de sécheresse ou quand il ne pleut pas, ces gens reviennent dans leur calamité antérieure. Cependant, avant le cyclone Mathieu en 2016 avant le cyclone, 61.62% de la population étudiée soulignait l'eau comme problème contre 17% en 2017. Cet écart est dû par rapport à la pyramide des besoins urgents estimés par la population après la catastrophe. L'ordre des priorités selon l'étude était : nourriture,

⁴⁷ Les 4 et 5 octobre 2016, l'ouragan Mathieu de catégorie 5 a vandalisé la péninsule Sud d'Haïti et a provoqué des effets globaux de l'ordre de 2,78 milliards de dollars US (soit 183 639,27 milliards de gourdes). Le secteur le plus touché demeure le logement, suivi de l'agriculture, avec des dommages et pertes de l'ordre de 856,28 millions de dollars US. La valeur totale des besoins de relèvement établie d'après les résultats des évaluations s'élève à 2,72 milliards de dollars US (soit 179 768,65 milliards de gourdes). Voir plus dans : Rapport du Gouvernement de la République d'Haïti avec l'appui conjoint du Système des Nations Unies, de l'Union européenne, de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale. Evaluation des besoins post-catastrophes pour le Cyclone Mathieu. 2017.

routes, logement, capital, eau et courant électrique. Par ailleurs, en dépit de tous ces problèmes pour l'accessibilité à l'eau, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) n'a pas de bureau local à Port-Salut. En 2019, il y avait des travaux de réhabilitation entrepris par la DINEPA et supporté par le *Catholic Relief Services* (CRS) pour réparer le réseau des infrastructures endommagées par l'ouragan Mathieu dans quelques zones proches du centre-ville, mais cela est loin de résoudre le problème.

Pour l'assainissement et le logement, il n'existe pas de réseau d'égouts sanitaires, ni de centre de traitement des eaux usées, les déchets solides ne sont ni collectés ni traités, (Ciat, 2013). Dans au moins trois zones différentes (Lazar, Centre-ville, la partie urbaine de Barbois qui se trouve à l'ancienne entrée de Port-Salut), il existe des projets de logements construits par le *Food for the Poor*. Mais, la structure dominante des maisons à Port-Salut est de trois types : béton-blocs, blocs-tôles, roches-tôles.



Source : Joseph Sophonie, 2018

Après le cyclone Mathieu, les maisons ayant été les plus touchées sont celles faisant partie des deux dernières catégories. Certaines personnes ont vu la toiture complète de leurs maisons s'envoler, d'autres, complètement détruites et d'autres encore les murs et les toitures endommagés. Ainsi, certains ont reconstitué un abri pour dormir soit avec des prélatos ou des tôles rouillées ramassées ça-et-là dans la nature, appelées « *bòdègèt*⁴⁸, petit taudis ».

⁴⁸ Le terme est un mot polysémique et contextuel. Son usage peut être pour identifier un style de musique sortie le 30 mai 2016, la mixtape « *bòdègèt* » qui fut le régal des tympanes, et le titre éponyme de la mixtape de Tony Mix, un Dj populaire. Au fil du temps, « *bòdègèt* » a évolué pour devenir une brève formule frappante lancée pour la propagation. Tout ce qui attire l'attention, toute ambiance ayant rapport avec une fête et toute animation de Dj, sont susceptibles d'être étiquetés de *bòdègèt*. », explique Tony Mix. Parfois, « *bòdègèt* » se définit comme une danse que l'on exécute avec les mains, les pieds et la tête. Mais, dans le discours de plus d'un, l'expression « *bòdègèt* » est toujours péjorative. Voir plus dans <https://lenouvelliste.com/article/166584/bodeget>, publié le 28 décembre 2016. Dans ce cas, cela signifierait une espèce de taudis indécents, un abri nouveau fait de débris et de carcasses pour dormir et qui peut tromper le soleil non la pluie et les vents.

Fig. 5 : Image d'une *bòdègèt* prise dans une section communale.



Source : Joseph Sophonie M, 2018

Sur le plan environnemental, Port-Salut avait un bel paysage verdoyant, même si le déboisement y existe. Mais après Mathieu, Port-Salut était comme un jardin brûlé, le peu d'arbres qui subsistaient n'avaient pas de feuilles. Selon un bilan partiel de la Mairie, il y avait 4 182 maisons détruites et 531 endommagées (Saint Louis, 2016). A ce moment, la quasi-totalité des arbres pour aspirer de la fraîcheur quand le soleil atteignait son zénith, ont été ratiboisés. Mais au fur à mesure, la nature prenait le dessus et commençait à se régénérer, et la verdure commençait à se répandre.

En effet, les activités de loisirs et de détente tournent autour de la plage Pointe-Sable, de la fête patronale Saint-Dominique célébrée le 4 août, lors des vacances de fin d'année, de Carnaval, de Pâques et en été. L'attrait qu'exerce Port-Salut est aujourd'hui limité au secteur de la Pointe-Sable, mais il y a des cascades et une autre plage à Dumont dans la localité de « *Titans*⁴⁹, petite anse ». En autres, il existe des championnats de football, des camps d'été pour enfants, des batailles de taureaux au niveau du centre-ville

⁴⁹ « Ti » est le diminutif de petit en créole haïtien, la localité s'appelle Petite Anse, mais en créole les gens la surnomment *Titans*.

et à Darbouze (une localité proche du centre-ville) ; et gaguère de coqs dans toutes les sections, appelés respectivement par les port-salutains « *gagè bèf et gagè pou* »⁵⁰, gaguère de bœuf et gaguère de poule ». Il faut souligner que le combat de coq ou de taureaux n'a pas uniquement une fonction divertissante, mais aussi économique et un espace d'échange et de resserrement des liens sociaux (Geertz, 2003). En y allant assister, j'ai été vu comme une étrangère et certaines personnes m'avaient abordé pour me demander : « tu n'es pas d'ici, on ne t'a jamais vu avant, tu fais quoi ici ? ». Ceci dit, les gens savent reconnaître rapidement les membres de leur communauté et identifier un intrus ; mais, ils sont très hospitaliers et familiers.

Port-Salut, majoritairement montagnaise, ses principales activités économiques sont le tourisme, la pêche⁵¹, l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, et le vétiver. Le commerce de type informel est prédominant. La culture du vétiver est une culture de rente qui reste populaire chez les paysans. Il est présent dans toutes les sections et constitue une source économique moins affectée durant le cyclone Mathieu. Pourtant, la plage Point-Sable, principale ressource économique du centre-ville, endommagée sérieusement par l'ouragan a été l'objet d'une polémique incontournable quand il a été question de penser son réaménagement.

1.3. Réhabilitation de la plage Pointe-Sable : phobie ou question politique ?

Port-Salut figure parmi l'un des six pôles de développement identifiés par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) dans la stratégie de développement à long terme d'Haïti. En effet, depuis quelques années, des projets surgissaient pour mettre en valeur cette ressource.

⁵⁰ Le terme de « *gagè pou* » se réfère en français au combat de coq. Mais, selon un ancien Asec, dire gaguère de coq serait indécent et vulgaire pour les natifs, car cela a une connotation sexuelle. Puisqu'en en Haïti, l'appareil génital masculin est aussi appelé coq, zozo (vulgaire pour Haïti), pigeon, bois, Couloute, Louloute, etc.

⁵¹ Le secteur de la pêche, elle est une activité de première importance à Port-Salut. Elle se pratique de façon artisanale au moyen d'équipements rudimentaires à bord d'embarcations simples (« *Bwa fouyé* ») et à bord de barques à voile. Cependant, l'absence de normes sanitaires et de régulation de la pêche met en péril les ressources piscicoles.

Fig.6 : Images respectives de la route menant à la plage Pointe-Sable et un petit marché de produits artisanaux après le cyclone Mathieu.



Source : Joseph Sophonie M, 2018.

Ces projets visaient à faire du tourisme une occasion de freiner l'émigration vers la capitale, de diversifier la base économique de la région et de créer des occasions d'affaires dans le commerce, les services et l'agriculture, mais ça n'a pas été le cas. La plage est bel et bien là, cependant les potentiels de développement dont elle pourrait générer reste encore à l'état latent. Le cyclone Mathieu, a endommagé sérieusement les infrastructures routières de la plage. Depuis 2017, sauf les petites voitures pouvaient emprunter les infrastructures endommagées. Les bus devraient suivre la route nationale 2 et entrer par la sortie pour éviter des cas d'accident. Une pancarte à l'entrée du centre-ville indiquait que la plage était fermée jusqu'à nouvel ordre pour des travaux de réaménagement. Cette même année, l'Unité Technique d'Exécution (UTE), une entité au sein du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), avait entrepris des pourparlers avec les notables, les propriétaires d'hôtels, les marchands pour discuter de cette rénovation. Mais ces pourparlers avaient été un échec pour des raisons d'ordre : politique, social⁵² et historique. Quant au fait historique, les résidents de Port-Salut sont habitués à

⁵² Je dois souligner que l'ancien chef d'Etat, Jean-Bertrand Aristide, leader charismatique issu de Port-Salut avait fait de petits travaux dans sa zone d'origine (deuxième section) et au centre-ville. En 2016, une nouvelle tendance polarisante allait émerger. Le cartel de la mairie élue fut celui du Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK) dont le maire principal qui a son origine dans la (cinquième section) n'était pas le bienvenu à la tête de la mairie pour certains du centre-ville. Cependant, le député de la ville, issu du centre-ville était un plus toléré dans les opinions. Donc, certains pensent que ce projet était l'œuvre du maire principal qui voulait la rénovation pour exclure ceux qui ont leur intérêt sur la plage. Et ces opposants avaient une position ferme et radicale sur la non-exécution de ce projet. Peut-être si c'était le député, leur réaction aurait été différente, car ils savent que le député est le leur, il ne prendrait aucune décision en leur défaveur.

Un autre fait relaté par quelques-uns, et auquel j'ai assisté aussi durant ma présence sur le terrain au mois de juin jusqu'au début du mois d'août. Chaque dimanche, il y a une chapelle qui célèbre leur fête patronale. Et, il est du devoir des autorités de la commune de donner leur support pour embellir ces fêtes. Cependant, à la veille d'une fête *champèt* dans une localité non loin du centre-ville, les 15 e 16 juillet 2017, le maire

ce qu'on appelle la dépossession (West, 2016) des paysans de leurs biens dans tout le pays au profit des capitalistes au nom du développement. Non loin de Port-Salut et de la capitale du département du Sud, se trouve une île nommée Ile-à-Vache. Sous la présidence de Martelly, du parti PHTK, cette zone a été décrétée d'utilité publique par un arrêté présidentiel, (Journal Le Moniteur, 2013), lequel consacre cette île pour la construction des chaînes d'hôtels dans le but de favoriser le tourisme. Par conséquent, de nombreux paysans ont été vus dépouillés de leurs terres.

De ce fait, les port-salutains, craignant que l'histoire se répète, se sont opposés à ce projet rénovateur par une petite manifestation et des graffitis, lesquels sont illustrés dans les images ci-dessous (*Pòsali pa Ile-Vache : Port-salut n'est pas Ile-Vache ; Pèp la di wout pa ekraze, nou kanpe dèyè l : Le Peuple s'oppose à la démolition de la route, il l'assume* ». De plus, il existe aussi une dimension économique et sociale où personne ne voulait suspendre leur activité quotidienne, qui est une sorte de débrouillardise pour prendre soin de leur famille durant cette période de rénovation. A noter que quasiment tous les travaux entrepris par l'Etat haïtien marchent à pas de tortue, ou arrêtent au cours de route ou ne finissent pas. Le dernier refus face à ce projet serait, peut-être, parce que les citoyens doutent des actions publiques rapides de l'Etat et des négociations polémiques de certaines autorités locales.

Fig.7 : Images distinctives d'un petit kiosque de contrôle située à la sortie de la plage et d'un bloc sanitaire sur la plage portant des messages de revendications.



Source : Joseph Sophonie M, 2018.

principal avait pris la décision d'organiser un festival dans à la plage de « Titans », située à Dumont, sa zone de provenance. Cette décision choquait plus d'un qui estimait que le maire voulait *boycotter* les activités traditionnelles des autres zones de la commune au profit de la sienne. Donc, *une question de ma zone, et ma population* (Saint Louis, 2019).

En effet, si les services sociaux et infrastructures de base de la commune s'avèrent aussi fragiles, qu'elles ont été les institutions nationales et internationales qui ont intervenu ? Quelles actions ont-elles posé qui pourraient contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population ? Ces actions tournent autour des projets. Par ces derniers, (Schuller et al, 2018) entendent « la façon dont plusieurs haïtiens comprennent le système de l'aide ; de plus ils ne sont pas uniquement une forme d'organisation administrative mais l'essence vitale même des ONGs ».

II. Organismes internationaux et actions périodiques

Les organismes internationaux plus précisément des ONG sont légalement reconnues dans le décret du 14 septembre 1989 à travers huit chapitres élaborés méticuleusement par le gouvernement haïtien. Ceux-ci se portent sur : définition et mission des organisations non gouvernementales d'aide au développement, statut et reconnaissances, coordination et supervision, prérogatives et obligations, retrait de la reconnaissance et autres sanctions, dispositions transitoires, dispositions finales, dispositions d'abrogation. Par ce décret, elles sont considérées comme des auxiliaires de l'Etat dans l'exécution des actions publiques pouvant favoriser le développement. Dans l'article 1 de décret, les ONG ont été définies comme des organismes associés à l'aide au développement :

« Sont désignées "Organisations Non Gouvernementales d'Aide au Développement", et identifiées ci-après sous le sigle d'ONG toutes Institutions ou Organisations privées, apolitiques, sans but lucratif, poursuivant des objectifs de Développement aux niveaux national, départemental ou communal et disposant de ressources pour les concrétiser », (Décret de 1989⁵³).

2.1. Panorama des acteurs et interventions

Cette subdivision expose l'ensemble des organismes ayant posé des actions humanitaires ou de développement au cours de deux périodes où leur présence a été fortement ou faiblement remarquée dans la commune de Port-Salut. L'année 2010 a été prise comme point de repère, car ce fut à ce moment que les analyses sur l'aide internationale en Haïti commençaient à aiguïser la curiosité des chercheurs nationaux et

⁵³ Décret du 14 septembre 1989 modifiant la loi du 13 décembre 1982 régissant les ONG, pris sous le Gouvernement Militaire de PROSPER AVRIL, Lieutenant-Général des Forces Armées d'Haïti. Disponible sur: <https://www.google.com/search?q=decret+du+14+septembre+1989+sur+les+ong+en+haiti&oq=decret+sur+les+ong&aqs=chrome.2.69i57j0i22i30i2.12599j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8>.

internationaux des médias, etc. Avant et après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, nombreuses sont les instances internationales qui ont travaillé à Port-Salut dans des projets d'aide au développement. Les enquêtes de terrain de 2016, 2017 et 2019 ont enregistré les noms retenus par la population de l'étude, des notables interviewés, des archives de la mairie et des pancartes affichées au cours de mes observations. La question qui a été posée est celle-ci : voyez-vous des ONGs qui avaient travaillé ou qui travaillent actuellement dans la commune ? Quelles ont été leurs actions ?

Tableau 1. Instances et domaines d'intervention en 2016

Instances	Domaines d'intervention
CARITAS, Food for the poor	L'agriculture et l'élevage
UNOPS, FAO	La pêche
CRS, ACTED, OIM, MDM, UMCOR, IMA	La santé
UNOPS, MINUSTHA	Infrastructures
FAO, ORE, Fondam, PNUE, CSI	L'environnement
FAO, Coopération Suisse, ACTED	L'eau
CARITAS, UNOPS, Food for the poor, USAID, OPRE (ACF)	Sécurité alimentaire
CRS, UMCOR, Fondam	L'éducation
CARITAS, Croix-Rouge haïtienne, OXFAM, Coopération Suisse, USAID	Logement
PRODEP, Fonkoze	Micro-finance
UNOPS, ACTED	Assainissement
AVSI, PAM, ORE, PADI, Coopération Suisse	Argent /cash for work
CDM	Handicap

Source : Enquête été 2016

Ce tableau reflète deux contextes différents : avant et après le cyclone Mathieu. Cette panoplie d'institutions paraît normale, puisqu'après une catastrophe, l'urgence fait que quasiment toutes les institutions s'investissent dans l'action humanitaire. Même celles qui avaient des projets d'infrastructures, avaient donné leur support dans l'assainissement, des projets de *cash for work* et autres. Cependant, pour la population de l'étude, UNOPS et Caritas ont été deux institutions remarquées qui ont perduré dans la commune (Enquête, décembre 2016). Il faut remarquer aussi que plusieurs domaines de la vie sociale et économique ont été à l'œuvre dans les interventions de ces instances au cours de 2016. Quelle est la configuration dessinée par celles-ci en 2017 ?

Tableau 2. Instances et domaines d'intervention en 2017

Instances	Domaines d'intervention
UNOPS	Infrastructures
Caritas, Coopération suisse, USAID	Logement
Caritas	Agriculture et Elevage
Croix-Rouge américaine, Croix rouge Haïtienne, UMCOR, OIM	Santé
CRS, UMCOR	Education
USAID, Cooperation Taiwan et Food for the poor, FAO, PAM	Sécurité alimentaire
Terres des hommes	Protection infantile

Source : Enquête été 2017

Ce second tableau montre la réduction des instances dans la commune. Cela signifierait que la période d'urgence avait pris fin, et celles qui avaient posées des actions humanitaires se sont retirées. Mais UNOPS et Caritas ont été identifiées à nouveau comme les seules instances qui y restaient et visibles par la population étudiée. Ceci montre que certaines institutions internationales préfèrent l'urgence ou du moins ce sont leurs spécialités. Cette baisse considérable post-catastrophe prouve le rôle des ONGS qui est de représenter sur le terrain leurs institutions, leurs Etats ou leurs bailleurs dès qu'il y a l'urgence quelque part. La plupart peut être considérée comme des spécialistes d'urgence.

Tableau 3. Instances et domaines d'intervention en 2019

Instances	Domaines d'intervention
UNOPS, MOPROPS,	Infrastructures
Helvetas, FAO,	Agriculture et Elevage
CAD, DIGICEL	Protection infantile
Helvetas, Water Missions, Water for life, CRS,	Eau, assainissement
Helvetas	Environnement
Helvetas, OPRE(ACF)	Sécurité alimentaire

Source : Enquête été 2019

Dans ce tableau, les instances ont diminué une fois de plus. Selon les données empiriques, la population locale avait remarqué de moins en moins les instances internationales sur le terrain, sauf l'Unops, CRS et Dinepa. Toutefois, dans les archives de l'*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA, 2016, 2017, 2019), qui a réalisé une cartographie de la présence physique des certains organismes à Port-Salut, montrent qu'il y a certains qui n'ont pas été identifiés ni par la population et ni la mairie.

Tableau 4. Instances et domaines d'intervention selon OCHA en 2016,2017 et 2019.

Période	Instances	Domaines d'intervention
2016	ACTED, DINEPA, <i>Swiss Agency for Development and Cooperation</i> , UNICEF, <i>Water Missions</i> .	Eau, Assainissement et hygiène
2017	AVSI et KTTY, FONDEFH, UNEP, VSF HAITI, WFP, World Concern	Sécurité alimentaire
	Heifer, UNEP,	Relèvement
	ACTED, CRS, <i>Cuban Medical Brigade</i> , MdM-France, MTI	Santé
	GADES, IBESR, MINUSTAH, OFVF, UNFPA	Violence genrée
	ACTED, Action Secours Ambulance (ASA), CRS, IMC, SDC, SP, UNEP, WM	Eau, Assainissement et hygiène
2019	ONU Environnement	Environnement

Source : OCHA, 2016,2017 et 2019.

Ce dernier tableau montre l'existence des organismes non identifiés par l'étude, cela signifierait que la plupart d'entre eux ont peut-être travaillé en partenariat avec d'autres, et seuls les plus fréquents ou du moins ceux dont leurs sigles sont plus faciles ont été mémorisés. Le fait que ni la mairie ni la population locale n'arrive pas à identifier tous les organismes étrangers qui exécutent des projets dans la commune, peut s'expliquer par un manque d'implication des acteurs natifs par ces instances. Cette ignorance de la présence des organismes étrangers par la population constitue une entrave pour le développement local. Par ailleurs, parmi les organismes identifiés et considérés comme permanents et fréquents au cours de 2016, 2017 et 2019, j'ai choisi : CRS, Coopération Suisse, Unops et Caritas, pour décrire leurs actions. Ceci permettra, dans le chapitre suivant, d'analyser et comparer les actions de ces instances par rapport aux problématiques de la commune dans une perspective développementale et anthropologique.

Le CRS est une habituée de la commune. Avant Mathieu, elle supportait la santé, les établissements scolaires, et exécutait un projet relatif à l'eau de concert avec l'institution étatique, DINEPA. En 2019, les travaux de réhabilitation des captages dans certaines sources ont été démarrés dans des zones différentes (Bejerac, centre-ville et Dumont) où j'avais remarqué des pancartes indiquant ces travaux et passé maintes fois près d'un de ces chantiers dans un tronçon de route menant à Barbois. Mais, un éducateur actif de la commune souligne l'aspect marginalisant de ce projet : « Le projet vise à capter

les sources dans les zones à risques dans le but de protéger les bassins versants. Mais, ce travail n'est pas réel, car il est présent dans les autres sections et ne touchent la quatrième section ». Une femme, membre d'une organisation féminine, pendant qu'elle occupait de ses activités quotidiennes a donné son impression du projet :

« Je ne suis pas trop satisfaite du travail qui est en train d'être réalisé, parce qu'il a été déjà fait et endommagé, il y a de cela 14 ans. A présent, j'ai appris qu'il y a des travaux qui sont en train d'être effectués sur un morne appelé « *zo bouke chen* » pour réhabiliter le système qui était déjà là. Le problème c'est que le système suit le même parcours et passe dans un ravin, quand il y aura débordement, il va être de nouveau endommagé. J'estime que c'est du « *lave men siye atè* », du temps perdu. De plus, la pression de l'eau est trop faible, ceux qui vont en bénéficier de ce travail (redistribution de l'eau dans les maisons), sont ceux qui sont proches du ravin, mais ceux dans les hauteurs ne la verront que dans les fontaines publiques ».

Le même éducateur fait remarquer que dans la quatrième section, la coopération Suisse était en train de construire un abri provisoire, et reconnaît qu'elle n'est pas une ONG. L'abri n'est grand mais peut servir à protéger des centaines de personnes au cas où il y aurait une catastrophe. En 2019, j'ai été sur le site où cet abri allait être construit. Une pancarte indiquant le plan, le montant était affiché à l'entrée du chantier, et la fondation a été déjà à pied d'œuvre. Selon le professeur Mark Schuller, qui a été sur le terrain au début du mois de janvier 2022, les travaux sont déjà terminés. L'abri est constitué de deux bâtiments, et de deux blocs sanitaires dans ses périphéries (le plan est en annexe).

Fig.8 : Image du premier compartiment de l'abri provisoire en construction en 2019 dans la 4^{ème} Section.



Source : Saint Louis Nancy, 2019

2.2. Caritas : entre économie sociale et solidaire et actions humanitaires

Caritas⁵⁴ est une institution catholique possédant plusieurs sous-structures un peu partout dans le monde, dont Caritas Haïti. Celle-ci s'appuie sur un réseau national qui regroupe : neuf Caritas diocésaines ayant chacune une équipe technique constituant le bureau diocésain ; 250 Caritas paroissiales ; et des institutions-membres associées. Tous les programmes et sous-programmes de la Caritas s'adressent à des publics organisés : groupements de femmes, groupements de planteurs, comités d'irrigants, groupes de crédit, mutuelles de solidarité, comités de santé, clubs des mères, etc. (Journal le Nouvelliste, 2007). De ce fait, les axes de travail de Caritas sont regroupés au sein de trois grands programmes : renforcement institutionnel ; urgence et d'assistance ; et développement. Ce dernier comprend quatre sous-programmes : agricole, éducation, santé, et promotion féminine.

2.2.1. Caritas et interventions pré-catastrophes

Avant le cyclone, la Caritas diocésaine (ayant son siège aux Cayes, la capitale du département Sud) exécutait un projet d'appui aux agriculteurs et éleveurs de la cinquième section communale (Dumont) de Port-Salut. Cette section a une paroisse catholique, laquelle lui a permis de bénéficier ce projet. Selon un participant de la recherche et bénéficiaire du projet :

« Le projet de Caritas est très intéressant et organisé. Il consiste à donner des plants de patates et de manioc ; des semences de maïs ; des bovins, caprins et des porcins et installer des moulins à maïs. Il a fait don aussi des produits alimentaires. Mais, pour bénéficier de ce projet, la personne doit être enrôlée dans une structure organisée, comme par exemple être membre d'une organisation dans la communauté ».

Mais comment sont distribués ces animaux sus-mentionnés aux bénéficiaires ? Il a expliqué :

⁵⁴ Caritas Internationalis est une confédération de plus de 160 membres qui travaillent à la base presque partout dans le monde. Quand une crise se déclenche, Caritas est déjà là, sur le terrain. S'inspirant de la foi Catholique, Caritas est la main tendue de l'Église, qui soutient les personnes pauvres, vulnérables et marginalisées, indépendamment de leur race ou de leur religion, pour construire un monde basé sur la justice et l'amour fraternel. Caritas Internationalis a son siège à Rome ; elle y coordonne les opérations d'urgence, formule des politiques de développement, et plaide pour un monde meilleur pour tous.

Toutes les Caritas nationales sont membres à la fois de réseaux régionaux et de la confédération internationale. Voir plus dans : <https://www.caritas.org/qui-sommes-nous/?lang=fr>.

Caritas Haïti est une institution sociale créée en 1975 par la Conférence des Evêques d'Haïti dont la mission est de promouvoir des manifestations concrètes de construction d'une société plus solidaire et plus juste. Fondée pour aller au secours des exclus de la société, la Caritas débutera ses activités par des œuvres humanitaires d'assistance : don de nourriture, octroi de médicaments, gestion de cafeteria, Noël des pauvres. Voir plus dans http://communication-caritashaiti.org/?page_id=2.

« Caritas a recruté quelques organisations de base actives pour les former. Par exemple moi, j'avais reçu 21 cabris (20 femelles et un gros mâle). Je les ai distribués à 10 personnes dans mon organisation. Quand les femelles mettent bas, ces personnes doivent aussi distribuer aux autres membres de l'organisation les progénitures, et les membres qui ont reçu vont faire de même jusqu'à ce que tout le groupe en bénéficie. De plus, Caritas fournit de l'argent et du ciment pour construire un abri pour les mettre en sécurité, et des plants d'herbes pour planter pour pouvoir les nourrir ».

La Caritas a aussi encouragé l'économie sociale et solidaire. Mais après six mois, le membre pourra rembourser la totalité de l'argent qui lui a été versé. A travers une structure d'entraide qui fonctionne comme une caisse populaire que les gens l'appellent « *mutuelle solidarité* », un groupe de personnes se mettent en ensemble et cotisent jusqu'à atteindre une somme. Un membre a la possibilité d'emprunter un montant qu'il se chargera de remettre avec un taux d'intérêt minime. Mais ce qui paraît intéressant c'est l'aspect genré qui existe au sein de cette mutuelle, ce sont les femmes qui empruntent de l'argent pour entreprendre des petits commerces de survie. Celles qui ont emprunté ne font rien d'autres que du commerce. Pourtant, une femme âgée d'une soixante d'années crachait sa colère parce qu'elle ne peut pas bénéficier de ce projet, et ne fait partie d'aucune organisation. Elle disait : « Tout est clanique ici, si on n'est pas fidèle de la Paroisse, on n'est pas membre d'une organisation, on ne bénéficiera de rien. On verra tout passé sous nos yeux. Moi, je n'ai rien bénéficié ». De ce fait, cela sous-entendrait que les projets sont des vecteurs poussant les acteurs de la communauté à s'organiser pour bénéficier ou être partie prenante d'un projet. Ils sont aussi un moyen de tenir les organisations locales plus ou moins actives. Deux participants s'entendent sur ce point-là :

« Dans la communauté, les organisations réalisent des travaux collectifs utiles surtout dans les routes pour faciliter les camions de circuler, mais quand il y a des projets ONG, elles sont plus actives car certaines ONGs octroient des fonds ou utilisent certaines organisations de base pour matérialiser certains projets. A ce moment, elles deviennent plus dynamiques, car il y a une source motivation en plus ».

Etienne (1997) avait déjà souligné cet aspect relationnel entre les ONGs et les groupes de base. Celles-ci exigent des structures organisées capables de participer à l'exécution des projets, puis organisent des séminaires de formation pour ces structures. Cette attitude me permet de faire une comparaison entre une section et les autres. Là où Caritas a exécuté ce projet, les gens ont tendance à faire partie des associations. Cela suscite une motivation de s'organiser. Alors que dans les autres sections, peu de gens de la population de l'étude participent à ces genres de structures organisées. Mais, cela ne veut pas dire

qu'ils ne se sont pas mis en groupe, d'ailleurs certains sont membres des « *gwoupman* », des groupements qui n'ont pas le même statut que les associations dans la communauté.

2.2.2. *Caritas et actions post-catastrophes*

Le cyclone Mathieu a suffisamment fait de dégâts pour que les gens de la péninsule sud se souviennent autant que les victimes de tremblements de 2010 passé à Port-au-Prince et ses environs. Et tout récemment, cette même péninsule fut frappée par deux autres tremblements de terre : 14 août 2021 et 24 janvier 2022 dernier. Comme je l'avais décrit dans les sections d'avant, la commune de Port-Salut a été le théâtre d'un champ de défiguration sans précédent : des arbres dépourvus de leurs branches ou feuilles, des maisons sans toitures, endommagées ou complètement détruites. Un participant racontait :

« Je n'avais pas vécu le tremblement de 2010, mais je suis sûr que le cyclone Mathieu a été pire. Ce jour-là, le vent commençait timidement au cours de la soirée, arrivé à un certain un moment de la nuit, les rafales devenaient de plus en plus fortes. Alors, j'ai pris mon fils sous mes bras pour le protéger, après quelques minutes, je commençais à être mouiller, c'est à ce moment que j'étais conscient que la toiture de la maison (en tôles) n'était plus là, elle s'était envolée. J'avais très peur que d'autres débris de nulle part ne viennent couper ma tête et celle de mon fils, je suis resté acoquiller et je priais Dieu de nous laisser en vie. Pour te dire, j'ai passé la plus mauvaise nuit de ma vie, mais l'essentiel, je suis en vie aujourd'hui pour te raconter mon expérience. Et le lendemain, c'est en promenant pour prendre les nouvelles des autres que je commençais à mesurer l'ampleur de cet ouragan. Il n'y avait quasiment pas d'arbres pour se protéger du soleil, car ils étaient sans feuillage, et on était obligé de dormir dans des *bòdègèt*, on se sentait dépersonnaliser, déshumaniser ».

Ceci dit, l'urgence était de taille à Port-Salut ainsi que dans les autres communes touchées. Les routes étaient coupées ce qui isolaient la péninsule Sud les unes des autres. A ce moment, la diligence du gouvernement, des acteurs locaux étaient mobilisés pour faciliter la circulation au fur et à mesure. Dans la communauté, le travail collectif a favorisé la circulation dans certaines zones où les arbres obstruaient la route, en attendant que les ponts pour le passage des gros camions puissent être réalisés par des matériels plus adéquats. Les besoins d'urgence durant les premiers moments ont été nourriture, eau, abris pour dormir, vêtements, matériels de cuisine et d'hygiène, etc.

Ainsi, Caritas, dans son axe d'urgence a intervenu pour porter son support en donnant des matériels pour logement et des produits alimentaires. Pour les maisons, il fallait que les bénéficiaires mettent debout le squelette qui devrait supporter la toiture, et après elle sera recouverte (par Caritas). Mais, cette stratégie n'était pas répandue dans

toute la commune. Certaines personnes avaient reçu cinq feuilles de tôles, « qui ne peuvent même pas couvrir une latrine, voir une maison », dit un notable en colère. A noter que les actions post-catastrophes, en les évaluant, elles gardent leurs aspect et nature d'urgence : répondre à certains besoins urgents de la population. Mais en résumé, aucune mesure n'a été prise pour empêcher que les mêmes causes produisent les mêmes effets, et les dirigeants n'ont pas encore appris des erreurs survenues.

2.3. UNOPS et infrastructures : interventions pré-catastrophes

Port-Salut est commune majoritairement montagneuses, et pleines de ravins. Selon, l'enquête de 2016, 2017 et 2019, le champ d'action de l'UNOPS se limitait au niveau du centre-ville. Cet organisme relevant de l'ONU est considéré comme une ONG au rang de tous les autres par la population locale. Dans un premier temps, l'UNOPS est connu pour avoir donné son support à la pêche, une des activités génératrices de revenus dans la commune, même si elle se fait encore de manière artisanale. Le *Food for the Poor*, aussi impliqué dans ce secteur avait construit un village pour les pêcheurs, leur donnait des canots et d'autres matériels de pêche. L'UNOPS a construit un petit marché pour les marchandes de poissons. Cette activité de pêche se résume ainsi : les hommes pêchent, leurs femmes vendent ; et d'autres femmes achètent pour revendre. Ce petit maché est construit au bord de la mer dans une position à risque. Il a une structure traditionnelle comme les autres marchés du pays. Un hall couvert de tôles bleues, et peinturés en jaune. Le hall est divisé en deux parties parallèles, laissant un passage au milieu pour les acheteurs. Chacune de ces parties est pourvue d'une longue table faite en béton, et séparée en plusieurs compartiments. Mais le marché n'a pas de bloc sanitaire, ni de chambre froide pour conserver les poissons.

Fig.9 : Images de quelques réalisations de l'Unops (marché de poisson et un petit pont métallique).



Source: haïti.fandom /Marc Lee Steed

L'UNOPS est réputé aussi pour avoir construits des petits ponts de structures métalliques dans quelques localités proches du centre-ville. Ces ponts sont construits sur des ravins, facilitant le passage des gens vivant de chaque côté. Certains les appellent « *dalo* ». Ainsi, l'UNOPS investit dans des infrastructures routiers et économiques, mais touchent-ils aux problèmes soulevés par la population locale ? Qu'est-ce qui empêche un méga projet pour commencer à embrasser les problématiques de la commune ? J'ai été au bureau de l'UNOPS pour interviewer un employé très actif pour les actions de l'UNOPS et l'UNEP, mais il avait refusé d'aborder les activités de ces structures-là.

2.4. L'UNOPS et interventions post-catastrophes

Les actions post-catastrophes aussi ponctuelles qu'elles soient, doivent répondre au contexte. La plage Pointe-Sable de Port-Salut, le véritable pilier économique de la

commune nécessitait un assainissement. L'UNOPS s'est investi dans le nettoyage de la plage et réparait les nids de poule dans certaines routes. Les instances internationales qui ont le volet humanitaire dans leurs objectifs et programmes interviennent soit seules ou en partenariat avec d'autres instances pour apaiser l'urgence, mais après entament des projets de réinsertion ou reviennent dans leurs champs d'action première. De ce fait, à Port-Salut, la population locale, surtout celles qui habitent au centre-ville et les zones avoisinantes, se souviennent de l'UNOPS et l'identifient à une question « construire de petits ponts ». Mais, entre 2016 et 2019, les zones que j'ai visitées, n'avaient pas de nouveaux ponts. Ce qui revient à dire que les agendas des instances internationales seraient limités dans le temps et dans l'espace. Les activités d'avant et post-catastrophes sont les mêmes, sauf que tout de suite après la catastrophe, elle a participé aux réponses d'urgence.

III. Perception locale des acteurs

Cette dernière section compte mettre en évidence comment la population locale perçoit ces trois catégories d'acteurs de part de leur action dans la commune. Cette perception permettra d'analyser les similarités, différences et les relations existant entre eux.

3.1. Représentation sociale de L'Etat haïtien

La représentation que les citoyens haïtiens ont des dirigeants politiques de nos jours est extrêmement importante dans la compréhension du processus de développement. Ainsi, cherchant à comprendre comment la population locale définit l'Etat par rapport à leur expérience, les gens ont répondu par ces expressions ou mots : Avancement, Développement, Progrès, Amélioration ; Chef, Responsable ; Aide, Support ; Irresponsable, Négligeant, Démissionné, magouilleur, Inutile ; Absent, Ne travaille pas, faible ; Individualiste, Parti-pris ; Faire de l'argent. Pour certains d'autres aussi, l'Etat, ce sont eux-mêmes dans la commune, la police qui n'apparaît dans une zone que pour arrêter les gens, les juges dans les tribunaux qui font de l'injustice. Par conséquent, de ces expressions ou mots dégagent de la frustration, de la rancœur et du mépris pour l'Etat haïtien qui brille dans la commune quasiment par son absence en termes de politiques publiques adéquates. Mais, peut-être les petites actions de l'Etat se confondent avec celles des ONGs et que la population a du mal à décanter qui fait quoi, ou quand c'est l'Etat qui agit. Plus loin, il sera intéressant de comprendre, comment l'Etat même s'il est présent aussi sur le terrain à travers des institutions (Dinepa par exemple) mais passe inaperçu

aux yeux de la population. La notion de marketing dans la question de l'aide permet de saisir cette dimension. Ce marketing tourne autour d'une question de visibilité, un participant a soutenu cette position par ces propos :

« C'est normal que l'Etat passe inaperçu aux yeux de la population, il est quasiment absent et ne fait rien de concret. Mais les ONGs, en plus de 'woule bèl machin'', courir de belles voitures, posent quand même de petites actions dans certaines sections. Une autre chose, c'est que les ONGs sont plus présentes sur le terrain que l'Etat. Même si les gens les voient seulement passer dans la commune, toutefois c'est un signe de présence ».

Un leader a essayé d'être un plus direct dans son point de vue :

« Les ONGs prennent le dessus tout simplement parce qu'elles ont la capacité, les moyens adéquats pour agir seules sur le terrain ; et aussi parce qu'elles sont un peu plus actives. Par exemple, une ONG à elle seule peut exécuter un projet. Quant à l'Etat haïtien, le fait qu'il soit quasiment absent et laisse sa place aux ONGs, il est tout à fait clair qu'il passe inaperçu. L'autre chose, quand quelqu'un n'a pas l'habitude de poser des actions, le jour où il en posera, ces actions peuvent être attribuées à celui qui jadis en avait l'habitude ».

Dans ce cas, la visibilité et la présence des instances internationales sur le terrain deviennent un outil pour comprendre comment la population locale perçoit les acteurs de leur environnement social.

3.2. Perception de la population des Autorités locales

Les autorités locales sont des représentants de l'Etat qui devraient travailler en synergie pour la réalisation des actions publiques de façon permanente. Mais, dans la réalité, la monopolisation du pouvoir étatique dans la capitale, fait que les autorités locales apparaissent comme des « *pope twèl*⁵⁵, poupée faite de tissu » des épouvantails pour l'Exécutif. Pour les autorités locales, les définitions ont été les suivantes : Faire de l'argent, Accaparer, voleur ; Individualiste, irresponsable, Inutile ; Absent, négligeant, « *Kalewès (une forme de négligence)* » ; Aide, support, soutien, Service ; Changement, Amélioration ; Travail, succès, espoir, activités ; Chef, représentant, intermédiaire. Dans ces conceptions aussi, la population n'a pas caché sa fureur du comportement des autorités locales. Ceci montre que des actions concrètes relatives aux problématiques de la commune demeurent jusqu'à présent des utopies. Si l'Etat est démissionné, les autorités locales des « *kalewès* », des négligents, cela sous entendrait que la commune serait un « *kabrit san mèt* : un cabri sans propriétaire », un « *pitimi san gadò* : un jardin de petit-mil sans veilleur », un troupeau sans berger.

⁵⁵ Cette expression exprime le fait d'être là mais sa présence n'est pas prise au sérieux ou du moins elle est minimisée. La poupée n'a aucune faculté d'action, elle est juste un objet de jeu.

Mais, au moins la population reconnaît mieux les autorités locales, elles sont proches d'elle, vivent dans leur localité, les connaissent et les côtoient. Même si, elle ne connaît pas la hiérarchie existante, elle peut les identifier par leur nom ou montrer leur maison. C'est elle qui m'a toujours montré, la maison des leaders, notables ou autorités. J'étais parvenu à rencontrer des autorités locales, des leaders et des notables en demandant aux gens que j'ai croisés sur mon chemin. Sans peur ni crainte, certains m'ont amené directement ou parfois ils m'ont indiqué le chemin. Une fois, je devais rencontrer l'un des CASEC, mais je connaissais par sa maison. Au cours de route, j'ai interrogé un homme qui allait au jardin, sans hésiter il a dit : « C'est bien malheureux, je ne peux pas retourner pour te montrer la maison, mais ici tout le monde se connaît. Continue de marcher, même si tu rencontres un enfant, demande-lui et il t'indiquera le chemin ».

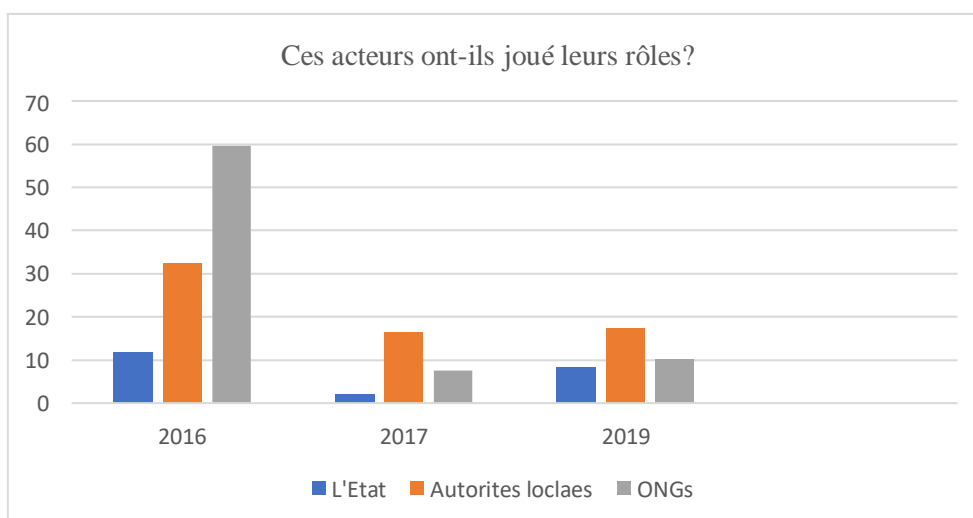
Effectivement, j'avais rencontré un gamin environ de 8 ou 10 ans qui allait au sens opposé par rapport à moi. Je lui ai salué gentiment et lui ai demandé où se trouvait la maison du Casec. Il a répondu en souriant : « tu as déjà dépassé sa maison, suis-moi, je vais te la montrer ». Cette complicité entre autorités locales et la population civile est un signe de convivialité. En dehors des divergences politiques, les autorités locales demeurent respectivement dans leurs zones en toute tranquillité avec la population sans grande escorte de sécurité. Le député et le maire principal avait un ou des agents de sécurité, mais les maires secondaires, les casec et Asec vivent librement comme la population civile.

3.3. Définition de « ONGs » par la population

La représentation sociale des ONGs ont été décrites comme suit : Aide, support, assistance ; Avancement, développement, Progrès, Amélioration, ; Collectivité, Collaboration, Participation ; Protection, Disponibilité, Service, Conseil, Partage ; Business, Commerce, Faire de l'argent, exportation, opportunité, affaires personnelles ; Blanchir de l'argent, dépenser de l'argent (*boule kòb*), *Bluffer*, Insatisfaction ; Gaspillage, *gagòt*, accaparer, Inutile ; Changement, Innovation ; Travail, succès, espoir, activités ; Organiser, planifier, construction, solution, travail et religion, projet, globalisation, disperser les groupes ; Projet, enquête. En autres, les ONGs ont été aussi définies par certains également comme une compagnie, un groupe de blancs (quelque que soit), moi-même qui était en train de leur interviewer, ou tous ceux (quel que soit) qui avaient passé chez eux pour collecter des informations.

Cependant, certaines ONGs ont leur bureau et une pancarte portant leur nom dans la commune, la majorité des gens ne savent pas si elles sont présentes, leurs noms ou ce qu'elles font. Certaines ont des bâches, des sceaux (*bokit*) chez elles, et ignorent si ces étiquettes sont des ONGs. Certains affirment qu'il existe des ONGs dans la commune à cause des voitures qu'ils voient passer fréquemment sur la route nationale 2. Certains puisent de l'eau dans des puits construits par une ONG religieuse, mais ne se rappellent de son nom, et l'associe aussi à une compagnie et un groupe de blancs.

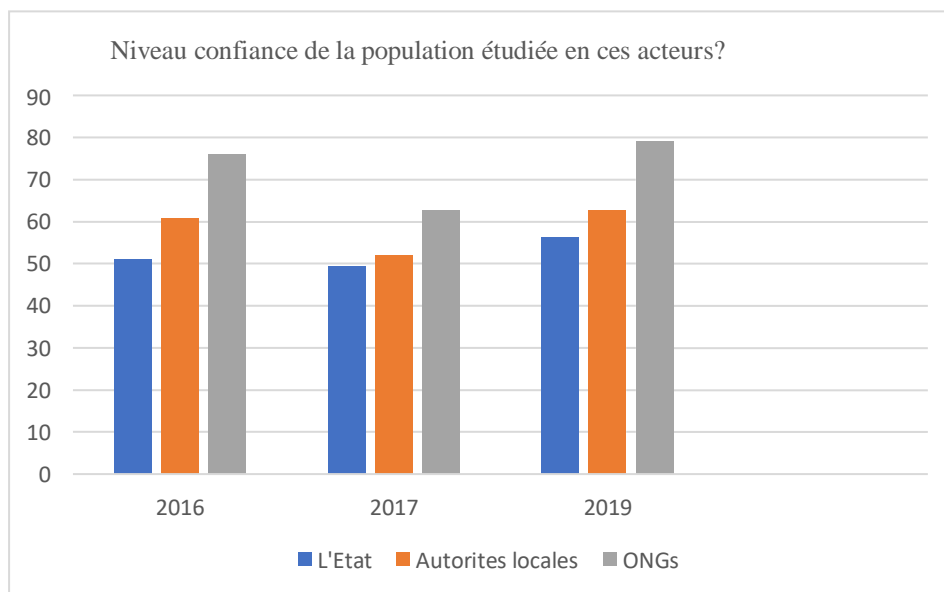
Dans ce cadre figure qui se présente ici, certains arrivent même à assigner ou confondre tout qui « vient » dans la commune avec les ONGs. Ainsi, les institutions étatiques comme EDH et Dinepa sont aussi considérées comme telles. Cela sous-entendrait que, étant donné que ce sont les ONGs qui exécutent des actions plus ou moins concrètes dans la commune et ce sont elles que les gens voient fréquemment, ou entendent parler, ou bénéficient d'un don quelconque, toutes les actions posées sont associées à elles. Cela donne l'impression que l'Etat serait présent que dans l'imaginaire collectif en tant que symbole, non pas en tant que actions publiques. Les graphes qui vont suivre donneront une meilleure lecture de la représentation sociale des acteurs par la population.



Sur une échelle d'une centaine de personnes interviewées, ce graphe donne une lecture du niveau que ces acteurs ayant joué leur rôle. Au cours de l'année 2016, la population estimait que les ONGs avaient mieux joué leurs rôles que les Autorités locales et l'Etat. Quant aux autorités locales, elle croit que c'est à cause d'un manque ou absence de moyen mis à leurs dispositions pour réaliser des projets dans leur communauté. A l'Etat, c'est un manque de volonté. Pourtant, en 2017, ce sont les autorités locales que la population pense qui ont joué leur rôle. Cet inversement de tendance est peut-être dû à

l'inefficacité des réponses d'urgence du côté des ONGs. Et en 2019, les autorités locales gardent encore la première place comme instance ayant continué à jouer leur rôle, suivi des ONGs et de l'Etat, une seconde fois.

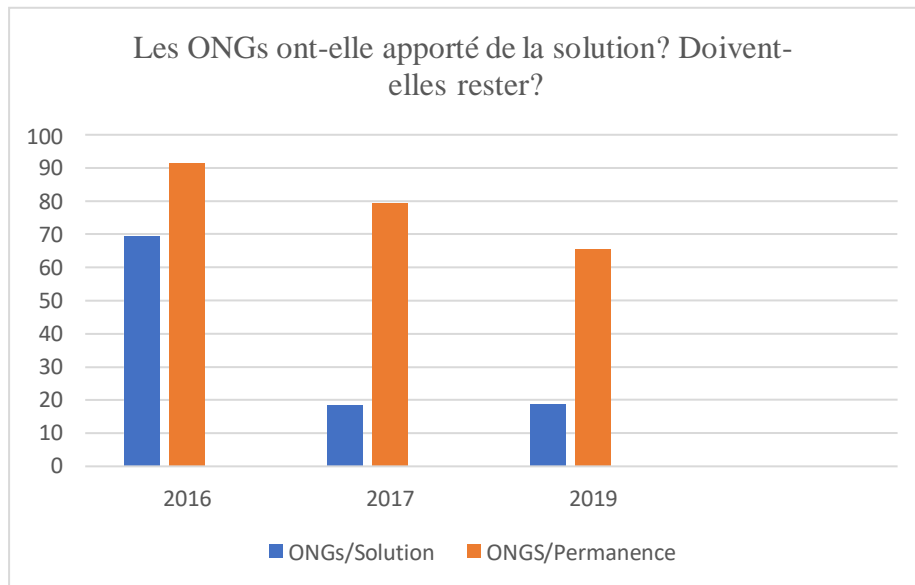
Subséquentement, ce tableau reflèterait l'image ternissante de l'Etat haïtien dans l'imaginaire collectif de la population de Port-Salut et de la faillite de son rôle en tant premier acteur planificateur du développement dans les communes via les Autorités locales. Cette place qu'occupe les ONGs marque la passivité, l'inactivité et l'absence de l'Etat dans les problèmes auxquels la commune fait face.



Ce graphe prouverait que la confiance s'établit sur des aspects réalistes et des construits : présence, des actions (éphémères ou permanentes), soin de son image (apparence), etc. Les ONGs au fil des années se sont imposées comme symbole de l'apparence (beaux bureaux, voitures luxueuses, frais, salaires, etc.). Ce qui correspond à un proverbe créole : « *Jan w parèt yon kote, se konsa yo gade w*⁵⁶», et à un proverbe français inversé : l'habit permet de reconnaître le moine. Ce maquillage perdu par l'Etat haïtien découle de son absence en termes d'actions concrètes aux problèmes dans les communautés. Cette autodestruction de l'Etat est un construit politique et social, à entendre les gens qui répètent souvent « *isit la pa gen Leta ; pa gen otorite ; isit la pa gen chèf* : ici, l'Etat n'existe pas ; il n'y a pas d'Autorités ; ici, il n'y a pas de chef », car pour les gens l'Etat est abstrait dans la concrétisation de ses devoirs en termes de politiques

⁵⁶ Cette expression créole peut être traduit par « la façon dont quelqu'un se présente quelque part c'est ainsi qu'il est reçu ».

publiques, et les autorités locales sont concrètes en termes de proximité mais abstraites dans leurs actions matérielles.



Il a été demandé à la population étudiée de Port-Salut, après les questions ci-dessous, les ONGs sont-elles porteuses de solution dans la commune ? Et doivent-elles y rester ? Elle estimait que les ONGs avaient apporté plus de solutions dans la commune en 2016 qu'en 2017 et 2019. Cela peut être dû aux réponses d'urgences post-catastrophes. Car ces dernières sont toujours considérées comme un nouveau départ, une opportunité de faire ce que l'on aurait dû faire par rapport aux normes préétablies. En dépit de cette baisse en termes de porteuses de solution, la population estime qu'elles doivent rester. Cette conception pourrait aller de pair avec un proverbe créole : « *Tan pou w pa wè ditou, pito w wè twoub* : Au lieu de ne rien voir, il est préférable de voir un peu trouble », « *Se lè pa bon pa la, pou w konn enpòtans li* : c'est quand le mauvais n'y est pas que son importance est valorisée », « *Pito nou lèd, nou la* : Vaut mieux que soyons laids, mais nous sommes en vie ». Ces proverbes traduisent des résignations et montrent le niveau de tolérance extrême pour elles et d'espérance en elles, car les ONGs représentent « *le blanc en tant que sauveur qui viendra un jour pour réaliser des choses* ». Ainsi, elles doivent aussi rester car certains pensent qu'un jour, elles feront quelque chose dans leur localité, car elles ont déjà fait dans d'autres endroits. Cela pourrait correspondre aussi à une question de représentation sociale des ONGs en Haïti liée à la dimension socio-culturelle : « *Blan se Bondye*, le blanc est Dieu, il peut accomplir de belles choses, et a la capacité de réaliser des choses extraordinaires », (Voltaire, 2019). En dépit de tout, ce sont elles qui sont les plus fortunées parmi les deux acteurs (l'Etat et les Autorités locales), et la

majorité des projets exécutés dans la commune ont été réalisés grâce au financement des ONGs.

3.4. Projection pour la ville : une utopie échappant à l'entendement des autorités

Cette parenthèse est pour démontrer qu'en dépit des études ou des bilans effectués par l'Etat haïtien, il reste et demeure un « *pale mete la* : un discours théorique mis dans les tiroirs ». Le cas de Port-Salut pourrait être un échantillon de projection oubliée. Il était prévu que dans 20 ans, Port-Salut sera une ville moderne, dynamique et attractive, mettant en œuvre des pratiques audacieuses et durables. La ville offrira à ses habitants de souche comme à ceux qui l'ont choisi pour leur vacance ou leur retraite, un cadre de vie ou de découverte sécuritaire, sain et répondant aux attentes d'une large gamme de populations (jeunes, familles, personnes âgées, etc.). D'ici 2031, la ville aura mis en place les moyens nécessaires (tant préventifs que correctifs) pour sécuriser les différents milieux de vie tant humains que naturels. Elle sera en 2031 une des principales destinations touristiques d'Haïti, (Ciat, 2013). Cependant, en 2022, ces problèmes cancéreux (route, eau, courant électrique) n'ont jamais eu de remèdes. Paradoxalement, certains organismes internationaux exécutent des projets dans la commune.

Je viens de présenter un cadre sociographique de Port-Salut montrant ses différentes nécessités suivies d'un tableau avec les différents organismes internationaux et nationaux ayant exécutés des projets dans la commune. J'ai aussi montré une dynamique cyclique entre la perception de la population locale sur le rôle des acteurs, leur confiance en eux. Ce jeu existant dans le système d'actions de ces acteurs n'échappe pas à l'appréhension de la population locale. En dépit de toutes multitudes de présences institutionnelles à Port-salut, il est important de clore cette section en soulignant l'aspect idéaliste de l'aide dans ce contexte. Pourtant, des ressources ont été dépensées par le PNUD et partenaires pour faire des études sur une éventuelle amélioration de la qualité de vie de la population à Port-Salut dans un système de projection pour 2030 de concert avec l'Etat Haïtien. Le chapitre suivant s'adonnera à analyser l'ensemble des dérivés de ces interventions et les représentations sociales dans une perspective anthropologique et développementale. Quels sont les enjeux de l'aide ? Comment interpréter et analyser les faits découlant de ce système d'aide ?

Chapitre 3

Analyse de l'aide internationale à Port-Salut

Ce dernier chapitre, constitué de quatre points fondamentaux dans lesquels certaines données empiriques sont analysées, se focalise sur une approche critique en profondeur des différents faits liés à la dynamique des interventions internationales effectuées dans la commune de Port-Salut. Le premier point analysera un panorama général des effets de l'aide en Haïti en mettant l'accent sur son aspect de marketing et de show médiatique ; ses caractéristiques infantilisantes et désordonnées. Le second point proposera un dessin pour étudier la dimension clientéliste de l'aide internationale à Port-Salut, laquelle génère une division géographique et favorise de l'ascension sociale. Celle-ci engendre un atout et une stratégie de pré-campagne politique qui apparaît comme un instrument politique et un organe de visibilité ancré dans une politique de proximité et de rapprochement social.

Le troisième point établit une réverbération sur les actions de l'UNOPS et de la Caritas à Port-Salut considérées comme « *senkant kòb ak degouden*⁵⁷, similaires » et en contradiction avec le concept de développement qui est synonyme de progrès et de processus (Berreman, 1994). Ce point, dans un regard critique, tient compte des besoins de la commune par rapport aux interventions et leurs impacts en termes de développement généré ; le développement comme une utopie ; et les attentes de la population locale. Enfin, le dernier se consacrera à l'analyse triangulaire entre les trois acteurs dont leurs activités ont été supputées en relation avec développement par la population. Il portera une attention sur la tendance à la suprématie des ONGIs au détriment de l'Etat ; la domination des Autorités locales par l'Etat ; les ONGIs vues comme des organismes visibles et bienfaites, les Autorités locales comme des spectatrices des actions des ONGIs ; et le lendemain de la population projeté avec Dieu et non l'Etat haïtien.

I. Aide internationale et l'expérience d'Haïti

L'aide étant un instrument d'expansion hégémonique (Rist,1997) et un espace de compétition (Silva,2008) s'accompagne d'une stratégie de marketing dans les médias et

⁵⁷ « *Degouden ak senkant kòb* », en français cinquante centimes, c'est le surnom en créole donné à la moitié de la monnaie pièce nationale qui est Gourde. Ces deux expressions désignent la même pièce de monnaie. C'est aussi une manière en Haïti de parler de deux choses semblables sans aucune différence. *Senkant kòb* signifie cinquante centimes et « *degouden* », un mot créole qui correspond à cinquante centimes aussi.

aussi sur les réseaux sociaux actuellement, d'où son aspect exhibitionniste. En créole, je dirais que l'aide est une question de « *fè wè* », faire voir.

1.1. Aide comme moyen de marketing et show médiatique

Historiquement, l'aide charrie derrière elle toute une panoplie de stratégies mises en place pour la vendre au public. Cette stratégie s'inscrit dans une logique de propagande. Il faut souligner le plan Marshall concepteur de cette logique expansionniste :

« Ainsi, le plan Marshall s'accompagnait d'ailleurs d'une intense propagande. A titre d'exemple, un "train pour l'Europe", rempli de vivres et de denrées alimentaires, sillonnait les pays bénéficiaires pour y exposer les projets entrepris et les résultats engrangés... », (document de CVCE, 2021, p.2-3).

De nos jours, ces stratégies s'opèrent autour de la présence des médias, des photographes lors de la signature des accords, des remises de dons en espèces ou en nature. En plus de ces aspects, pour les projets de développement, il existe aussi le discours de circonstance, la visibilité de l'identité des donateurs et des bénéficiaires qui sont indispensables. Pour cela, des pancartes, l'énoncé du projet, les maîtres d'ouvrage d'œuvre, les parties prenantes sont affichés. Les produits étiquetés portent les noms des organismes en question, en d'autres termes, les produits sont personnalisés. Avec les réseaux sociaux, cela a pris une tournure virtuelle plus spectaculaire avec des photos, des cérémonies en ligne, des vidéos montrant les donateurs (ONGI) et les bénéficiaires recevant l'aide ou du moins leurs situations ou conditions de vie⁵⁸.

Dans ce sens, l'anthropologie visuelle devient incontournable pour analyser ces phénomènes. Elle favorise des matériels pour accompagner les réflexions et permet d'identifier les acteurs des projets de l'aide au développement et l'aide humanitaire, car ils sont tous étampés. La première photo montre le premier ministre haïtien actuel entouré des dons faits par le gouvernement Taïwan estimés à 25 tonnes d'équipements sanitaires et de matériels d'urgence dont bénéficieront les victimes du séisme dans le Grand Sud⁵⁹ ;

⁵⁸ Cette dimension porte atteinte à la dignité humaine. Pour des rapports, pour dramatiser la situation ou pour montrer l'intervention d'une quelconque institution les bénéficiaires doivent être pris en photo comme preuve, dès fois cela arrive sans le consentement des bénéficiaires ou du moins ces derniers sont obligés d'accepter les conditions, juste pour bénéficier. Même l'Etat haïtien agit de la sorte, il aligne ses citoyens, leur donne un plat de nourriture, ensuite les photographie avec le plat en main. Ce phénomène relève du domaine du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES).

⁵⁹ Taiwan remet à Haïti 25 tonnes d'aide humanitaire au profit des sinistrés du séisme, publié le 8 septembre 2021. Disponible sur le site : <https://taiwaninfo.nat.gov.tw/news.php?unit=56&post=207376>.

et la seconde photo, respectivement les responsables de la Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) et du Japon.

Fig.10 : Image du premier ministre actuel entouré de l'aide sanitaire



Source : Taiwanembassy.org, 2021.

Fig.11 : Image du directeur de la BMPAD recevant de l'aide alimentaire



Source : bmpad.gouv.ht, 2019.

Cette deuxième image (Fig.11) est une donation du Japon en 2019 dans le cadre du projet de l'aide alimentaire, et la valeur monétaire de cette cargaison de plus de 5 937 tonnes métriques de riz est estimée à 400 millions de yen, monnaie japonaise, soit plus de 3,6 millions de dollars américains⁶⁰. Par contre celle-ci montre une myriade d'institutions conjointes sur sceau d'aide humanitaire, d'où l'aspect personnifié de l'aide.

Fig.12 : Image d'un sceau de l'aide humanitaire personnalisé



Source : pt-br.facebook.com, 2021.

Et, sur le terrain à Port-Salut, j'avais remarqué plusieurs pancartes. Parmi elles, il y avait celle des projets entrepris par Crs et Dinepa pour la réhabilitation des systèmes d'eau potable, celle mentionnant le projet de construction de l'abri provisoire de Barbois (quatrième section), et une plaque portant le nom de la coopération Taiwan sur le pont de la rivière de Trouillac à l'entrée de la plage en souvenir de la construction de la route nationale numéro 2 en 2008. J'avais aussi remarqué les pompes à eau avec le nom de Water for life et Water mission, des bâches (*prela*) portant le nom de l'USAID sur le toit ou servant de murs pour certaines maisons et des sacs utilisés pour distribuer du riz, et des seaux (*bokit*) avec le nom de la Croix Rouge, de l'UNICEF chez les gens. Cette stratégie de marketing est aussi valable pour les acteurs nationaux. Mon attention a été aussi portée sur une plaque portant le nom de l'ancien président Jean Bertrand Aristide sur une petite place publique devant la Paroisse Saint Dominique au cœur de la ville.

⁶⁰Le Japon fait don d'une cargaison de riz à Haïti, Publié le 14 janvier 2019. Disponible sur le site : <https://lenouvelliste.com/public/article/196971/le-japon-fait-don-dune-cargaison-de-riz-a-haiti>.

Donc, chaque acteur essaie d'exhiber et d'archiver leurs actions. Certains candidats allaient jusqu'à même faire imprimer leur photo avec leur numéro sur l'aide après le cyclone, qui était aussi une période électorale. Dans cette logique, l'aide est devenue un *show business* plutôt qu'un élément de développement et de secours, car les batteries de marketing dont elle charrie ont plus d'envergure que les résultats normatifs. Et, Haïti est un échantillon de l'échec de l'aide (Seitenfus, 2010), qui n'a pas favorisé le démarrage comme dans beaucoup d'autres pays africains (Moyo, 2019). Cet échec dépendrait de plusieurs autres faits.

1.2. Aide et domination des victimes ?

Le concept de domination fait partie du système de l'aide. Il est une caractéristique de la fonction de l'aide et dans la construction de l'hégémonie des pays donateurs (Silva, 2008). Cette logique de domination et de rapports de force inégale entre les donateurs et bénéficiaires ont été dans le gène même de l'aide. Mais, Louis (2017) considère cette notion de préférence comme une forme d'infantilisation et l'analyse sous plusieurs angles dont l'un d'eux a rapport avec la façon dont l'aide humanitaire en période catastrophe est distribuée aux victimes.

Fig.13 : Image d'une distribution d'aide humanitaire à Port-Salut après le cyclone Mathieu.



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Ces dernières sont regroupées à la file indienne, et empilées les unes sur les autres, dès fois sous un soleil accablant. A Port-au-Prince, après le tremblement de 2010, j'avais assisté à ces différentes scènes : des gens qui se massaient, chamaillaient pour recevoir l'aide. Pourtant, la réalité n'était pas trop différente à Port-Salut. Un sexagénaire a raconté qu'après le cyclone le scénario dont il a été témoin :

« Les aides ont été données le plus souvent au centre-ville. Des coupons ont été octroyés à certains, je ne sais sur quelle base. Alors, le jour de la distribution, les gens étaient réunis, ceux qui avaient les coupons et ceux qui n'en avaient pas venaient aussi. Etant donné que certains dirigeants s'amusaient à donner en catimini (*sou kote*) à leurs proches ou amis, à ce moment, les gens alignés commençaient à parler fort, et après c'était la pagaille. Moi qui suis un vieux, jamais je n'irai sur ce champ de bataille, pour me faire bousculer par les jeunes gens qui ont tout leur sang (toute leur force). Dans ce genre de situation, ce sont ceux qui ont le courage de se battre qui bénéficiaient. Des vieillards comme moi étaient exclus ».

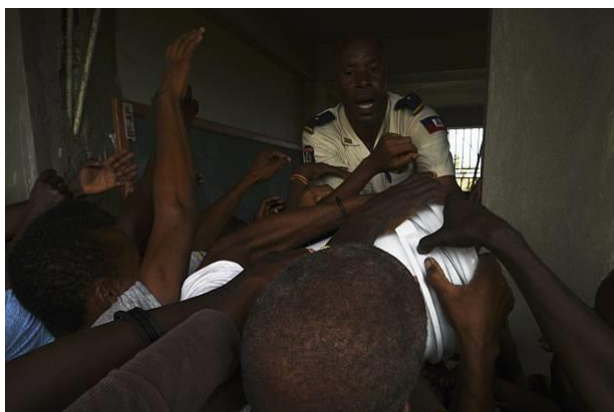
Dans ce contexte aussi, un jeune garçon chez lui avait reçu un projectile au moment où il s'apprêtait à prendre sa douche. Les communes et la capitale du département ne sont pas équipés des infrastructures suffisantes de stockage pour venir au secours immédiat des victimes. Il fallait que des camions sortent de Port-au-Prince, empruntent la route nationale numéro 2 pour se rendre dans le grand Sud. Aussi, il faudrait une escorte de police bien armée pour sécuriser l'aide et permettre qu'elle arrive à la destination finale. Un notable a raconté :

« Après le cyclone Mathieu, Port-Salut recevait de l'aide, mais quasiment toutes les distributions se faisaient au niveau du centre-ville, les gens qui habitent sur la route ont la possibilité de ne rien bénéficier dans ce cas. Aussi, il n'y a pas que port-salut sur la nationale 2, il existe aux moins 5 autres communes sévèrement qui étaient touchées également. Ainsi, les camions devraient traverser Port-salut car c'est l'unique voie. Un jour, un groupe de gens qui habitaient sur le bord de la route, s'étaient mis ensemble et attaquaient des camions qui défilaient pour se rendre la côte (après port-salut), les policiers qui accompagnaient les camions ont riposté, c'est alors le jeune qui était chez lui, allant prendre son bain, a été mortellement touché par un projectile. C'est de l'indignation, il n'était même pas sur la scène, et il est victime ».

1.3. Aide et débandade

Les distributions d'aide en Haïti ont été quasiment le théâtre de la débandade et des scènes de pillage, en raison de sa dimension désorganisée et sectorielle. Pour Esteva (2000), le développement crée la marginalité et l'exclusion. Ce monde polarisant n'implique pas seulement une question de classe possédante et une classe prolétaire, cela expliquerait également la mauvaise répartition de l'aide humanitaire dans les zones affectées. Cette dynamique exclusive et marginale de certaines catégories de victimes engendre le chaos. Certaines zones victimes ont été témoins des camions qui traversent leurs communautés pour se rendre dans d'autres.

Fig. 14 : Image d'une distribution à Port-Salut après le cyclone Mathieu



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

En Haïti, après des catastrophes, l'Etat n'est jamais en mesure d'assurer une redistribution équitable de l'aide. Dans ce contexte Weber (cité par Esteva, 2000) évoque le rôle central de l'Etat dans la gestion des choses de la cité. Les zones qui ont des élus d'un poids politique fort ont plus de chance de bénéficier l'aide humanitaire que celles dont leurs autorités locales n'ont pas de voix, d'où la loi du plus fort. Après le cyclone Mathieu, j'étais témoin auditif du dynamisme de certains élus du Sud, malgré les difficultés routières pour venir à Port-au-Prince dans les médias les plus écoutés pour signaler la gravité des dégâts de leurs zones, ou appeler dans ces médias pour alarmer l'Etat central et les acteurs humanitaires de la situation de leurs zones.

De ce fait, il est intéressant de comprendre la hiérarchie qui s'installe entre les autorités locales dans cet aspect et la question alarmiste. Plus les élus parlent forts et quotidiennement, plus ils auront la chance de trouver quelque chose pour leur zone ou du moins, s'il y a des élus qui ont du poids dans les zones et qui ont de l'influence ou des accointances politiques avec ceux qui sont proches des canaux de l'aide, ces zones-là bénéficieront. Dans le cas contraire, elles restent des marginalisées et des laisser-pour-compte.

Fig. 15 : Images de pillage des camions d'aide sur la route menant à Jérémie



Source : Journal Haïti Libre, 2016



Source : Gazette Haïti, 2021

Cela pourrait l'une des raisons expliquant le pillage de certains camions transportant l'aide humanitaire. De plus, il y a un proverbe créole qui traduit cette réalité : « *ou pa ka kay pè, pou w ap mouri san batize*, on ne peut pas habiter chez un prêtre et mourir sans recevoir le baptême ». Au-delà des questions de sécurité, le pillage des camions par les gens traduirait la mauvaise répartition de l'aide dans les zones affectées par les catastrophes naturelles. En 2016, des camions de convoi d'aides ont été pillés sur la route nationale 2 au niveau de Port-Salut (Enquête de terrain, 2017). A Jérémie, des résidents ont érigés, près de la base des Nations Unies, une barricade de troncs arbres, forçant un convoi humanitaire de 3 camions à s'arrêter, les casques bleus ont dû quitter leur véhicule se protégeant de la fureur de la population avec leur boucliers anti-émeute⁶¹. Le 20 août 2021, l'organisation non gouvernementale « Food for the Poor » a annoncé que ses 4 camions remplis d'assistance humanitaire ont été pillés par des individus non identifiés sur la route nationale 7 devant le Commissariat de Duchity, un autre entre Camp-Perrin et Dichit, et l'autre à Rivière Glace⁶².

⁶¹ Haïti - FLASH : La population affamée attaque des camions d'aide humanitaire, 13 Octobre 2016. Disponible sur : <https://www.haitilibre.com/article-18914-haiti-flash-la-population-affamee-attaque-des-camions-d-aide-humanitaire.html>.

⁶² Gazette Haiti : Quatre camions d'aide de Food for the Poor à destination du Sud et de la Grand'Anse pillés, 20 août 2021. Disponible sur : <https://www.gazettehaiti.com/node/4558>.

II. L'aide internationale à Port-Salut ou clientélisme ?

L'exploration de la dimension propagandiste de l'aide, son caractère infantilisant (Louis, 2010) et sa dimension désordonnée propose un cadre pour parcourir le jugement de valeur et la discrimination sociale (Berreman, 1994) engendrés par l'aide. Outre cela, l'aide peut-elle s'avérer comme un instrument favorisant la politique clientéliste (Jean-François, 2000), la division géographique, la question d'accessibilité et de proximité sociale ? Dahou (2003), a réalisé au Sénégal une analyse sur comment les fonds injectés par l'aide sont utilisés au niveau local pour consolider les pouvoirs sociaux et politiques. Ainsi, les leaders, grâce à leur action au sein de l'ONG qui leur a favorisé l'acquisition d'influence, ont accédé à des postes de conseillers ruraux au sein des collectivités locales.

Dans ce cas, l'aide par le canal des ONGs constituerait une ascension sociale dans l'arène politique pour les leaders locaux. Pour Jean-François (2007), dans son analyse sur le dynamique existant entre les acteurs locaux et l'aide, explique que ces derniers, en plus de leur fonction antérieure de mobilisation de l'aide publique au développement, les hommes politiques et fonctionnaires participent à la mobilisation de l'aide au développement véhiculée par les ONG. Ces hommes publics jouaient déjà un rôle de « courtiers en développement » à titre public. Ils exercent maintenant à titre privé un rôle d'intermédiaire entre les donateurs et les bénéficiaires. Ils sont devenus des « courtiers locaux en développement ». L'apparition de cette catégorie d'intermédiaires correspond donc, non seulement à l'émergence de nouveaux acteurs, mais aussi à la transformation du rôle d'anciens acteurs. Par « courtiers locaux en développement », Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan entendent :

« des acteurs implantés dans un arène locale (dans laquelle ils jouent un rôle politique plus ou moins direct), qui servent d'intermédiaires pour drainer des ressources extérieures relevant de l'aide au développement. Porteurs sociaux des projets, ils assurent l'interface. Ils sont censés exprimer les besoins de la population locale. Ils sont les personnages clés de l'irrésistible quête de projets menés dans les villages africains » (Jean-François, 2007 : 7).

2.1. Aide, division géographique ou accessibilité ?

Fig.16 : Image d'une zone rurale à Port-Salut



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

L'aide et la politique locale ont engendré une division physique et géographique résumé en deux pôles conceptuels : «, *zòn pa m, moun pa m* ; ma zone et ma population », traduit par « chaque leader-clef a une limite zonale », « chaque bourrique braie dans son pâturage, chaque coq est roi dans sa basse-cour ». Un jeune d'une trentaine d'années racontait son expérience :

« Quand l'aide arrive le maire la prend et l'achemine vers sa zone. De plus, les coupons ont été distribués sur la base de « *zanmitay* », d'amitié ou de connaissances. Si la personne reçoit une centaine de coupons, la tendance est de les distribuer à 100 personnes les plus proches. Ou du moins, quelqu'un qui est proche de la personne en chef l'avise de ne pas l'oublier, et le chef lui envoie des coupons ».

Un autre participant a fait remarquer la mauvaise gestion de l'aide et sa qualité insuffisante :

« Il n'existe pas une gestion de l'aide. Je prends un exemple, un camion est venu ici, et donne aux victimes 5 feuilles de tôles qui ne peuvent même pas couvrir une latrine. A ce moment, on incite les gens à vendre ces 5 feuilles de tôles ».

Ce comportement qui existe au niveau de l'aide peut être comprise. Ce même participant a fait savoir que :

« La quantité de coupons est disproportionnelle par rapport à la population, à ce moment-là, il faudrait faire un tirage au sort, mais ça n'a été pas le cas, et je reconnais aussi que « *menm nan lanfè gen moun pa* », même dans l'enfer, il existe de la partisanerie ».

Fig.17 : Image des gens qui rentraient chez eux après une distribution⁶³ au centre-ville.



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Si certains critiquent la partisanerie et cette politique clientéliste existante dans la commune, pour d'autres c'est quelque chose plus moins acceptable, justifié par ce proverbe créole « *menm nan lanfè gen moun pa*, même dans l'enfer il existe de la partisanerie ». Plus loin, l'aide humanitaire se fonde sur la notion d'accessibilité routière et sur la capacité de se battre dans les files d'attente. Mais, le problème majeur dans la question de distribution de l'aide sont les infrastructures routières. Cette question d'accessibilité renvoie à la première priorité de la commune. Ce qui implique que ce problème routier placé au sommet de la pyramide des besoins cautionne les dérives survenues lors des distributions, la marginalisation, l'inégalité sociale et la discrimination. Cette marginalité inaccessible caractérise la dimension citadine de l'aide. En Haïti, le clivage entre « *moun lavil ak moun andeyò* », gens vivant en ville et gens vivant dans la paysannerie, a été toujours discriminant pour les gens en dehors. Et l'aide a renforcé cette tendance discriminatoire. Un participant a exposé son point de vue :

« Quand arrive le véhicule, il devrait se rendre à la deuxième section, mais il n'y pas de routes. De ce fait, l'aide est obligée d'être distribuée au centre-ville. A ce moment, même si les gens des autres sections vont bénéficier mais ceux du centre-ville vont bénéficier davantage, à chaque distribution un groupe s'intègre. Pour moi, cela n'a pas été très bon dans la gestion de l'aide ».

⁶³ Cette image explique une réalité dans les formes de distribution quelquefois genrée en Haïti. Après le 12 janvier 2010, dans mon quartier, les acteurs humanitaires donnaient de l'aide seulement aux femmes, elles estiment être moins belligérantes dans les files d'attente que les hommes. Cette photo de Port-Salut pourrait ressembler à un cas pareil, les femmes reçoivent l'aide, mais les hommes l'acheminent à la maison (voir la fig. 14 pour comparaison). L'autre explication qu'un employé a fournie, c'est que ce sont les femmes qui sont responsables de l'alimentation dans le foyer, mais certains hommes ont tendance à vendre ce qu'ils reçoivent.

Un autre participant qui habite dans les hauteurs de la commune a souligné le caractère deshumanisant de l'aide :

« Au début, la distribution se faisait quasiment chaque jour, dès fois le rythme variait aussi. Mais, cela arrive que pendant une semaine, je faisais du va-et-vient, payer des taxis pour me rendre à la mairie, et ne rien trouver. Et, quand je l'ai trouvé enfin, après je fais un calcul de l'argent dépensé pour venir recevoir un sac de riz et un gallon d'huile, c'est triste. ».

2.2. Aide : un moyen d'ascension sociale et de pré-campagne politique ?

L'ascension sociale, découle du paramètre propagandiste et populiste de l'aide. Dans ce cas, il signifierait qu'un citoyen ou une citoyenne dans une communauté peut devenir un leader à partir d'une occasion et des actions posées dans la communauté. Dans cette situation post-humanitaire, je me réfère dans un premier temps aux jeunes leaders émergents, des citoyens et citoyennes qui par leur dynamisme ont été catégorisés comme des leaders par leur communauté pour les activités entreprises durant la période humanitaire. Dans un second temps, cela se réfère aussi aux autorités locales qui ont favorisé la venue de l'aide dans leur communauté par leur dynamique, leur accointance politique, leur capital social et symbolique, ou leur sonnette d'alarme. Mais, cette mobilité sociale donne à ces acteurs locaux une sorte de visibilité qui pourrait jouer en leur faveur au cas où ils auraient des ambitions plus poussées en politique décisionnelle. Une autorité locale a expliqué :

« Pour les autorités locales, la popularité est comme une forme de visibilité. Si elles sont dépourvues de visibilité durant une telle période, elles ne pourraient pas être réélus aux élections. Elles vont chercher quoi, si elles n'avaient rien fait. A titre d'exemple, j'avais entrepris des démarches pour la construction de ce pont que tu vois là (un projet financé par l'Etat Haïtien avec l'argent disponible dans le budget national pour les collectivités). Je n'ai pas dépensé mon argent, j'avais fait uniquement des démarches, tu sais, il y a des gens qui disent : même si tu ne fais rien de plus, même si ton mandat a pris fin, au moins tu as favorisé la construction de ce pont qui nous est grandement utile ».

Ce pont construit (image I dans l'annexe) avec le support de l'Etat haïtien n'est pas reconnu comme l'œuvre de l'Etat mais comme celui de cette autorité en question. C'est cette autorité qui a non seulement entrepris les démarches, et c'est probablement aussi une promesse de campagne. Cette assignation de ce pont à l'autorité locale est une question de proximité, en ce sens que la population locale connaît toutes les autorités de leurs sections. Le pont lie deux sections qui avant étaient séparées par une rivière. Quand celle-ci est en cru, elle limite la circulation entre les sections, et les gens devaient attendre que le niveau de l'eau baisse pour évacuer à leur occupation. A l'époque où j'étais sur le

terrain, un passage artisanal a été construit par la population locale. Sur des pierres entassées, ont été déposés des palmiers joints à l'horizontal. Ce pont artisanal permettait le passage des piétons et des motocyclettes, mais les véhicules devaient traverser la rivière. Quand, il pleut abondamment, la traverse est endommagée, à ce moment, les écoliers enlèvent leurs chaussures pour traverser et remettre les chaussures de l'autre côté de la rivière. Ou du moins les gens mettent des pierres plus moins plates facilitant les piétons sans se mouiller les pieds, mais les motos et les véhicules traversent directement les galettes.

Ainsi, l'ascension sociale constitue est atout majeur pour ceux qui veulent se porter candidats dans une communauté ou se faire réélire. En fait, la période électorale en Haïti est très complexe dans la mesure où elle est aussi clanique. Je me souviens que durant les dernières élections réalisées en 2016, j'habitais dans un quartier faisant partie d'une ville. Le candidat à la municipalité avait envoyé un véhicule avec une sonorisation bien équipée pour faire de la campagne dans le quartier. Un groupe de gens ont couru après le véhicule de campagne en lançant des propos comme ceux-ci : « allez-vous-en ailleurs, le maire n'a jamais rien fait pour le quartier, qu'il aille mener sa campagne là où il a l'habitude de faire ». Ceci expliquerait l'aspect sectoriel de la campagne et l'enjeu de la limite d'action des élus. La population de Port-Salut s'en aperçoit intelligemment de cette face cachée des campagnes pré-électorales. Certains se sont plaints des comportements des candidats après les élections et décrivent la situation ainsi :

« Durant les périodes électorales, certains candidats ont un téléphone ou un cahier qui contient tous les contacts des leaders. Mais après avoir été élu, ils jettent cette *carte Sim*, car ils savent que l'Etat va leur donner une autre et un nouveau téléphone. Mais, ils sont intelligents, ils ne jettent pas le cahier, ils le cachent sous leur lit. Quand il y a de nouvelles élections, ils cherchent ce cahier et appellent les leaders pour leur dire qu'ils ne les avaient pas oubliés ».

Un autre participant a raconté que :

« Certains candidats, avant les élections, même si sommes « *anba raje* », dans le bois, ils cherchent à nous voir, ils nous serrent la main. Mais après avoir été élu, ils sont « *mawon* », ils fuient. Autre chose, certains candidats, avant les élections, ils sont très joignables au téléphone, mais au terme des élections, ils sont injoignables. S'ils veulent, ils nous appellent. Ce n'est pas facile de trouver un candidat élu avec qui avoir des relations. S'ils ne veulent pas, c'est son garde du corps qui va gérer cela. Dès fois, si on a besoin de l'élu, c'est son garde du corps qu'on verra, c'est lui qui s'occupera de ses appels ».

Il a été question aussi de chercher à savoir si l'aide peut être un instrument de campagne politique. Un participant a répondu mais avec une certaine réserve :

« Pour moi, oui, l'aide pourrait utilisée à des fins de campagne politique. Par exemple, si l'ONG a une accointance avec le candidat et c'est à l'approche des élections que le candidat fait venir l'aide dans la zone, c'est comme un moyen de donner au candidat la visibilité pour gagner. Il existe une relation entre les donateurs de l'aide et les politiciens, ces derniers peuvent toujours garder ses relations avec l'ONG afin de bénéficier constamment de l'aide, et de pouvoir être toujours actifs sur le terrain ».

Une participante se montrant plutôt suffisante à elle-même, critique certains candidats dont un ancien sénateur d'un parti politique :

« Après le cyclone Mathieu, un dénommé X, avait apporté un petit kit alimentaires contenant de petites bouteilles d'huile, moi je n'en avais pas besoin. Ce candidat délégait sa femme pour le représenter. Mes enfants qui vivaient à Port-au-Prince et aux Etats-Unis m'avaient envoyé de l'argent, et engageaient un véhicule rempli de provisions alimentaires pour partager avec ma famille et mes « *moun pa m* ».

2.3. Présence physique : symbole du leadership ou d'accroissement du capital symbolique ?

L'aide internationale apparaît comme un outil utilisé par les leaders politiques locaux dans l'extension de leur visibilité, de leur capital symbolique et politique. Ces images montrent respectivement deux cadres de figures différentes. La première image concerne l'ancien chef d'Etat, natif de Port-Salut en train de distribution de l'aide humanitaire. Ce leader charismatique du parti politique Lavalas, quand il était président avait commencé des projets de développement notamment dans sa zone (image en annexe), mais déchu du pouvoir par deux coups d'état en 1991 et en 2004, ces projets ont été inachevés, mais les indices y sont encore présents.

Fig.18 : Image de l'ancien président Aristide distribuant de l'aide après le cyclone.



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Fig.19 : Image d'un petit kiosque personnalisé portant le nom du dernier député de Port-Salut



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Cette deuxième image est une petite infrastructure, un petit kiosque servant de « stage » pour des festivités sur la plage. Elle a été construite grâce au support financier du député, puisque son nom y est grandement inscrit. Il n'est pas le seul à faire estamper son nom, il y a aussi au moins deux petits kiosques qui ont été construits dans la commune où le nom d'un ancien sénateur a été inscrit, et une place publique portant le nom de l'ancien président Jean Bertrand Aristide. Dans ce cas, le développement au lieu d'être un changement (Boltanski et al, 2009) englobant les actions humanitaires et les projets de développement, peut être considéré plutôt comme des objets personnalisés.

2.4. Aide : politique de proximité ou rapprochement social ?

La notion de proximité joue un rôle très important dans la relation entre donateurs et bénéficiaires à Port-Salut. Si dans certaines zones, le nom d'une autorité est plus évoqué que dans les autres, cela signifierait que la pastorale de proximité de cette autorité a constitué un atout pour son rapprochement avec la population locale. Un participant a tenté d'expliquer pourquoi des noms sont plus cités que d'autres :

« Je crois que les autorités locales sont les Asec, Casec et les maires. Ce sont eux qui sont les plus proches du peuple, et l'Etat devrait tenir compte de cela, ce sont eux les représentants directs. Quel que soit les difficultés, les problèmes survenus dans la communauté, les gens vont s'adresser aux Asec, non pas même au maire. Les premiers secours sont les Asec ».

Les maires⁶⁴ sont au nombre de trois membres, qui peuvent provenir des zones différentes selon la tendance des votes. Par exemple, aux dernières élections, le cartel qui avait remporté était issu du Parti Haïtien *Tèt Kale* (PHTK). Le premier membre sortait de la cinquième section, le deuxième membre de la deuxième section (partie urbaine) et le 3^e membre, de la quatrième section (au centre). Subséquemment, ce participant parlait en fonction de l'autorité, la plus proche de la population. Dans certains cas, ça peut être les maires mais dans la majorité des cas, ce sont les Asec et Casec, parce qu'ils sont plus nombreux et répartis dans les localités et les centres des sections communales. Mais cette proximité a un enjeu majeur lequel constituerait une sorte de parti-pris pour la justice sociale dans la commune. Une autorité a fait remarquer :

« Chez le maire principal, les gens estiment que certaines activités ont été réalisées. Par exemple, s'il trouve une ONG, il la canalise chez lui. Mais certaines fois, c'est la diaspora qui s'organise. Mais, les gens des autres sections, dès qu'ils voient des activités se réaliser chez le maire, ils pensent que c'est son œuvre. Les gens attribuent tout ce qui se fait au maire. En plus c'est chez lui, c'est normal que les gens parlent beaucoup plus de lui. Quant à moi, ils ne donneront jamais une bonne note de moi, car ils habitent à proximité du maire ».

Dans ce cadre, il paraît que chaque autorité régente sa proximité. Et, en fonction de la manière dont cette proximité est gérée par l'autorité, les gens disent du bien d'elle ou pas. Cette politique de voisinage résumée par « *moun pa m, zòn pa m* » s'inscrit aussi dans une logique de redevabilité. Un homme a soutenu cette tendance partisane en racontant :

« Effectivement, c'est '*kolòn ki bat*' , colonne (clientèle) qui compte, c'est un slogan qui '*atè a*' , slogan très courant. Je ne sais pas si tu as entendu parler de ce mouvement. C'est ce qui explique à Port-Salut, le député d'un côté, et le maire de l'autre. Ceux qui font partie de la clientèle du député n'a pas de relation avec ceux du maire. Dans ce moment actuel, c'est '*kolòn ki bat*' dans cette politique qui existe ».

Cette stratégie partisane aurait-il rapport avec une question de visibilité recherchée par les autorités locales ? Un participant a donné son opinion là-dessus en prenant en exemple une autorité locale :

« Il est un politicien. Il va participer aux élections et a besoin d'être élu de nouveau. Pour lui donner cette visibilité, il faut que son nom soit cité et qu'on dit qu'il avait fait ceci, même si je n'ai rien vu. J'ai entendu dire qu'il favorisait à certaines personnes de bénéficier une petite maison. Ainsi, ce geste aussi

⁶⁴ La ville est dirigée par cartel de 3 membres obligatoirement composé de deux hommes et d'une femme, ainsi que le cartel des CASEC. Chacun des membres de ce cartel doivent provenir d'une section communale différente. Mais l'enjeu s'installe autour du maire principal qui peut être l'un ou l'autre. Cette première place dépend uniquement du candidat qui a obtenu le plus de vote.

prouve qu'il a pensé aux gens. Quand il y a élections, si je ne lui donne pas mon vote, quelqu'un d'autre va le lui donner. J'ai même entendu des gens dire, on va lui donner notre vote, étant donné que c'est ce profil-là que nous sommes en train de chercher ».

En janvier 2022, le professeur Schuller a été sur le terrain pour actualiser certaines données. Un Casec d'une section avait ajouté un autre aspect à la politique clientéliste, "zòn pa m" :

« J'admets à 90% cette hypothèse de "zòn pa m" et de "moun pa m". Mais avant, il faudrait regarder le conflit existant au sein du cartel de la mairie. Les deux maires-adjoints ne peuvent pas voyager pour participer à des formations, même dans la capitale du Sud, parce qu'ils ne recevront pas un "adoken", un centime pour les frais du voyage ».

Par conséquent, le fait de réaliser ou de favoriser de petites actions dans la commune constitue déjà un atout pour l'autorité, et a plus de chance de se faire réélire aux élections. Certains considèrent ces petites actions comme une lueur d'espoir et qu'un second mandat accordé à ces autorités leur permettrait de réaliser d'autres actions. Je suis certaine que c'est cette même lueur d'espoir qui pousse les gens à croire que les ONGs peuvent ou pourront faire quelque chose dans leurs sections, même s'ils ne les ont jamais vues, mais par le simple fait qu'ils entendent qu'elles avaient réalisées des choses ailleurs. Le pouvoir de l'espoir en Haïti est symboliquement très puissant, d'ailleurs, il y a un proverbe créole qui dit « *lespwa fè viv* », l'espoir permet de vivre.

III. Interventions de la Caritas et de l'UNOPS : entre « *senkant kòb ak degouden* » ?

Les notions de « visibilité et de proximité » permettent de comprendre les enjeux de l'aide. Je viens de montrer comme les acteurs locaux construisent leur capital social, symbolique et politique à partir de l'aide. Par ailleurs, il faut revenir au concept de développement vu comme la vision du progrès (Nisbet, 1986), et comme 'un ensemble particulier de politiques publiques conçues et financées de l'extérieur, mais mises en œuvre avec le concours d'acteurs internes' (Jean-Pierre , 2016) et que le but de l'APD consiste à créer tant au niveau national que mondial, un climat propice au développement et à l'élimination de la pauvreté par un partenariat entre les pays en développement et les pays développés, (Lahens,2014 :57-58). Pourtant, en analysant les actions des deux instances ayant resté plus longtemps dans la commune en rapport avec le développement,

j'ai fait appel à cette expression créole « *senkant kòb ak degouden* » pour décrire et analyser les enjeux qu'elles reflètent.

3.1. Aide et besoins de la commune : un regard critique

Fig.20 : Image du marché de poisson de Port-Salut endommagé après le cyclone



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

L'aide au développement insigne des projets de développement social, économique, durable, inclusif, intégré et participatif en tenant compte enjeux culturels. Cette aide a favorisé le décollage de certains de l'Asie, de l'Europe de l'est, de l'Amérique Latine, et de la Caraïbes. Pourtant, Haïti pourrait être considéré comme l'un des pays les plus aidés au monde, à titre d'exemple entre 2016 et 2019, de nombreuses instances ont intervenu à Port-Salut (tableaux présentés dans le chapitre 2). Malgré cela, en 2022, l'ordre des priorités de la commune demeurent encore : infrastructures routières, courant électrique et eau potable. Les infrastructures routières sont en première ligne : quand il pleut, les gens ne peuvent pas sortir de chez eux avec facilité et les activités dans les sections communales fonctionnent au ralenti. Les routes sont rocailleuses, boueuses et glissantes. Quand j'étais sur le terrain, les routes n'étant pas rassurantes, dans quelques endroits le chauffeur de taxi me demandait toujours de descendre et de marcher quelques mètres avant de le rejoindre plus loin, là où la route est moins dangereuse. A Anse-à Drick, le bastion de l'ancien président Jean Bertrand Aristide, des mètres de bétons ont été placés dans petite une partie de la route à une distance pas trop loin de la résidence privée de l'ex-président. Mais, les autres parties sont si rocailleuses qu'elles sont fouillées par le ruissèlement des pluies, glissantes dans des parties et boueuses dans quelques autres. Le même cadre figure est valable pour toutes les sections composant la commune.

Ceci démontre que les actions des instances internationales sont contraires aux besoins de la commune de Port-Salut, non seulement parce qu'elles sont ponctuelles et non coordonnées, mais aussi parce qu'elles résultent d'un deal et des comportements infantilisants des acteurs locaux. Une autorité locale a essayé d'expliquer cette affirmation :

« Comment refuser des projets qui ne sont pas cadrés avec les besoins de la commune aux yeux de cette population ? Si nous le faisons, les gens diront que nous sommes contre le développement dans la commune, nous courons après tous ceux qui viennent apporter le développement. De plus, les ONGs ont déjà l'approbation de l'Etat central pour exécuter leurs projets. Comment pourrions-nous les empêcher ? Avec ce dilemme, nous sommes obligés d'accepter tout ce que les ONGs nous livrent de leurs *djakout*, valises ».

Cet aspect fait appel au poids hégémonique qui fait que l'Etat haïtien soit obligé de tout accepter même si c'est contre l'intérêt du pays. Louis-juste (2009) a fortement critiqué l'Etat qui s'est associé à l'impérialisme au détriment de la nation haïtienne. Le syndrome de dépendance de l'Etat Haïtien vis-à-vis de l'aide internationale reflète le rapport de force déséquilibré. Toutefois, la centralisation des prises de décisions, la question de la non autonomie des communes, le manque de budget adéquat pour les collectivités territoriales sont aussi des facteurs liés à cette dépendance. Tout se décide à Port-au-Prince pour les collectivités et les autorités locales : les maires, casec, asec, sont traités en parents pauvres. Un casec a raconté l'ensemble des péripéties dont il a passées avant de rencontrer le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales. Cette concentration de pouvoir entre les mains des autorités de la capitale constitue un cancer majeur au développement des collectivités en dépit des autres problèmes internes et structurels.

3.2. Les interventions de Caritas de l'UNOPS et considérations générales

L'efficacité de l'aide résiderait dans sa capacité à promouvoir le développement social, humain, économique, participatif et intégral. Si l'aide a aidé certains pays de l'Europe, de l'Amérique Latine, de l'Asie à décoller, et sans oublier le Rwanda (Rahnema,1997). Il est intéressant de présenter quelques analyses, outre les faits structurels, qui expliquent ce non-décollage dans des pays comme Haiti, à partir des exemples des projets exécutés à Port-Salut. Cette réflexion s'inscrit dans une démarche critique des actions de la Caritas et de l'UNOPS.

Un pays ou une communauté ne peut pas atteindre le développement au sens progressif dans la croyance occidentale, (Rist, 1997) avec des projets non consistants et non durables dans les domaines infrastructurels, sociaux, économiques, sanitaires, et agricoles ; et le non-investissement dans l'éducation, l'industrialisation, la technologie et la science. Haïti est un Etat indépendant mais sous l'emprise de la communauté internationale qui ne fait que décider de son destin, en plus d'une oligarchie désintéressée dans le réinvestissement. En analysant les projets de Caritas et de l'Unops, il est à souligner qu'ils peuvent être catégorisés dans des projets non cadrés et de petits projets traditionnels.

Dans un premier temps, il y a la Caritas qui réalise des projets dans le domaine de l'agriculture, l'élevage et l'aide humanitaire au niveau d'une section communale. En ce qui a trait aux projets agricole et élevage, certes les bénéficiaires se réjouissent parce qu'ils ont de nouvelles têtes de bétail ou de nouvelles cultures vivrières dans leurs jardins. Ceux qui étaient dépourvus, pouvaient au moins bénéficier de leurs premiers bétails. Quels sont les enjeux de ces projets ? Dans une logique de développement, je dirais que les gens de cette communauté bénéficiaire de ce projet, est mieux organisée, en de petites structures, une des conditions requises pour participer. La deuxième remarque c'est que la population de cette section mémorise Caritas, même si certains n'ont pas été parties prenantes des projets. Mais, je crois qu'un projet qui voudrait supporter l'agriculture et l'élevage, serait plus étendu, plus durable et non rotationnelle, par rapport aux objectifs de développement durable (ODD) qui fournissent un cadre à long terme de 17 objectifs « pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité ». Pourtant, ce projet paraît plus individuel que développemental.

Quant aux projets d'aide humanitaire après le cyclone Mathieu, les produits alimentaires distribués et les toitures des maisons réparées sont des actions ponctuelles. Imaginons que Haïti est un pays à risque et situé sur la trajectoire des cyclones. Après une catastrophe, cette ONG décide de reconstruire des toitures de maisons, alors que celles-ci resteront en définitive pour les gens, et il y aura toujours des catastrophes. Tout le monde se met d'accord sur l'urgence que ces gens ont pour pouvoir dormir sous un toit. Mais, les restaurer et savoir qu'elles ne résisteraient pas aux prochaines catastrophes, j'estime que c'est du « *lave men siye atè* : laver les mains et les essuyer par terre ; *bwote dlo nan panyen* : porter de l'eau dans le panier (confectionné avec des tresses de

bambou) ; *voye wòch nan lanmè* : jeter des pierres à la mer », du temps perdu et du gaspillage de capital.

L'Unops intervient dans un domaine prioritaire pour la section : les infrastructures routières, et la construction de petits ponts, mais à de faibles intensités. Les interventions de l'Unops sont des petits soulagements dans les maux auxquels la commune fait face. Pour la population de Port-Salut, outre le centre-ville, toutes les sections communales se plaignent du mauvais état des infrastructures routières. Les gens estiment que les routes sont le moteur de ce développement tant espéré. Certains disent souvent « *depi gen wout, rès bagay yo ap vini* » dès qu'il y a routes, les autres choses vont arriver. Les infrastructures routières faciliteraient mieux la communication et la circulation dans la commune, favoriseraient le transport et l'échange des produits, réduiraient les risques que les malades et les femmes enceintes meurent en chemin ; l'accessibilité aux camions de l'aide humanitaire à toutes les communautés touchées. A chaque fois que je vais dans une zone ou une localité différente, le chauffeur de taxi moto me disait toujours :

« Si je viens avec toi ici, durant deux semaines, cela me suffit déjà pour aller au garage réparer la moto. Le ressort va être dilaté et les caoutchoucs vont être abimés. A chaque fois que je revienne des sections avec toi, je dois faire des services dans la moto, les routes sont lassantes ».

Ceci dit, les projets de l'UNOPS sont loin de résoudre les problèmes de la commune. De plus, les projets de développement ne devraient pas être des projets intermittents, mais des projets à long terme sur une échelle de temps. L'Etat Haïtien, dès qu'il s'agit d'entreprendre des actions au bien-être de la population, les moyens manquent toujours. Je suis consciente que le pays n'a pas tous les moyens adéquats pour permettre à toutes les collectivités de démarrer. Mais, il y a de petites choses avec les moyens du bord, l'investissement local qui pourrait être fait. Comme dit le dicton haïtien « *Grès kochon an te ka kwit kochon : les graisses du porc pourraient favoriser sa cuisson*⁶⁵ », en encourageant les initiatives locales, en mettant en valeur les attractions touristiques et les transformer en des structures génératrices de revenus, en respectant les plans d'aménagement établis pour les collectivités. Malheureusement, l'Etat haïtien ne contrôle absolument rien. D'où, l'Etat a failli à ses fonctions régaliennes.

⁶⁵ Ce proverbe créole haïtien signifie qu'on peut utiliser les faibles moyens qu'on a pour réaliser ce qu'on veut. Cela signifie dans ce contexte que les communautés pourraient utiliser des ressources locales pour leur développement.

Fig.21 : Image de la route menant à la plage Pointe-Sable endommagée.



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Cependant, cette étude a permis de voir que le nombre d'instances qui ont intervenu à Port-Salut alors que les mêmes problèmes persistent. Cela implique que le capital investi n'a pas atterri. Ceci expliquerait fort bien que ces instances ne travaillent pas effectivement pour le développement mais pour leurs patrons, et qu'elles sont des sous-traitants (Olivier, 2018) programmés à des objectifs liés au néolibéralisme. Si l'APD ne favorise pas le développement, cela insinuerait que les projets de développement des instances internationales seraient dans ce cas, des « *manje gate, manje ranje*⁶⁶ : nourriture gâtée, nourriture piégée », qu'elles cherchent des endroits pour les déposer. Il n'est pas possible qu'un des pays les plus aidé au monde soit à ce niveau critique. De plus, ce sont des projets bidons (Victor, 2016), des projets « *ti koulout*⁶⁷, petit pénis ». A Port-Salut, la construction de la route nationale 2 par le gouvernement Taïwan en 2008 a favorisé la construction des hôtels. Outre ces derniers, la commune n'a quasiment aucune autre structure accompagnant ce développement touristique que l'Etat voulait instaurer.

⁶⁶ En Haïti, ces expressions désignent des aliments hors de consommation. Cependant, nourriture piégée peut aussi signifier une nourriture douteuse arrangée pour quelqu'un ou un animal spécifiquement. Par exemple, pour les rongeurs nuisibles, on utilise l'expression « *manje ranje, nourriture piégée* » dans le but de les mettre hors état de nuire.

⁶⁷ « *Ti koulout* », c'est une expression qui veut petit pénis en créole haïtien. Ainsi, l'organe reproducteur mâle est utilisé comme caractéristique pour désigner quelque chose qui est minable.

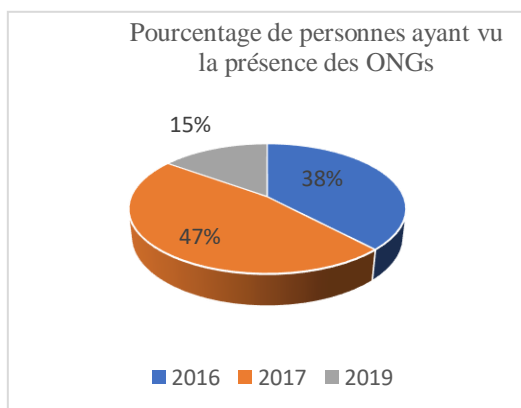
Fig.22 : Image des maisons endommagées dans l'entrée du centre-ville



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Il faut souligner que l'Etat haïtien de concert avec PNUD et d'autres instances internationales avaient réalisé des études en vue d'un plan d'aménagement à long terme jusqu'à 2031. Je suis en 2022, rien n'a été fait, et avec les crises socio-politiques actuelles, aucune collectivité n'est la priorité voire pour être aménagée. Autant que les crises demeurent, autant que ce sont les collectivités qui en paient le prix par l'isolement et l'oubli. Je sais que les documents sur les problématiques des collectivités territoriales en Haïti ne manquent pas, puisqu'une est le reflet des toutes les autres. En d'autres termes, les autorités locales et l'Etat connaissent les problèmes qui existent, mais ses priorités comme acteur clef, n'a jamais été le développement, si c'est le cas, c'est le développement utopique.

3.3. Quand l'aide internationale s'installe en dehors des actions de développement à Port-Salut : aide et attentes locales ?



Les institutions internationales, nationales et étatiques ayant exécutés des projets relevant de l'action humanitaire ou des projets de développement ont été nombreuses, et dans différents domaines en partenariat ou seules dès fois. Comme le montre ce graphe sur une centaine de personnes interviewées en 2016 seules 38% affirment avoir remarqué la

présence des ONGs contre 47% et 15% en 2019. Mais l'année 2017, a été spéciale avec le plus grand nombre par rapport aux années 2016 et 2019.

L'année 2017 était une conjoncture post-catastrophe et la période de faire voir des ONGs. Donc, le cyclone Mathieu passé en octobre 2016 suscitait cette présence imminente en 2017. En 2019, la présence a été réduite considérablement. Ainsi, dans le système de l'aide, l'immédiateté et la spontanéité paraissent plus importantes pour les acteurs. Au cours de cette dernière décennie, malgré les projections faites par le gouvernement, rien n'a été fait pour débiter dans un secteur. Pour une ville touristique, elle est loin de bénéficier des avantages touristiques adéquats et probants de ces instances ayant intervenu. Suivant toutes les données de l'enquête (2016, 2017 et 2019) et une actualisation en 2022 (Rapport de Schuller), la population locale est déçue, se sent exclue et ignorée dans les projets. Dans un dialogue de groupe, ce dernier estime que « les ONGs doivent collaborer avec les autorités locales et non faire un deal ». Cette déception et exclusion s'explique par le fait que les acteurs locaux ne sont pas au courant, n'ont pas été informés ; les autorités locales ne sont impliquées, et pensent qu'aucune enquête au préalable n'a été faite pour identifier les besoins de la zone visée.

Cependant dans une esquisse réalisée en 2013 par le gouvernement haïtien (Ciat, 2013), tous les problèmes de la commune ont été dressés et ce sont ces mêmes problèmes dont se plaignent encore les acteurs locaux. Ceci dit, je crois que les ONGs savent les procédures d'implémentation d'un projet dans une communauté ainsi que l'Etat haïtien, car dans le décret de 1989 tout a été défini. La grande question est pourquoi les interventions des ONGs ne sont pas cadrées avec les priorités des zones ? Cette question pourrait trouver des éléments de réponses dans l'analyse triangulaire entre ces trois acteurs.

IV. Analyse de la triangulation relationnelle entre les acteurs

Dans les sections précédentes, j'ai exposé comment l'aide est instrumentalisée. L'aide humanitaire a été un déboire et l'aide au développement une aide contraire aux besoins de la commune. Par sa dimension bipolaire, elle est devenue non pas des projections durables et de démarrage mais un facteur d'expansion du capital politique et symbolique. L'aide a généré un monde bipolaire entre les instances locales (visibilité, extension du capital politique) et pour les instances internationales (appréciation, confiance, pouvoir, gain de capitaux). De là, découle la perception de la population de l'Etat, des autorités locales, et des acteurs humanitaires. Pourtant, les actions humanitaires

dans la communauté créent une confusion dans l'imaginaire collectif sur la représentation de l'Etat, les instances internationales, et leur rôle respectif. Quelle est la nature de la relation intrinsèque et triangulaire existant entre ces trois acteurs : les instances internationales, les Autorités locales et le concept de développement ?

4.1. ONGs et Etat : une tendance à la suprématie des ONGs au détriment de l'Etat ?

Gremaud (2012) décrit la relation réversible existant l'Etat suisse et les ONG. Ces dernières agissent souvent comme agents de l'Etat dans la mise en place de l'aide publique au développement (APD). Ainsi, les ONGs peuvent être considérées comme des auxiliaires de l'Etat dans les limites qui leur sont accordées. Selon lui, la coopération financière et organisationnelle entre les deux unités, influence leur comportement. Le transfert des fonds et l'asymétrie informationnelle impliquent une relation principal-agent entre les ONG et le gouvernement, caractérisée par beaucoup de contrôle de la part du principal (l'Etat) et des efforts pour cacher des informations et agir dans son propre intérêt par l'agent (l'ONG). Pourtant, en Haïti, la présence des ONG dans tous les domaines d'intervention, qui relèvent d'ailleurs de la compétence de l'Etat, a été renforcée depuis les années 1990 (Schuller, 2007). Ce mode de coopération a été imposé par les organismes internationaux d'aide au développement qui préfèrent collaborer avec les ONG, à la place de l'Etat haïtien considéré comme corrompu. A cet effet, Louis (2018) cite Petras (et al 1999 : 195), lequel considère les ONG comme « un groupe de « néo-compradores » qui ne produit aucun bien utile au pays où ils opèrent mais dont le fonctionnement fournit des services aux pays donateurs, négociant la pauvreté locale contre des avantages personnels.

Mais, de nos jours, surtout dans les pays Sud, la majeure partie des financements est octroyée aux ONGs. Ceci suscite des interrogations mais les causes de ce choix résident dans le fait que les gouvernements étatiques de ces pays seraient corrompus. Cette attitude chez les donateurs signifierait-elle que « les ONGs sont plus aptes, compétentes et plus fiables pour dépenser ou justifier le capital ? ». Ce paradoxe engendre non pas une relation principal-agent mais un rapport de force controversé où l'Etat est vu comme le maillon faible et les ONG des substituts de l'Etat sur le terrain. Car, ces dernières ont plus de moyens disponibles et accessibles pour réaliser des projets qui relèvent des attributions de l'Etat. Taussig (1984) voit cet aspect par rapport à l'argent comme symbole de pouvoir d'achat. La population observe avec attention tout ce qui se

passé dans leur milieu. Selon, Crozier (et al, 1977) dans l'acteur et le système, « le changement est d'abord la transformation d'un système d'action, la mise en pratique de nouveaux rapports humains ». Alors que les ONGs superposent dans un sens l'Etat. Pourtant, théoriquement dans le décret de 1989 relatives aux ONGs, ces dernières devraient être des auxiliaires de l'Etat dans le développement. Mais dans la réalité, l'Etat est plutôt représenté dans l'imaginaire collectif comme « *pa fè anyen* : ne rien faire ; *pa itil* : pas utile ; *leta absan* : l'Etat absent ; et les ONGs sont vues comme « celles qui ont fait ou qui peuvent faire ».

La coopération suisse a construit un abri provisoire, un notable affirme : « J'apprécie le travail réalisé même si l'abri n'est pas grand, mais permettra de protéger une centaine de personnes au cas où il y aurait quelque chose ». Pourtant pour l'Etat haïtien, le notable a dit : « L'Etat n'a rien fait dans la zone, même un centre de santé qu'un ancien sénateur a proposé de construire, il l'a commencé, mais le sénateur n'est plus en fonction, l'Etat ne l'a pas achevé ». Cela implique que l'Etat haïtien n'investit pas et n'encourage pas non plus. Les privilégiés du budget national sont l'exécutif, la primature, le parlement, les directeurs généraux avec des frais supplémentaires pour toutes leurs caprices. Ces groupes sont de grands consommateurs de ressources, pour peu de résultats politiques. De ce fait, il est quasiment difficile pour l'Etat de soutenir les collectivités dans des projets de développement. Aussi, il est difficile de voir l'Etat haïtien de réaliser des projets avec les fonds propres du pays, si ce n'est que dans la majeure partie des cas qu'avec les fonds internationaux. Est-ce normal ou un fait exprès que l'Etat n'a pas les moyens adéquats quand il s'agit des actions publiques pour le bien-être collectif ? La dépendance viciée de l'Etat haïtien vis-à-vis de l'aide internationale ne s'inscrit-elle pas dans une stratégie de négociation ou d'imposition entre lui et l'international ?

4.2. Etat et Autorités locales : domination des Autorités locales par l'Etat ?

Chaque pays ou Etat a sa propre structure organisationnelle du territoire et les fonctions occupées pour la gestion de ce territoire est cadré par la loi. Les autorités locales selon modèle français correspondent à un schéma hiérarchique structuré. Ce dernier tourne autour du terme « collectivités territoriales ». Une collectivité territoriale⁶⁸ est une

⁶⁸ Qu'est-ce qu'une collectivité territoriale ou collectivité locale. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/fiches/19604-quest-ce-quune-collectivite-territoriale-ou-collectivite-locale>.

autorité publique distincte de l'État. Chaque collectivité (commune, département, région) est dotée d'un exécutif et d'une assemblée délibérante élue au suffrage universel. Elle exerce librement ses prérogatives en complément de l'action de l'État. La création de collectivités territoriales s'inscrit dans une démarche de décentralisation du pouvoir de décision de l'État. L'État transpose des compétences et des moyens (budget, personnel...) à des entités distinctes. C'est la loi qui détermine les compétences des collectivités territoriales, et non les collectivités elles-mêmes.

L'Etat en termes d'autorité est reconnue, mais en termes d'actions publiques est quasiment inexistante pour la population locale de Port-Salut. Cet Etat dont elle décante des autorités locales, est celui du gouvernement central figé dans la capitale qui concentre tout en son pouvoir. Comme je viens de décrire dans les lignes précédentes, légalement (constitution de 1987 amendée) Haïti est un pays décentralisé, et paradoxalement les collectivités sont complètement dépendantes du pouvoir central. Ainsi, à Port-Salut, les autorités locales ont une meilleure représentation sociale que l'Etat. Par rapport à la politique de proximité, les autorités locales surpassent l'Etat, car elles vivent dans la communauté, elles peuvent être sollicitées pour quel que soit le problème. Même si elles sont dépourvues de moyens adéquats (selon la perception locale) pour exercer des actions publiques dans leur environnement. La population locale en est consciente de cela. Les gens connaissent toutes les autorités qui sont dans leurs localités. Cette familiarisation permet aux autorités de combler au moins vide que l'Etat n'arrivera à combler tant qu'il continue avec cette politique absentéiste. Même les enfants d'une localité savent où habitent un Asec ou un Casec de sa communauté. En Haïti, la proximité a une importance capitale, en ce sens que la structure familiale traditionnelle était le *lakou (la cour)* dominée par l'ancêtre le plus âgé de la famille (Moral,1978). Avec cette structure, il est plus facile d'identifier qui est de quelle famille. Ce système de connaissances interconnectées favorise la proximité, la solidarité, l'entraide et autres.

Par ailleurs, la relation entre l'Etat et les autorités peut être aussi analysée par ce fossé de proximité. Etant donné que la constitution haïtienne favorise l'existence de ces autorités locales (Maires, Délégués de ville, Casec et Asec), je dirais qu'elle existe pour empêcher qu'il y ait un vide institutionnel, mais en réalité ne remplissent pas les missions écrites par la constitution amendée de 1987 amendée en 2011. De plus, les pouvoirs de l'Etat se concentre à Port-au-Prince et toutes les décisions sortent de là pour les collectivités. Une autorité locale qui par hasard voudrait réaliser un projet dans sa section

ou zone devrait faire des va-et-vient entre Port-au-Prince et Port-Salut, pour que le projet soit approuvé et rencontrer le Ministre de l'Intérieur et des collectivités territoriales. Par contre, si elle est en accord avec le député de la commune ou un Sénateur du département, ces derniers peuvent eux aussi s'ils ont un poids politique ou de l'accointance avec le Ministre de l'intérieur, permettre que le projet traîne moins.

Cette attitude de l'Etat constitue une forme d'infantilisation et de discrimination à l'égard des autorités locales considérées comme des marginales alors qu'elles ont une grande responsabilité, mais sont les plus exclues. Ce qui crée un espace politique divisé en deux pôles : l'espace des grands "*palto*⁶⁹ (*les gens à grandes costumes*)" et celui des petites autorités. Cette distanciation sociale politique instaurée au sein de l'Etat entre les différentes structures étatiques constituent un handicap majeur pour les collectivités. Dans les communes, il existe toujours un fossé non seulement les autorités locales elles-mêmes mais aussi entre le député ou le sénateur et les maires surtout si elles sont issues de partis politiques différents. A ce moment, chaque bourrique braie son pâturage. A Port-Salut, cela a été un dilemme, le député est membre d'un parti plus ancien (Lavalas) et le maire d'un parti jeune (PHTK). Il n'y a pas eu de coordination, et le député fait le travail du maire (percée de routes dans quelques zones dans sa limite géopolitique).

De plus, l'Etat ne favorise pas le développement et n'encourage pas normativement les autorités locales. Une autorité ayant voulu réaliser un pont dans sa section a raconté son expérience dans une perspective de projet à réaliser :

« Laisse-moi te raconter, j'avais déposé un projet au Ministère de la planification et de la coopération externe, il y a longtemps de cela. Mais, il y avait un fonds d'un million de gourdes qui devrait être octroyé à chaque Casec. Ce fonds devrait permettre aux Casec de réaliser de petites activités dans sa zone, mais l'Etat ne leur a jamais attribué ce fonds. Je m'étais dit que je m'en servais d'une partie pour boucher quelques trous de rats dans la section. Ainsi, j'avais écrit un petit projet sur ce fonds. Si tu regardes là-bas, tu verras une montagne qui s'appelle "*Sobali*" (nom de la montagne), vraiment en mauvais état, si quelqu'un est malade, un véhicule ne peut venir le chercher. Avec cet argent, je comptais faire une plaque de béton et déposer sur la partie la plus dangereuse, cela permettrait que des véhicules parviennent là-haut, et au cas il y aurait des malades, ils pourraient atteindre l'hôpital pour se faire soigner ».

Il a souligné aussi l'aspect partisan de ce fonds :

« Il y a des sections communales qui ont déjà bénéficié de ce fonds. Et pour le bénéficiaire, il faudrait avoir "*marraine et parrain*", il faut avoir député et sénateur derrière soi, qui peuvent aller le récupérer. Ceux d'ici ne le feront pas

⁶⁹ Les grands « palto » sont utilisés pour classer les autorités étatiques. Ils sont le symbole de pouvoir et d'autorité qui s'imposent par rapport aux composantes de la hiérarchie politique.

pour nous (Casec), ils ne nous accompagneront pas, c'est la raison pour laquelle jusqu'à présent nous n'avons pas encore bénéficié de ce fonds ».

Il a aussi expliqué les obstacles pour réaliser un projet local. Le projet envisagé n'est jamais celui réalisé, il va être modifié au cours de route, donc la montagne a accouché une souris. Comment le travail prévu n'a pas pu être réalisé ? Il a expliqué :

« Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales avait disposé 300 mille gourdes pour réaliser la construction du pont, mais la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif a requis que j'embauche une firme de construction sinon l'argent ne sera pas débloqué. Mais, la firme n'a fait que « *manje lajan an* », épuiser l'argent. Elle a réalisé quelque chose et récupéré l'argent, je ne suis pas satisfait. Cette réduction est la résultante des taxes prélevés par l'Etat qui s'élèvent à 12% du montant initial ».

La nature de relation entre l'Etat et les autorités locales paraît être la même que celle de l'Etat et des ONGs. L'Etat enferme les autorités locales dans leur carcan et fait d'elles que des comblées de vide institutionnel et non des auxiliaires de l'Etat dans le processus du développement et du bien-être collectif. En d'autres termes, l'Etat haïtien reproduit le modèle colonial dominant/dominé avec les autorités locales au lieu de les considérer comme des collaborateurs autonomes.

4.3.ONGIs : des organismes visibles et bienfaisants, et Autorités locales : des spectatrices de développement ?

Tous les rapports entre ces acteurs sont des rapports inégaux. Ceux entre les autorités et les ONGs peuvent être considérés comme des distanciations sociales aberrantes, où les ONGs superposent. D'un côté, il y a les ONGs qui peuvent faire, de l'autre les autorités locales dépourvues de moyens, et l'Etat inutile et absentéiste. Une autorité de section a déjà regretté d'avoir été CASEC car il se sentait échouer de n'avoir pas pu être la hauteur de sa tâche et ne pas pouvoir réaliser des projets de développements dans sa section comme il avait toujours rêvé :

« Je ne me sens pas fier d'avoir été dirigeant de ma section, à quoi ça sert d'être autorité si je n'arrive même pas à intervenir dans les besoins de la section, à regarder les gens souffrir ne pouvant rien faire ? Tu sais, quand tu es autorité, quand les gens ont des problèmes, ils s'adresseront à toi, et leur dire que tu ne peux rien faire, est une déception non seulement pour toi mais aussi pour la personne qui attend ton soutien. Dès fois, je fais des gestes dans mes propres fonds pour apaiser la honte ».

Je crois que les collectivités territoriales devraient être plus encadrées et plus autonomes. Après les catastrophes, elles doivent toujours attendre les décisions de Port-

au-Prince, alors que les gens vont frapper à leurs portes. Les premiers soutiens et l'organisation de l'aide devraient être des autorités car elles sont les plus proches et connaissent les localités. Mais l'inverse est fait, ce sont les ONGs qui apportent les premiers secours et la mauvaise coordination fait que les ONGs passent pour être des « Messie ». Un participant a essayé d'être en faveur des autorités locales traitées en parents pauvres par le gouvernement central : « Les autorités n'ont rien en leur possession. Je pouvais les blâmer si j'avais remarqué qu'elles avaient quelque chose en main et ne vouloir rien faire, mais moi je ne vois rien ». En revanche, les ONGs sont des capables, les autorités sont des dépourvues et l'Etat est un ''*kalewès* '', un négligeant. Cette perception entraîne un mépris pour l'Etat et les gens se tournent vers le surnaturel comme alternative, avec quoi le changement peut être possible.

4.4.Quand le lendemain de la population n'est plus prévu avec l'Etat

Les notions de croyance et de confiance ont été des aspects évidents dans les enquêtes de terrain réalisées à Port-Salut. La notion de croyance renvoie à la religion, certains croient qu'il y a un Dieu qui fait des miracles. Et les miracles c'est qu'ils espèrent quotidiennement. Ce n'est pas sans raison que les assemblées où il y a des prières charismatiques, des jeunes sont si bondées de monde. Les gens désespérés, dépourvus se retournent vers l'Eglise comme lieu de refuge, en espérant de trouver une solution à leurs problèmes socio-économiques. Quant à la notion de confiance, elle se construit sur un ensemble de faits et d'expériences personnels vécus par l'individu avec Dieu par rapport à ses attentes. Cette dimension permet de comprendre que certains préfèrent de croire dans une force invisible ou faire confiance à cette force. D'où l'invisibilité a plus de poids que le réel. Cette comparaison résulte de l'imaginaire collectif qui espère que leur communauté sera meilleure mais avec l'aide de cette force divine.

L'image suivante traduit le niveau de religiosité de certains. Après, le cyclone Mathieu, dans un temple où le toit a été détruit, certains viennent prier pour demander à Dieu faveur, grâce et force de se relever. Les mains tendues est un signe de demande et d'abandon à la puissance divine, qu'ils croient capable de leur sortir de leur détresse. Donc, cette attitude méprisante de la population locale pour l'Etat haïtien est une forme de réciprocité donnée à l'Etat pour son absence permanente dans la commune en termes d'actions publiques en relation aux besoins. Un notable âgé d'une soixante d'années m'a dit : « Ma fille, je suis plus âgé que toi, je peux te dire, et tu peux ne pas me croire si tu

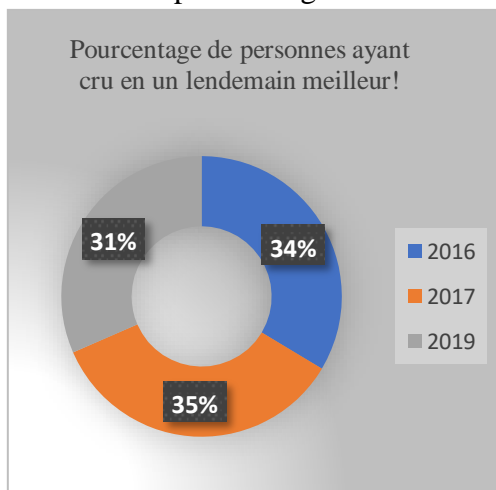
veux, il n'a jamais eu d'Etat qui a fait quoique ce soit pour le pays, voire pour nous autres ici à Port-Salut ».

Fig.23 : Image des gens dans une église endommagée qui priaient après le cyclone



Source: Rodrigo Arangua/Afp Via Getty Images, 2016

Et, depuis quelques temps, une grande incertitude plane dans le pays occasionnant une vague migratoire à destination de la République Dominicaine, du Chili et du Brésil et autres. Alors que les ONGs, l'Etat, les autorités locales et la société civile sont présentes sur le terrain. Dans la commune, la population locale espère bien dans un lendemain meilleur. Le pourcentage a baissé en 2019, cela peut être dû à une lueur de changement



après le cyclone mais qui n'a pas eu lieu. D'où un espoir décevant. Il faut souligner deux aspects résultant de cette espérance : le premier a rapport avec le niveau de religiosité des gens. Ils croient en un Dieu qu'il n'a jamais vu mais entendu parler ou lu dans bible. Si le peuple Israël s'était libéré de l'esclavage en Egypte, Moïse a fendu la mer rouge par la puissance divine en deux pour laisser le peuple d'Israël, ils se confient en

ce même Dieu qui changera leur situation, le pays aussi. Le second aspect concerne leur niveau de résilience qui se lie avec un proverbe créole « *toutotan tèt pa koupe, espere l ap mete chapo*: tant que la tête n'est pas encore coupée, elle peut espérer de porter un chapeau ». Cette espérance en Dieu et dans un lendemain incertain fait des acteurs locaux

des résignés de leur sort. Ça implique une déresponsabilisation citoyenne et confie tout à Dieu. Une participante, très sûre d'elle, disait avec force et détermination :

« Je ne pourrais pas rejeter mon Bon Dieu, il permet ce laisser-aller, mais je sais qu'il y aura justice un jour. Quand même avec Jésus, il va y avoir un changement. Ce changement sera possible, parce que le Bondieu ne laisserait pas le pays s'en aller ainsi, il doit donner un coup d'œil de toutes les façons ».

Ce désintéressement pour la responsabilité citoyenne découle aussi de la qualité de la politique exercée dans le pays, laquelle n'a pas apporté du fruit. Certains évoquent aussi un désintéressement pour les élections qui pour eux est une sorte de découragement. Un participant raconte :

« Les gens sont découragés et fatigués de voter, et ne rien bénéficier en retour. Moi, je dois avoir ma carte d'identification nationale⁷⁰ pour des raisons personnelles, mais pas pour les élections. Déjà pour les prochaines élections, je ne participerai pas, ma femme n'est pas comptée, mon voisin dit qu'il n'ira pas, et tant d'autres maisons qui disent qu'on n'a pas besoin d'organiser des élections si c'est pour eux ».

Cette abnégation a comme base une violation de confiance et du comportement « de bien rare » des candidats après avoir été élu. Dans la culture haïtienne, s'absenter ou se faire rare peut être considéré comme synonyme d'abandon, de coupure des liens sociaux. Un participant a fait remarquer que :

« Lors des périodes électorales, les candidats, donnent leur numéro de téléphone ; certains ont des voitures de vitres teintées et ceux qui n'en ont pas, s'ils vous voient dans la rue en sueur (*Swe kou pitit Bouki*, en sueur comme un fils de Bouki), ils vous serrent la main, vous donnent du « woulib ». Mais, après les élections, c'est le contraire, les rencontrer au cours du chemin, ils vous donnent de la poussière ».

Pour une femme, ce comportement égoïste et ingrat est un manque de respect pour le peuple. Elle estime que les candidats élus n'ont plus besoin du peuple pour leur donner mille gourdes pour les voter. Mais estime que c'est un devoir de voter, c'est du respect pour sa nationalité, l'Etat doit respecter les gens. Pour une autre, le peuple commence à être conscient et refuse de voter parce qu'il n'a pas trouvé du succès auprès des élus mais de l'ingratitude. Ainsi, elle n'a pas caché son inquiétude face aux prix des produits de première nécessité qui ne cesse d'augmenter en 2019 :

« Regarde, ce que nous traversons là maintenant, la vie est chère, il faudrait 85 gourdes pour un dollar américain. Maintenant, c'est nous, les *malerèz*, qui sommes en train de payer les conséquences, les *malerèz* paient les conséquences. Nous sommes vraiment découragés, beaucoup d'entre vont

⁷⁰ C'est l'une des pièces d'identité que les gens appellent couramment « carte électorale », la seule pièce d'identité permettant aux citoyens haïtiens de voter lors des élections dans le pays.

bouder les élections, parce qu'après avoir voté c'est un coup de fouet, un coup de marteau que nous avons reçu pour notre vote, nous n'avons rien bénéficié. Aucun prix des produits n'est à la baisse, tout est à la hausse (tout *bagay monte bwa*), les malerèz ne peuvent pas survivre ».

Une autre participante affirme que la population commence à se réveiller sur la question de donner leur vote :

« Je crois que beaucoup commencent à être conscients parce nous avons pris beaucoup de '*brimad*'. Quand nous votons, nous pensons que notre affaire deviendra meilleure, mais pourtant après elle ne fait qu'empirer. Des fois, le peuple se fâché contre certains élus, qui sont animés par un manque de volonté, même si je reconnais que certains ne peuvent pas faire. Aussi, certains sont des vicieux ».

Un autre participant a donné son point de vue :

« Les gens commencent à comprendre les choses, et ne croient pas dans des partis politiques, ni au vote. Mais les candidats encouragent toujours les gens en disant : 'si tu ne votes pas, on votera pour toi '. Moi, j'admets que je peux être déçu à chaque fois, mais à chaque vote les gens doivent se rappeler c'est parce qu'ils veulent changement ».

Par ailleurs, ce volet de l'anthropologie politique que cette étude a permis d'explorer, est d'une importance capitale pour analyser la perception de la question électorale en Haïti. A rappeler que les élections est un système permettant de renouveler le personnel politique, et que les citoyens devraient être enthousiastes de participer à ce renouvellement. Pourtant certains citoyens estiment que c'est une perte de temps d'aller voter. Dans ce cas, pour eux, voter est non seulement un devoir mais aussi est synonyme de changement ou d'amélioration. Ce mépris face à ce devoir crucial doit susciter de nombreuses inquiétudes au niveau de l'Etat mais je ne crois pas qu'il se soucie de cette grande interrogation. Pourquoi la participation citoyenne aux élections baisse-t-elle durant ces dernières décennies ? Lors des élections de 2016 en Haïti sur 6,2 millions d'électeurs haïtiens attendus, seuls 21 % ont voté. Et, 590,927 votes pour le défunt président Jovenel Moïse, qui était élu avec 55.60% des voix, (Journal Haïti libre, 2016).

En fin de compte, ce dernier chapitre tentait de présenter et d'analyser les différents aspects découlant de l'aide. Au lieu de favoriser le développement, elle a favorisé de préférence un ensemble d'enjeux socio-politiques et symboliques. Il a été question de comparer les actions humanitaires et de développement de deux acteurs internationaux ayant resté plus longtemps dans la commune, et dans une perspective critique, je qualifie leurs actions de '*senkant kòb ak degouden*'.

Conclusion et considérations générales

En guise de conclusion, je dirais que l'aide est un champ complexe qui suscite de multiples enjeux d'ordre économique, sociologique, anthropologique et autres. Dans l'analyse exposée tout au long de ce travail de recherche, un flux de vocabulaires découle du système de l'aide : compétition, domination, impérialisme, néo-libéralisme, assistance mortelle, mobilité sociale, visibilité et marketing, clientélisme, *zòn pa m/moun pa m*, exclusion sociale, discrimination, médiation, échec, infantilisation, etc. Ce champ dialectique a favorisé la confrontation indirecte des acteurs autour d'un concept clé qui est le développement. En effet, l'étude de cas de Port-Salut est une critique par rapport à l'instrumentalisation politique de l'aide internationale au détriment d'une population souffrante, désespérée en attente d'un mieux-être idéaliste. Pourtant, en définissant ses priorités, elle se montre consciente des problématiques de son environnement en termes de services sociaux de base : infrastructures routières, électricité, eau potable ; en plus des infrastructures sanitaires, des écoles professionnelles, du travail, etc.

Par rapport à ces problèmes qui affectent le bien-être de la communauté, certains estiment que les ONGs ne travaillent pas à long terme, et n'ont pas fait d'impact parce que l'Etat est inexistant et ne joue pas son rôle ; et également atterrissent avec une vision préméditée qui ne tient pas compte de la réalité du terrain. De plus, elles n'ont aucun compte à rendre à l'Etat haïtien. Cette analyse de la population locale montre qu'elle comprend quand bien même la relation qui devait exister entre l'Etat, les ONGs et les Autorités locales. De ce fait, je ne saurais omettre les points de vue de cette population qui estime que ces trois instances, les associations et la population toute entière doivent être impliquées dans une synergie pour harmoniser les actions de développement.

La première catégorie contient les recommandations formulées pour les ONGs comme acteur détenant le capital qui devraient : réaliser une série de projets alternatifs ; discuter avec les conseils et les organisations locales lorsqu'ils ont des projets pour la région ; se renseigner sur les besoins de la commune et intervenir directement sur ces besoins ; collaborer avec les associations, et les autorités locales sur des projets durables pour changer la configuration physique de Port-Salut ; recruter des agents, des leaders communautaires, et les former sur le secourisme ; en cas de désastres, canaliser l'aide vers la mairie pour la distribution car elle connaît mieux la population et la commune ; tiennent leurs promesses (pour celles qui ont donné de l'espoir à la population, mais après

elles se sont s'effacées) ; collaborer avec les autorités locales, non faire un deal ; fournir des informations à la population.

La deuxième catégorie de conseils concerne les tâches que les autorités locales doivent remplir : définir un plan d'urbanisation de la ville où les infrastructures de base seront prioritaires; être des hommes forts dans la prise de décision pour la commune ; repenser leur comportement (de *koukouy* :*luciole* et de *Krab*⁷¹ : *crabe*) ; faire équipe et collaborer pour faire évoluer la commune; s'asseoir avec la population pour dialoguer ; en cas de catastrophe naturelle, distribuer l'aide afin que tout le monde puisse en bénéficier ; établir un plan de distribution, pour que l'aide ne soit pas distribuée en une seule fois.

Quant à l'Etat considéré comme pilier central dans ce système, il doit : avoir un plan de reconstruction et de reboisement pour la commune ; construire des abris temporaires avec toutes les infrastructures nécessaires pour répondre aux catastrophes naturelles dans un espace sécuritaire ; aménager la route menant à la plage Pointe-Sable ; interdire la reconstruction à proximité de la mer; prendre ses responsabilités après les catastrophes; doter la commune d'un système d'irrigation ; sensibiliser les gens sur les nouvelles formes de construction para-cyclonique et parasismique ; réagir rapidement après les éventuelles catastrophes ; connaître les forces et les faiblesses de chaque coin et recoin du pays ; organiser et ordonner l'aide ; avoir un projet à long terme pour le Grand Sud ; créer un programme social pour aider les plus vulnérables; faire sentir sa présence comme l'exige la constitution dans tous les coins du pays ; et jouer son rôle.

En dépit de tout, ce travail a permis de comprendre les diverses crises et catastrophes récurrentes qui fragilise le pays. Mais ceci ne peut être considéré comme une fatalité pour expliquer l'échec de l'aide puisque le Chili, certains pays ou états de la Caraïbes, de l'Asie et de l'Afrique sont aussi vulnérables aux phénomènes naturels. Mais les contextes post-catastrophes sont très intéressants dans la mesure où ils permettent de saisir la dynamique cyclique et répétitive présente dans le système de l'aide humanitaire en faveur d'Haïti. Les mêmes scénarios se produisent après chaque catastrophe. Quant à

⁷¹ Le comportement de *koukouy* (*luciole*) em Haiti est considéré comme synonyme d'égoïsme. Mais dans ce cas, cela a rapport avec la politique clanique. Chaque leader intervient dans la limite de son territoire, de sa clientèle. Le comportement du *krab*(*crabe*) aussi est vu comme un ego. Observer les crabes dans un panier, chacun essaie de tirer l'autre vers le bas, car chaque crabe veut que ce soit lui qui sorte. Dans la réalité politique cela correspond à la visibilité que certains leaders et autorités cherchent à gagner individuellement au lieu de collaborer pour les causes de la commune.

l'aide au développement, encore les mêmes refrains, elle n'a pas encore favorisé le démarrage. Par rapport à ce constat, je formule un questionnement plutôt de nature moraliste : comment un bailleur de fonds ou un pays quelconque peut se mettre d'accord que l'aide qu'il donne soit dilapidé, gaspillé, gargoté et infructueux ? Même si je n'écarte pas la notion de l'endettement comme outil de déstabilisation du pays bénéficiaire, et aussi le retour de l'aide dans son pays hôte à travers les personnels techniques et la logistique. A l'heure actuelle, la question d'humanité surtout pour les pays comme Haïti est une notion superflue. L'aide pour le relèvement est une réalité dans d'autres pays, mais toujours une promesse pour Haïti.

Afin de parvenir à une bonne organisation et planification, notamment après une crise, je propose que ces instances travaillent ensemble dans le respect des frontières et des compétences de l'autre. Certes, dans la logique de la mondialisation, l'aide s'inscrit dans un cadre voilé de dépolitisation de l'État, de déresponsabilisation de la population, de création de dépendance et d'assistance, de corruption, d'instrument de visibilité, de politique populiste, de crises identitaires enroulées et de démenche culturelle. Dans ce cas, Gilles Carbonnier (2010) parle de l'une des critiques de la question de l'aide, qui est la critique néolibérale, et cite Peter Bauer qui a déjà écrit sur cette énigme. Oui, effectivement l'aide n'est pas gratuite, « *se ban m, ma ba w : donne-moi, et je te donne aussi* », c'est un échange réciproque. Koeba (2010) cite Nafiou, pour sa théorie sur l'aide publique, et également Rosenstein-Rodan pour ses travaux sur le « *big push* », qui montre l'importance théorique de l'aide aux économies nécessitant de financement. Il souligne que les capitaux étrangers doivent permettre aux pays pauvres de financer leurs investissements et d'achever ou de dépasser les étapes de décollage.

Dans le cas de Port-Salut, la construction de la nationale 2 a favorisé l'implantation des hôtels, pourtant en parallèle il devrait y avoir d'autres investissements dans les domaines sociaux et économiques, et le développement de la capacité de résilience de la commune. Les investissements les plus visibles sont dans les infrastructures touristiques localisées dans les limites de Pointe-Sable. Outre cela, il n'y a pas d'industrie de stockage et de transformation, pas d'école technique et professionnelle de qualité ni de banque. La zone est déclarée zone touristique, alors que seules les Cayes (capitale du département) possèdent des écoles hôtelières. La diaspora de Port-Salut investit beaucoup plus dans la construction de grandes maisons (bétons-blocs) ; les infrastructures de base sont précaires, et l'économie communale basée sur l'agriculture, la pêche et le tourisme, ne

sont pas assez organisés et structurés pour générer du capital. De plus, les recettes fiscales collectées dans la commune doivent être versées à la Direction Générale des Impôts (DGI) pour être inclus dans le budget national, puis l'État allouera une petite somme à la commune. Il n'y a pas de coordination entre les autorités locales et de limites dans leur attribution respective : le député joue le rôle du maire, les maires jouent le rôle des Casec et Asec, les délégués de ville jouent le rôle des maires. Certaines ONGs ne sont pas enregistrées dans les archives de la mairie et l'Etat est démissionnaire. Devant de tels faits, le développement ne saurait être des actions isolées mais un *package* coordonné et planifié sur un espace de temps.

C'est pourquoi Nurske (1953) mentionne, pour sa part, les risques, si l'aide a été déroutée. Dans ce sens, Hirschman (1964) pense que les pays doivent d'abord améliorer la qualité de leurs ressources humaines, car le but du développement public de l'aide est d'accompagner les pays en voie de développement dans leurs investissements publics. Quand ces capitaux extérieurs permettront-ils à Haïti de décoller ? Pour cela, Guy Bajoit (1990), dans son étude de la théorie du changement social, propose cinq modèles pour expliquer où se situe réellement le blocage du développement. Enfin, l'étude de CIAT en 2013, avait fait des projections pour le décollage de Port-Salut d'ici 2031. De plus, il existe un autre plan de développement conçu par le PADF depuis 2020. Et, en 2022 la communauté internationale promet de nouveau de reconstruire le grand Sud. Ainsi, à l'avenir une étude comparative sur l'analyse de l'aide promise après le 12 janvier 2010 pour la reconstruction de Port-au-Prince et celle promise en 2022 pour reconstruire le grand Sud après le tremblement de terre du 14 août 2021 ne s'avèrerait-elle pas pertinente pour l'analyse de nouveaux enjeux du développement ?

Somme toute, cette étude reflète une alerte aux acteurs internationaux et nationaux de repenser la dynamique de l'aide, leur politique inefficace et inefficente. Quant à l'Etat haïtien dont son symbolisme comme autorité morale et politique est en train de sombrer de jour en jour, il devrait réfléchir sur de nouvelles alternatives pour redonner confiance aux haïtiens surtout la population rurale, et cesser d'être complice pour se reconstruire en fonction des attributions qui lui sont assignées par la Constitution haïtienne de 1987. Le peuple *Ayisyen* en a assez ! A ce sujet, certains auteurs philanthropiques évoquent une autre catégorie d'ONGs nommées ONGs alternatives qui se donnent pour mission de contribuer au changement radical total. Regan (2018) dans son texte « ONG alternative, amie ou ennemie dans la lutte radicale ? », pense que ces nouvelles formes d'ONGs

travaillent dans l'éducation populaire et autres domaines qui se considèrent comme alternatifs. Ces ONGs alternatives rejoignent un peu la vision de Freire qui croit à l'éducation comme une forme de conscientisation et de liberté. Quel avenir pour de tel nouveau modèle paradigmatique en Haïti par rapport au niveau de férocité de l'impérialisme ?

Je termine ce travail de recherche par une réflexion critique sur la notion de l'aide en Haïti, '*Kabrit gade je mèt kay, avan li antre* : le cabri vérifie qui est le propriétaire de la maison avant d'entrer'. L'aide est préférentielle et partisane en termes de qualité et de quantité en fonction du pays bénéficiaire. D'où l'aspect discriminatoire de cette assistance mortelle donnée à Haïti, depuis plus d'un demi-siècle. Celle-ci donnée par compte-goutte et sans consistance est un moyen de tenir le peuple haïtien toujours assoiffée d'un développement utopique. Par conséquent, aujourd'hui, outre les facteurs socio-culturelles, l'haïtien est devenu de moins en moins exigeant envers l'Etat, lequel est le principal responsable de ses conditions malheureuses. D'un côté, il est émotionnel, s'ébahit et se laisse aller devant la spontanéité ; de l'autre côté, il se plaint de son sort, se résigne ou laisse le pays si ses moyens le permettent, et s'abandonnent à Dieu comme alternative ou source de consolation, d'espérance. Car son bonheur n'est pas ici-bas mais au ciel. Dans un tel contexte, l'Etat en soi s'estime heureux, je dirais, de s'être déchargé d'un grand fardeau à savoir la pression populaire. Parce qu'il laisse la voie aux ONGs pour compenser quelques petits maux dans le pays. Ainsi, elles sont plus libres pour agir comme bon leur semble, puisqu'elles n'ont pour adversaires que d'autres ONGs.

Face à un tel scénario, je suis contre ce mauvais traitement assigné aux populations locales considérées par les acteurs de l'aide comme des « j'approuve tout », des sans voix. Alors que c'est l'Etat haïtien qui est une marionnette aux mains de la communauté internationale. Que les organisations de la société civile humaniste prennent en main ses responsabilités de pouvoir civil dans le processus d'une provocation d'un changement radical pour le respect de la dignité du peuple haïtien en matière d'une réforme étatique et de nouvelles formes de coopération internationale.

Références bibliographiques

A.-R. Radcliffe-Brown. 1972. « Introduction », dans *Structure et fonction dans la société primitive*, Paris, Éditions de Minuit, pp. 40- 47. <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.raa.str>.

ALBERT O. Hirschman. 1998. « Deux livres et quelques souvenirs personnels » Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Bardos/2, no. 82|p. 475 à 479 ISSN 0180-8214 Article disponible à : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-1998-2-page-475.htm>.

ATLAS des menaces naturelles en Haïti, disponible sur le site : http://ciat.gouv.ht/sites/default/files/articles/files/ATLAS%20HAITI%20FRENCH%2005032017_LR.pdf.

BAJOIT, Guy. 1990. Pourquoi sont-ils si pauvres ? Cinq théories sur le mal développement. Disponible sur : <https://www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizonlocal/astm/152ttheo.html>.

BANQUE Mondiale. 2021. Haïti présentation, disponible sur le site : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview#1>.

BEAUBRUN, Ardoin. 1864 [1832]. *Géographie de l'île d'Haïti : Précédée du précis de la date des événements les plus remarquables de son histoire*. Port-au-Prince: T. Bouchereau.

BERREMAN, Gerald D. 1994. *Anthropology, Development and Public Policy*. Occasional Papers in Sociology and Anthropology, 4: 3-32.

BERSANI, A. E. 2015. “O (extra)ordinário da ajuda: histórias não contadas sobre desastre e generosidade na Grand'Anse, Haiti”. Dissertação de mestrado, IFCH-Unicamp, Campinas.

BOLTANSKI, Luc & CHIAPELLO, Ève. 2009. “Introdução Geral: o espírito do capitalismo e o papel da crítica. 1. O espírito do capitalismo.” In *O Novo Espírito do Capitalismo*. São Paulo : Martins Fontes. pp. 31-61.

BOURJOLLY, Jean-Marie. 2012. Où sommes-nous ? : Haïti Perspectives, v.1, n.2, p.75–78.

BRESIL-HAÏTI Programme de Coopération Sud-Sud. 2010. disponible sur le site : <http://repiica.iica.int/docs/B2173p/B2173p.pdf>.

BRONISLAW Malinowski. 1970. « La théorie fonctionnaliste de la culture », *Dynamique de l'évolution culturelle. Recherche sur les relations raciales en Afrique*, Paris, Payot, pp. 54-64.

CARBONNIER, Gilles. 2010. « L'Aide au développement une fois de plus sous le feu de la critique. » *International Development Policy* 1, pp: 141–147. <https://journals.openedition.org/poldev/122>.

CARITAS Haïti. Disponible sur : http://communication-caritashaiti.org/?page_id=2.

CARITAS Internationalis. Disponible sur : <https://www.caritas.org/qui-sommes-nous/?lang=fr>.

CHARLES S. Maier. 1998. « Du plan à la pratique : Contexte et conséquences du Plan Marshall » /2 no. 82| p. 471 à 474 ISSN 0180-8214. Article disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-1998-2-page-471.htm>.

CIAT et al. 2017. Atlas des menaces naturelles en Haïti, p.1. Disponible sur : http://ciat.gouv.ht/sites/default/files/articles/files/ATLAS%20HAITI%20FRENCH%2005032017_LR.pdf.

COMITE Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT). Atlas des menaces naturelles en Haïti, disponible sur le site : http://ciat.gouv.ht/sites/default/files/articles/files/ATLAS%20HAITI%20FRENCH%2005032017_LR.

CONSEIL de sécurité des Nations Unies, 8729e séance : Haïti : face à la crise multiforme dans le pays, il faut « une volonté nationale forte et un soutien international constant », 20 février 2020, disponible sur le site : <https://www.un.org/press/fr/2020/cs14117.doc.htm>.

CROZIER, Michel et Friedberg, Erhard. 1977. *L'acteur et le système*. Paris : *Edition du Seuil*.

DECRET du 14 septembre 1989 modifiant la loi du 13 décembre 1982 régissant les ONG, pris sous le Gouvernement Militaire de PROSPER AVRIL, Lieutenant-Général des Forces Armées d'Haïti, <https://www.google.com/search?q=decret+du+14+septembre+1989+sur+les+ong+en+haïti&oq=decret+sur+les+ong&aqs=chrome..69i57j0i22i30l2.12599j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8>.

DICTIONNAIRE français Larousse, disponible sur le site : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/tro%C3%AFka/79878>.

DOCUMENT de CVCE : Le plan Marshall et la création de l'OECE, disponible en ligne sur le http://www.cvce.eu/obj/le_plan_marshall_et_la_creation_de_l_oece-fr7cbc25dd-0c8d-49b1-924c-53edb2a59248.html, 11 novembre 2021.

DUBOIS, Vincent. 2009. L'action publique. Cohen (A.), Lacroix (B.), Riutort (Ph.) dir. *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, p. 311-325.

ELLIOT, Justin et SULLIVAN, Laura. Comment la Croix-Rouge a récolté un demi-milliard de dollars pour Haïti-et construit six maisons : Alors que le groupe s'est réjoui publiquement des résultats obtenus, des témoignages internes décrivent une succession d'échecs. Pro Publica, 3 juin 2015, disponible sur le site : <https://www.propublica.org/article/la-Croix-Rouge-haïti>.

ENONCE de politique de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) : Le rôle des gouvernements locaux dans le développement économique territorial, Bogota, Octobre

2016, disponible au https://www.uclg.org/sites/default/files/le_rol_e_des_gouvernements_locaux_dans_le_developpement_economique_territorial.pdf.

ESQUISSE de plan d'urbanisme pour la ville de port-salut, Avril 2013. Disponible sur : http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/201304PU_port-salut_esquisse.pdf.

ESTEVA, Gustavo. 2000 [1992]. "Desenvolvimento". In SACHS, W. (ed.). Dicionário do Desenvolvimento: guia para o conhecimento como poder. Petrópolis: Vozes. pp. 59-83.

ÉVALUATION des besoins post catastrophe pour le cyclone Mathieu,2016, disponible sur le site : <file:///C:/Users/User/Downloads/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf>.

FONDATION de France, Solidarité Haïti Trois ans après. 2010-2012. p2-3., disponible sur le site : https://www.fondationdefrance.org/sites/default/files/atoms/files/bilan_3_ans_long_0.pdf.

FONDS des Nations Unies pour la Population HAITI(UNFPA) : Y a-t-il explosion démographique en Haïti ? p.4, disponible sur le site : https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/Publication_explosion_demographique_version_finale.pdf.

FREIRE, Paulo. 1967. L'Éducation : pratique de la liberté, Paris, éditions du Cerf.

GAZETTE Haiti : Quatre camions d'aide de Food for the Poor à destination du Sud et de la Grand'Anse pillés,20 août 2021. Disponible sur : <https://www.gazettehaiti.com/node/4558>.

GEERTZ, Clifford. 2004. Le Souk de Séfrou. Sur l'économie de bazar, In : *Les Annales de la recherche urbaine*, N°97, 2004. Renouvellements urbains. pp. 158-159.

GOUSSAULT Yves. 1962. « Participation Paysanne au Développement et aux Structures Nouvelles » /4 N° XLIV, p. 183 à 189 ISSN 0032-7638 Article disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-presence-africaine-1962-4-page-183.htm>.

GREMAUD, Arbessa Shehu. 2012. La relation entre l'état et les ongs dans le cadre de l'aide publique au développement : une approche du cas suisse selon le modèle principal-agent, de Boeck supérieur | « mondes en développement » vol.3 n°159 | pages 73-88, disponible au <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2012-3-page-73.htm>.

GUERIN, Daniel.1965. L'anarchisme, Paris : Ed. Gallimard.

HAÏTI - PDNA du Tremblement de Terre – Evaluation des dommages, des pertes et des besoins généraux et sectoriels,2010, disponible sur le site : [file:///C:/Users/User/Downloads/Evaluation%20des%20dommages,%20des%20pertes%20et%20des%20besoins%20g%C3%A9n%C3%A9raux%20et%20sectoriels%20\(PDNA\).pdf](file:///C:/Users/User/Downloads/Evaluation%20des%20dommages,%20des%20pertes%20et%20des%20besoins%20g%C3%A9n%C3%A9raux%20et%20sectoriels%20(PDNA).pdf).

HAÏTI : Divisions territoriales, in <https://www.haiti-reference.com/pages/plan/geographie-et-tourisme/divisions-territoriales/>.

HAÏTI-Référence. Organisation du Peuple en Lutte. Disponible sur : <https://www.haiti-reference.com/pages/plan/politique/organisations-politiques/partis-politiques/>.

HENRI, Peretz.2004. *Les méthodes en Sociologie*, Paris, La Découverte, pp. 14 et 47.

HURBON, L.1988. *Le barbare imaginaire*. Paris : Éditions du cerf.

INSTITUT Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). 2015. Population totale, population de 18 ans et plus ménages et densités estimés en 2015, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/estimat_poptotal_18ans_menage.pdf.

INSTITUT Haïtien de Statistique et d'Informatique, (IHSI Population Totale, Population de 18 Ans et Plus, Ménages et Densités estimés. 2015.

INSTITUT Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) : Estimations de la population, 2021, disponible sur le site : <https://ihsi.ayiti.digital/indicator-population>.

JEAN RICHARD, Lahens. 2014. L'Aide internationale à Haïti favorise-t-elle le développement durable ? Québec : Université de Sherbrooke, 2014.

JEAN-FRANÇOIS, Médard. 2000. Clientélisme politique et corruption. In: *Tiers-Monde*, tome 41, n°161. Corruption, libéralisation, démocratisation, sous la direction de Jean Cartier-Bresson. pp. 75-87.DOI : <https://doi.org/10.3406/tiers.2000.1051>.Vo www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2000_num_41_161_1.

_____. 2007. « Nouveaux Acteurs Sociaux, Permanence et Renouveau du Clientélisme Politique en Afrique Sub-saharienne », *Cadernos de Estudos Africanos* [Online], 13/14 | 2007, posto online no dia 03 fevereiro 2012, consultado o 05 março 2022. URL: <http://journals.openedition.org/cea/422>; DOI: <https://doi.org/10.4000/cea.422>.

JOURNAL Haïti Libre : Haïti - Présidentielle 2016 : Résultats définitifs, Jovenel Moïse 58e Président, 3 Janvier 2017, disponible sur le site : <https://www.haitilibre.com/article-19698-haiti-presidentielle-2016-resultats-definitifs-jovenel-moise-58e-president.html>.

_____. Diaspora Covid-19 : Bulletin quotidien #678, publié le 27 Janvier 2022. Disponible sur : <https://www.haitilibre.com/article-35818-haiti-diaspora-covid-19-bulletin-quotidien-678.html>.

_____. Deux séismes de magnitude supérieur à 5 (Bilan provisoire), publié le 24 janvier 2022. Disponible sur : <https://www.haitilibre.com/article-35794-haiti-flash-2-seismes-de-magnitude-superieur-a-5.html>.

JOURNAL Le monde : Haïti : le premier tour de la présidentielle annulé, de nouvelles dates annoncées, 07 juin 2016, disponible sur le site : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/06/07/haiti-le-premier-tour-de-la-presidentielle-annule-de-nouvelles-dates-annoncees_4939824_3222.html.

JOURNAL Le Nouvelliste : Deux ans après les 5, 6, 7 juillet 2018, Jovenel Moïse a changé de Momentum, 2020-07-08, disponible sur le site : <https://lenouvelliste.com/article/218351/deux-ans-apres-les-5-6-7-juillet-2018-jovenel-moise-a-change-de-momentum>.

_____. Au moins 893 cas de mort violente enregistrés en Haïti pour l'année 2021, publié le 5 janvier 2022. Disponible sur : <https://lenouvelliste.com/article/233506/au-moins-893-cas-de-mort-violente-enregistres-en-haiti-pour-lannee-2021>.

_____. La Caritas, un service de l'Eglise catholique, publié le 16 février 2007 Disponible sur : <https://lenouvelliste.com/article/40024/la-caritas-un-service-de-leglise-catholique>.

_____. Le séisme du 14 août 2021 dans la lignée de Matthew et du séisme de 2010, publié le 13 Septembre 2021. Disponible sur : <https://lenouvelliste.com/article/231585/le-seisme-du-14-aout-2021-dans-la-lignee-de-matthew-et-du-seisme-de-2010>.

KOLB, Robert. 2003. De l'assistance humanitaire : la résolution sur l'assistance humanitaire adoptée par l'Institut de droit international à sa session de Bruges.

L'AVENIR de l'aide humanitaire Les ONGI en 2030, disponible au <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/10/The-Future-Of-Aid-French.pdf>.

L'EPIDEMIE de choléra, disponible sur : <https://sante.lefigaro.fr/article/cholera-en-haiti-le-douloureux-recit-d-un-scandale/>.

LA CONSTITUTION de 1987 Amendée, disponible sur le site : https://observatoriop10.cepal.org/sites/default/files/documents/la_constitution_de_1987_amendee.pdf.

LA DERNIERE ligne droite du choléra, disponible sur : <https://www.unicef.org/haiti/recits/cholera-la-derni%C3%A8re-ligne-droite>.

LA FETE patronale disponible sur : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/030206/2007-08-13/>.

LA REPUBLIQUE ONG d'Haïti, disponible sur le site : <https://lenouvelliste.com/article/110873/la-republique-ong-dhaiti>, 19 novembre 2012.

LABAN, Lasay'Abar. *Les relations internationales : présentations panoramique et approches théoriques*, éd. Médias Paul, 2006, p.13.

LE Konbit, disponible sur le site : <https://ayibopost.com/le-konbit-lame-de-la-paysannerie-haitienne/>.

LE MONITEUR : Journal Officiel De La République d'Haiti Arrêté publié le 10 mai 2013, no.8, http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/235_20130415.pdf.

_____. Journal Officiel De La République d'Haiti. Décret portant amendement de la loi du 18 septembre 1978 sur la délimitation territoriale de la République, publié le lundi 13 Février 2006, no.16. Disponible sur : http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/387_20051123.pdf.

LE PETROCARIBE, disponible sur le site : <http://bmpad.gouv.ht/ct-menu-item-22/ct-menu-item-23.html>.

LE POSTE de Délégué en Haiti. Disponible sur : <http://www.mict.gouv.ht/delegation-et-vice-delegation/>.

LE TERME *Bòdègèt*, publié le 28 décembre 2016. Disponible sur : <https://lenouvelliste.com/article/166584/bodeget>.

LE TRAITE de Ryswick, disponible sur le site : <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/Ryswick-1697.htm>.

LES ELECTIONS de 206 en Haïti, disponible sur : <https://www.haitilibre.com/article/19698-haiti-presidentielle-2016-resultats-definitifs-jovenel-moise-58e-president.html>.

LES ENTREVUES dans le cadre l'enquête en 2016,2017 et 2019.

LOUIS JUSTE, Jean *Anil*. 2009. *ONG : Ki gouvènman ou ye ?* Asosyasyon Inivèsité ak Inivèsitèz Desalinyèn ASID Kaye. Pwogresis 2.

LOUIS, Ilionor.2010. L'infantilisation des bénéficiaires de l'aide des ONG après les séismes du 12 janvier, disponible sur le site : <http://www.anthropolitics.org/the-relationship-between-ngos-and-the-population-infantilization/>.

LUC, Chartrand.2020. Haïti, dix ans après le séisme : un pays blessé, mais vivant. Une jeunesse au bord de la révolution, 9 janvier 2020, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1460879/jeunesse-revolution-haiti-petrochallengers>.

MCI – Capitalisation 50^e, Les grandes dates de l'histoire d'Haïti, disponible sur le site : http://www.mcifgc.ch/mci/wp-content/uploads/2014/11/ha_grandes_dates_de_Haiti.pdf.

MICHEL, Lallement. 2001. *Histoire des idées sociologiques de Parsons aux contemporains*, Paris, Nathan, 2001, p 82.

MINISTERE de l'Économie et des Finances. Evaluation rapide des dommages et des pertes occasionnés par l'ouragan Matthew et éléments de réflexion pour le relèvement et la reconstruction. Humanitarian Response, v. 7–8, octobre 2016.

MORAL, Paul. 1978. Le paysan haïtien : étude sur la vie rurale en Haïti, Port-au-Prince : Les Ateliers Fardin.

MOYO, Dambissa. 2009. L'Aide fatale : Les Ravages d'une aide inutile et de nouvelles Solutions pour l'Afrique. Paris: JC Lattès.

NEIBURG, F. (org.). 2019. *Conversas etnográficas haitianas*. Rio de Janeiro: Papeis Selvagens.

NISBET, Robert. 1986 [1979]. La idea de progreso. Revista Libertas, 5: 1-30. Disponible em http://www.eseade.edu.ar/files/Libertas/45_2_Nisbet.pdf.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre. 2016. "Développement", dans Anthrophen.org, Paris, Éditions des archives contemporaines. <https://www.anthrophen.org/voir/D%C3%A9veloppement>.

ORDONNANCE du Roi de France dans l'article 2, disponible sur le site : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/htl825.htm>.

ORSI, Carlos. 2014. Haïti : L'Aide internationale n'est qu'un vaste mensonge. La Brèche, disponible sur le site : <http://alencontre.org/ameriques/amelat/haiti/haiti-laide-internationale-nest-quun-vaste-mensonge.html>.

PHOTOS extraites de : Uncommon Caribbean/ RODRIGO ARANGUA/AFP via GettyImages, France 24, 2021, disponible sur le site : <https://www.gettyimages.fr/photos/portsalut?assettype=image&page=4&phrase=port%20salut&sort=best&license=rf,rm>.

PIARROUX R. Choléra, Haïti 2000–2018, Histoire d'un désastre. Paris : Éditions du CNRS, 2019.

PIERRE, Salignon. 2012. Haïti, république des ONG : « l'empire humanitaire » en question, Haïti, réinventer l'avenir, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 185-197.

PLAINTÉ contre l'ONU, disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/2013/10/09/01003-20131009ARTFIG00659-haiti-des-victimes-du-cholera-porte-plainte-contre-l-onu.php>.

PLAN de réponse Humanitaire, janvier 2019-décembre 2020, disponible sur le site : <https://reliefweb.int/report/haiti/ha-ti-plan-de-r-ponse-humanitaire-janvier-2019-d-tembre-2020-r-vision-due-la-pand-mie>.

QU'EST-CE QU'UNE collectivité territoriale ou collectivité locale disponible au : <https://www.vie-publique.fr/fiches/19604-quest-ce-quune-collectiviteterritoriale-ou-collectivite-locale>.

RAHNEMA, Majid. 1997. "Afterword: Towards Post-Development: Searching for Signposts, a New Language and New Paradigms". In RAHNEMA, Majid & BAWTREE, Victoria (eds.) The PostDevelopment Reader. London: Zed Books. Pp. 377-403.

RAPPORT 1 de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCC). 2019. Audit spécifique de gestion du fonds PetroCaribe. Gestion des projets financés par le fonds PetroCaribe, disponible sur le site : <https://www.cscca.gouv.ht/documents/246.pdf>.

RAPPORT du Gouvernement de la République d'Haïti avec l'appui conjoint du Système des Nations Unies, de l'Union européenne, de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale. Evaluation des besoins post-catastrophes pour le Cyclone Mathieu. 2017.

RAPPORT NATIONAL de la République d'Haïti : Tendances récentes et situation actuelle de l'éducation et de la formation des adultes (edfoa), Avril 2008, disponible sur le site : https://uil.unesco.org/fileadmin/multimedia/uil/confintea/pdf/National_Reports/Latin%20America%20-%20Caribbean/Haiti.pdf.

RAYMOND Guivy et CAMPENDHOUDT, Luc Van, Manuel de recherche en sciences sociales, Paris, DUNOD, 1995, p 155.

RIST, Gilbert. 1997. "Introduction"; "The Invention of Development". In *The History of Development : From Western Origins to Global Faith*. London: Zed Books. pp. 1-7; 69-79.

RIVIERE, Antoine. 2019. Haïti : des collectivités territoriales écartées de la reconstruction, dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol.1,n° 279, disponible sur le site : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-d-outre-mer-2019-1-page-245.htm>.

ROBERT K. Merton. [1953] 1965. Quelques fonctions de la machine politique », dans *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Librairie Plon, 1965, pp. 126-139.

ROSTOW, W. W. 1959. The Stages of Economic Growth. *The Economic History Review*, New Series, 12(1): 1-16. [Em port.: ROSTOW, W. W. 1961. *As Etapas do Desenvolvimento Econômico: um manifesto não comunista*. Rio de Janeiro: Zahar. (Caps. 1 e 2).

RUF, Verner K. 1974. Aspects systémiques de la coopération internationale entre pays inégalement développés. *Études internationales*, 5(2), 302-325. <https://doi.org/10.7202/700446ar>, disponible sur le site : <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1974-v5-n2-ei2977/700446ar.pdf>.

RYFMAN, Philippe. 2010. Haïti : Les Leçons humanitaires. *Le Monde*, disponible sur le site : https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/15/haiti-les-lecons-humanitaires-par-philippe-ryfman_1319295_3232.html.

SAINT LOUIS, Nancy MS. 2019. Relasyon èd entènasyonal ak politik lokal sou devlopman Pòsali. Disponible sur : <https://www.jstor.org/stable/26926667?seq=1>.

SCHULLER, Mark. 2013. Enpak èd entènasyonal sou enfrastrikti sivik : ONG nan kan pou deplase yo. <http://www.anthropolitics.org/wp-content/uploads/2019/05/Schuller-enpak-ONG-sou-enfrastrikti-sivik.pdf>.

_____.2015. Cette charité qui tue : Haïti, l'aide internationale et les ONG. Port-au-Prince : Editions de l'Université d'Etat d'Haïti.

SEITENFUS, Ricardo. Haïti est la preuve de l'échec de l'aide internationale. Entrevue avec Ricardo Seitenfus, représentant de l'OEA en Haïti, Par Arnaud Robert. Repris par AlterPresse du quotidien suisse *Le Temps*, 21 décembre 2010, disponible sur le site : <https://www.alterpresse.org/spip.php?article10439#nb>.

SILVA, Kelly Cristiane da. 2008. A cooperação internacional como dádiva: Algumas aproximações. *Mana* 14 (1): 141-171.

SMITH, Ashley.2011. Prisoners on Their Own Island: Interview with Ashley Smith. Par Mike Whitney. *Counterpunch*, disponible sur: <https://www.counterpunch.org/2011/01/26/prisoners-on-their-own-island/>.

SOGGE, David.2003. Qui aide qui ? Dans *Les Mirages de l'aide internationale : Quand le calcul l'emporte sur la solidarité*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2003.

SOUCANEAU, Gabriel. Perte de 60% de la production de petit mil : Une Catastrophe annoncée pour Haïti. *Ayibopost*, 28 décembre 2016.Disponible sur : <https://ayibopost.com/perde-de-60-de-la-production-de-petit-mil-une-catastrophe-annoncee-pour-Haïti/>.

TALCOTT Parsons, « Orientations théoriques », chap. dans Talcott Parsons, *Le système des sociétés modernes*, Paris-Bruxelles-Montréal, Éditions Dunod, 1973, pp. 4-30.

TARIK Dahou, « Clientélisme et ONG », *Journal des anthropologues* [En ligne], 94-95 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009. URL: <http://jda.revues.org/1993>
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01973804/file/jda-1993-94-95clientelisme-et-ong.pdf>.

TAUSSIG, Michael. 1984. Culture of Terror - Space of Death. Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture. *Comparative Studies in Society and History*, (26)3 : 467-497.

THERIEN, Jean-Philippe. 2001. Un Demi-siècle d'aide au développement. *Lien social et politiques*. 45, p.89–103.

THOMAZ, O. R. 2011. “Eles são assim: racismo e o terremoto de 12 de janeiro de 2010 no Haiti”, *Cadernos de Campo*, São Paulo, n. 20, p. 273-284.

_____. 2010. O terremoto no Haiti, o mundo dos brancos e o Lougawou, *OVOS ESTUDOS CEBRAP* 86, março 2010 pp. 23-39.

TIBOR, Mende. 1972. Qui aide qui et pourquoi ? in *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Editions du Seuil, 1972, pp. 94-113.

TROUILLOT, M.R.1990. Haïti: “The odd and the ordinary: Haïti, the Caribbean, and the world”, Cimarrón, v. 2, n. 3, pp. 3-12.

_____. 1992. “The Caribbean Region: an open frontier in anthropological theory”, Annual Review of Anthropology, n. 21, p.19-42.

TURGEON, J. et J.-F. Savard. 2012. Politique publique, dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), Le Dictionnaire encyclopédique de l’administration publique. Disponible sur : www.dictionnaire.enap.ca.

VICTOR, Charly Camilien. 2016. Construction des activités touristiques au développement territorial : Une Étude de cas de la commune de Port-Salut. Mémoire de fin d’études, Université d’État d’Haïti. Disponible sur : https://www.memoireonline.com/06/17/9974/m_Contribution-des-activites-touristiques-au-developpement-territorial--une-etude-cas-de-la-commun0.html.

VICTORIA Massamba Kubuta. 2007. Evaluation de la régularité à la consultation préscolaire dans zone de santé de Kintanu I, Université Kongo, 2007, www.memoireonline.com.

VOKRAL, Edita. 2016. L’aide dans des contextes fragiles-Le cas d’Haïti, disponible sur le site : https://fgc.federeso.ch/system/files/attachments/article_e_vokral_laide_dans_des_contextes_fragiles_haiti_-_traduction_francaise_21-8-2016.pdf.

WEST, Paige. 2016. “Introduction”; ““We Are Here to Build Your Capacity’: Development as a Vehicle for Accumulation and Dispossession”. In Dispossession and the Environment: Rhetoric and Inequality in Papua New Guinea. New York : Columbia University Press. pp. 1-36 ; 63-86.

WORLD Bank. 2010. Haïti PDNA du tremblement de terre : Evaluation des dommages, des pertes et des besoins généraux et sectoriels. Washington, DC : World Bank. Disponible sur le site : [http : //documents.banquemondiale.org/curated/fr/402291468033571050/Haïti](http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/402291468033571050/Haïti).

XAVIER Valantin.1962. A propos des « Etapes de la croissance économique » de Rostow Editions Présence africaine /4 N° XLIV| p.204-209 ISSN 0032-7638 Article disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-presence-africaine-1962-4-page-204.htm>.

Annexes

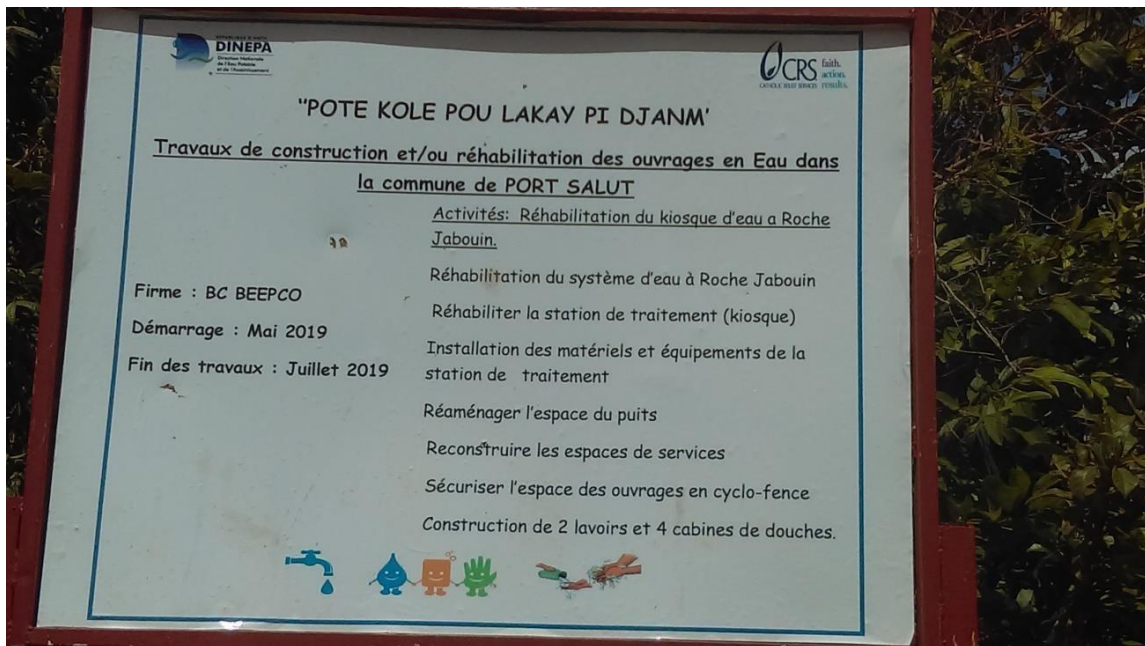
- A. Plaque personnalisée sur une petite place publique devant la Paroisse Saint Dominique par l'ex-président Jean Bertrand Aristide achevée en 2002.



- B. Pancarte d'un projet d'eau potable exécuté par Dinepa en partenariat avec IDA en 2017



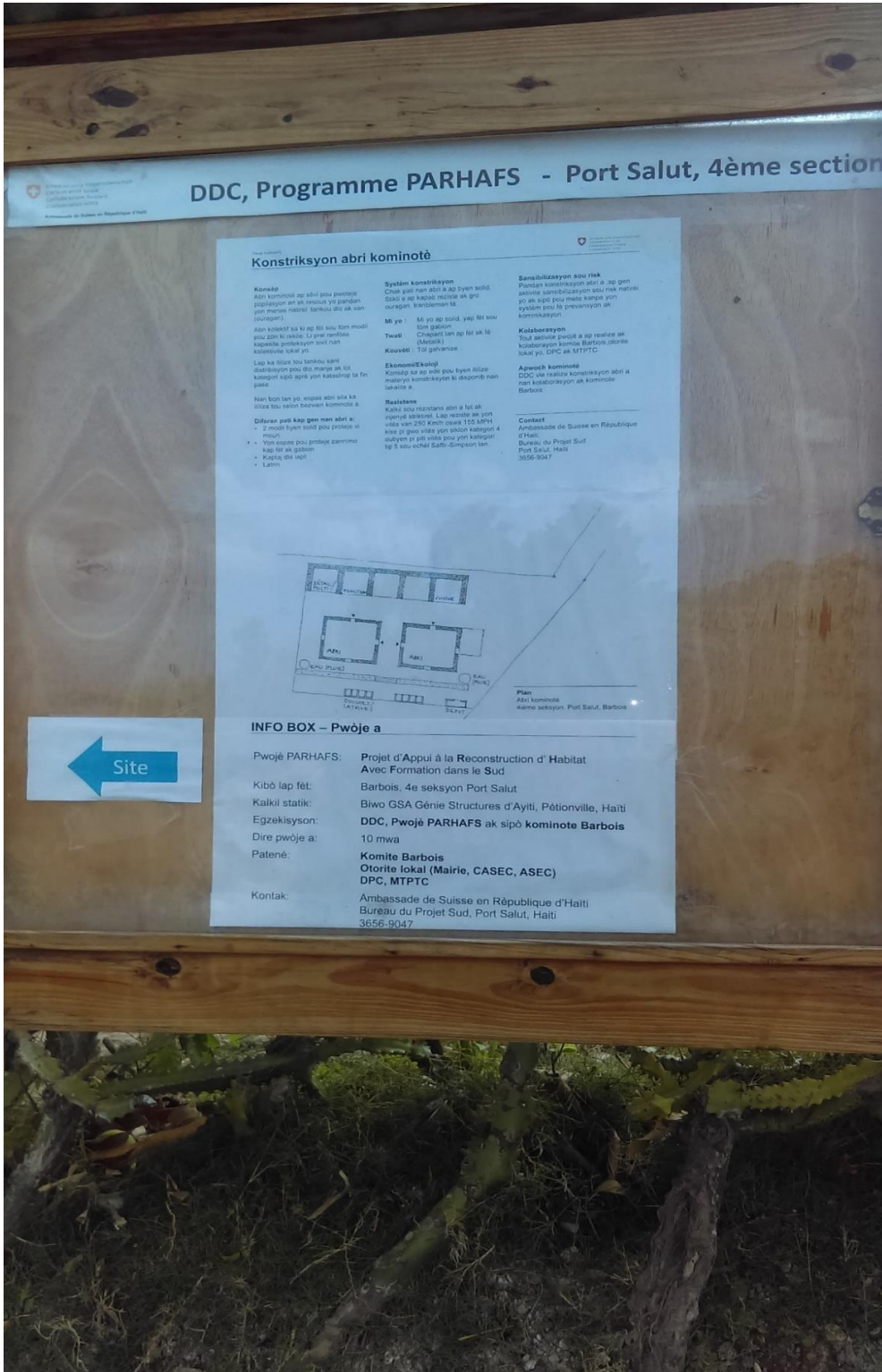
C. Pancarte d'un projet d'eau potable réalisé par Dinepa et CRS



D. Une citerne d'eau potable construite à Roche-Jarbouin (Dumont) par Water Missions



E. Pancarte portant les informations et le plan de construction de l'abri provisoire financé par l'Ambassade de Suisse en 2019.



F. Images de l'abri en Construction



G. Pancarte d'un projet de renforcement des services publics agricoles.



H. Pancarte d'un projet d'appui à la recapitalisation des éleveurs



I. Pancarte d'un projet de curage sur une ravine à Dumont exécuté par CRS et MOPROPS



J. Pépinières dans le cadre d'un projet de reboisement supporté par l'ONG locale ORE et exécuté par une association locale à Trouillac (non loin du centre-ville).



K. Petit pont métallique insatallé par l'UNOPS



- L. Pont construit sous l'initiative d'une autorité locale dans l'une des entrées de Dumont supporté par l'Etat haïtien.



M. Plage de Titans (Dumont)



N. Championnat de foot-ball organisé le maire principal (Dumont)



N. (idem)



O. Prises de vue des infrastructures construites par l'ex-président Aristide à Douyon (Anse-à-Drick, 2^e Section).



P. Images du bâtiment communément appelé « Musée » par les natifs de la zone de Douyon. Celui-ci fait partie des infrastructures construites par l'ex-président Aristide.



Q. Image d'une parcelle de route en bétons.

